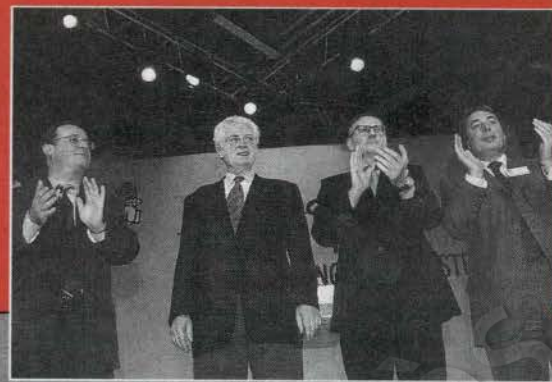




ISSN : 1278-6772

Congrès de Grenoble

24, 25 et 26 novembre 2000

S'engager
**POUR
UNE FRANCE PLUS JUSTE**



LE BLOC-NOTES de Claude Estier

Dimanche 26 novembre :



Cette fois, le débat sur l'inversion du calendrier électoral de 2002 est bien lancé. Même s'il n'a pas dit explicitement à Grenoble qu'il y était favorable, c'est bien dans ce sens que les médias ont interprété les propos de Lionel Jospin et c'est même le principal événement qu'ils ont retenu du congrès du PS.

Michèle Alliot-Marie, toujours prête à parler sans réfléchir, a eu tort de dénoncer une volonté de « tripatouillage » en oubliant que la première initiative prise à l'heure actuelle au plan parlementaire émane de Raymond Barre qui se place au regard de la logique des institutions de la Ve République et en dehors de toute considération partisane.

En oubliant aussi que le seul « tripatouillage » auquel on doit ce calendrier incohérent a pour auteur Jacques Chirac qui, en décidant de son propre chef la dissolution de 1997, qu'aucune crise n'imposait, a fait en sorte que les législatives et les présidentielles se rejoignent au printemps 2002.

Lundi 27 novembre :

Ce n'était sans doute pas le but recherché, surtout de la part d'un homme qui prône avec acharnement l'union de l'opposition, mais l'étonnante intervention, lundi au Conseil de Paris, d'Edouard Balladur - dont on n'avait guère entendu le son de la voix dans cette enceinte - a souligné une fois de plus la déchirure profonde au sein de la droite.

Porte-parole un peu inattendu des « séguinistes », l'ancien Premier ministre s'est fait aussi, en refusant un débat sur le statut de Paris, l'artisan d'une mascarade ponctuée par le départ spectaculaire d'une partie des élus de la majorité municipale sous l'œil goguenard des derniers « tibéristes » plus que jamais déchainés contre le député des Vosges. On peut aussi penser qu'il mise sur l'échec de ce dernier pour apparaître comme l'homme du « troisième tour » au cas où la droite resterait majoritaire au Conseil de Paris.

Prochain épisode de cette guerre impitoyable le 12 décembre à l'occasion du vote du budget de la capitale pour 2001 qui laissera aux partisans de Seguin le choix cornélien de provoquer une crise majeure ou... de soutenir Tibéri dont la gestion vient d'être sévèrement épinglée par la Chambre régionale des comptes.

Mardi 28 novembre :

« Le Parisien » nous apprend que le « rêve caché » de Jean-Louis Debré serait de devenir Premier ministre en cas de victoire de la droite en 2002. Ce serait pour se rendre « incontournable » qu'il s'est porté candidat à la mairie d'Evreux. Faut-il rappeler que l'actuel président du groupe RPR à l'Assemblée nationale avait, en 1995, déserté son département de l'Eure pour venir se présenter dans le 18^e arrondissement de Paris où il avait subi un échec cuisant. C'est cet échec qui l'a conduit à retourner sur ses terres abandonnées, ce que les électeurs d'Evreux n'ont sans doute pas oublié. S'il est battu à son tour dans le même arrondissement, Philippe Seguin retournera-t-il à Epinal ?

Site internet du PS : www.parti-socialiste.fr

L'hebdo des socialistes • 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 • Tél. : 01 45 56 78 61 - Fax : 01 45 56 78 83
(Pour obtenir vos correspondants, composez d'abord le 45.56)

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Alain Herbeth • DIRECTEUR DE LA RÉDACTION : Alain Bergounioux • RÉDACTEUR EN CHEF : Alain Herbeth (77.16) • SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Bruno Cavaco (77.92) • ÉCONOMIE : Monique Grima (79.03) • TERRITOIRES : Bruno Tranchant (77.33) • MAQUETTE : Christine Lovinger, Pascale Lecomte (78.92) • ÉDITION : Benabdallah Médiène • PHOTO : Philippe Grangeaud • SECRÉTARIAT : Odile Fée (78.61) • COMPTABILITÉ : Michelle Boucher (79.04) • ABONNEMENTS : Sabine Sebah (78.57) • FLASHAGE ET IMPRESSION : PGE - (94) Saint-Mandé • ROUTAGE : Optima Direct - (60) La Croix-St-Ouen. N° commission paritaire : 11223 - "L'hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications. Ce numéro a été tiré à 134 500 exemplaires.

Trois forums
pour s'engager
vers l'avenir.

p.5



Le congrès
en direct
sur le web :
une réussite
à confirmer.

p.6



Un projet à dimension
internationale.

p.7



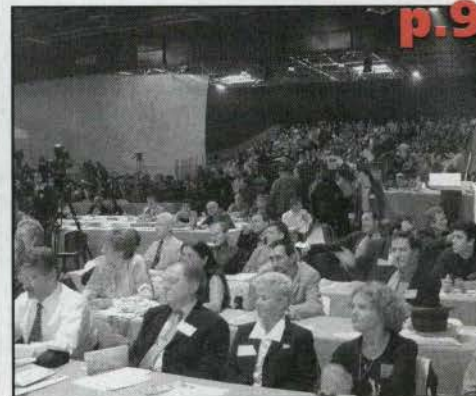
Rapport
d'activité
d'Alain Claey's

p.8



Débat général

p.9



Le résultat des
votes

p.26

Commission des
résolutions



p.28

En
souvenir
de Pierre
Guidoni

p.33



Intervention
de François
Hollande

p.34



Intervention
de Lionel Jospin

p.38



Motion finale **p.42**

Le congrès de l'engagement

Du 24 au 26 novembre, à Grenoble, les socialistes ont tenu congrès. Un congrès d'idées, un congrès de débats, mais aussi un congrès s'engageant pour l'avenir et sachant éviter les querelles de personnes ou les luttes de pouvoir.

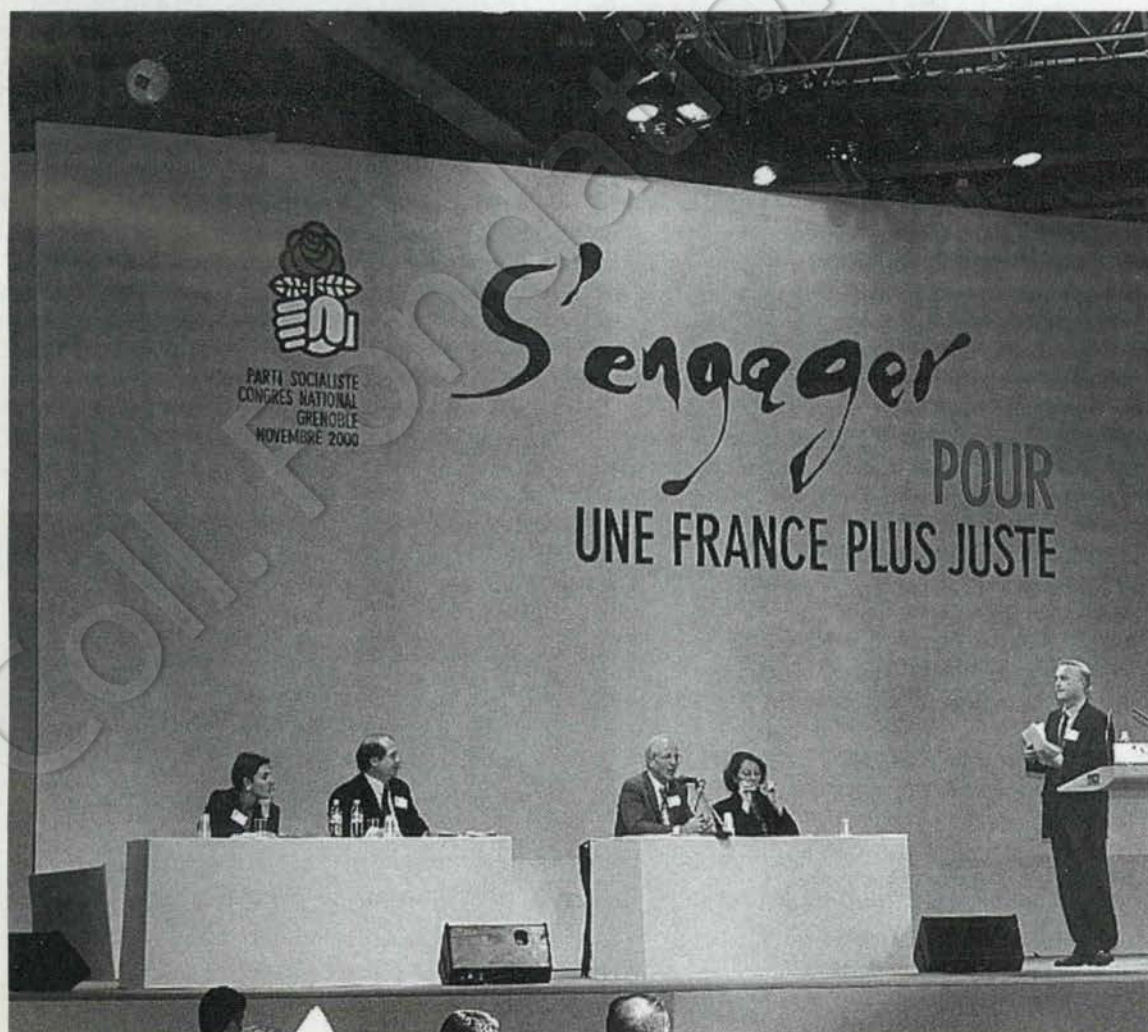
On attendait la synthèse, celle-ci n'est pas venue ! Et pourtant, on n'observait aucune grise mine dimanche matin à l'annonce de cette nouvelle... une « non-nouvelle » serait-on tenté de dire.

François Hollande l'a d'ailleurs souligné en notant qu'« une différence bien identifiée vaut mieux qu'un accord confus ». Cette différence assumée n'empêchera

d'ailleurs pas le parti de faire vivre la synthèse « fonctionnelle », à savoir la volonté de diriger ensemble un parti pour qui les prochaines échéances s'appellent élections municipales, élections législatives et présidentielles... à moins que ce ne soit l'inverse pour ces deux dernières.

Bref, Grenoble restera comme un bon congrès, un « congrès d'étape » tout entier tourné vers l'avenir mais pouvant s'appuyer sur un solide bilan dont, collectivement, on peut être fier.

Alain Herbeth



André Vallini

C' est un grand honneur et un grand bonheur d'ouvrir aujourd'hui le congrès du Parti socialiste à Grenoble.

En effet, quel est le premier secrétaire fédéral qui n'a pas un jour rêvé d'accueillir dans sa fédération le congrès de notre Parti ?

En 1973, Louis Mermaz a dû éprouver le même bonheur puisque la fédération de l'Isère, dont il était alors le premier secrétaire fédéral, accueillait déjà le congrès du PS à Grenoble. Le premier secrétaire national s'appelait François Mitterrand et le maire de Grenoble était alors Hubert Dubedout.

Aujourd'hui, le maire de Grenoble est Michel Destot, Michel Destot que je veux saluer car, avec son dynamisme, son courage et parfois sa patience, il a su redonner rayonnement, force et fierté à cette ville dont l'image fut tellement abîmée par les méthodes d'une droite sans scrupules.

Michel Destot s'est beaucoup battu avec moi pour accueillir dans sa vil-

le le congrès du Parti socialiste et mes remerciements vont donc à ceux qui l'ont permis.

A François Hollande d'abord, qui a décidé de choisir Grenoble face à d'autres candidatures, et j'en profite pour faire un salut amical à ma camarade Sylvie Guillaume, première secrétaire fédérale du Rhône.

Merci à Alain Claeys ensuite et à toute l'équipe du national, qui ont depuis des mois œuvré sans relâche, semaine après semaine, le mercredi entre midi et 14 heures, à Solférino, mais aussi tous les jours de la semaine, pour préparer ce congrès.

Je veux remercier aussi tous les bénévoles qui ont travaillé, qui travaillent encore et qui vont travailler pendant trois jours à l'organisation de ce congrès et tout particulièrement les militants de la fédération de l'Isère, une fédération active et qui est même en progression.



Même si tous les partis connaissent, on le sait bien, des difficultés pour assurer leur relève militante, le Parti socialiste est en fait moins tou-

ché que les autres, car nous avons su entreprendre avec Lionel Jospin, dès 1995-1996, puis avec François Hollande, depuis 1997, un vrai travail de rénovation. Nous devons encore l'amplifier et je sais, cher François, que tu vas nous faire de nouvelles propositions pendant ce congrès pour dynamiser encore notre vie interne et nos débats.

A propos de nos débats, j'entends ici ou là, je lis ici ou là que les débats dans le Parti socialiste ne seraient pas suffisants. Je tiens à rappeler que, depuis notre dernier congrès, depuis trois ans, depuis Brest, nous avons tenu trois conventions nationales qui ont donné lieu à des débats dans les sections, dans les fédérations et, bien sûr, au niveau national, et que le débat au sein du Parti socialiste, pour peu que l'on fasse l'effort d'y participer, est bien vivant.

Il l'est en tout cas dans cette fédération, où nous essayons aussi de conquérir de nouvelles positions pour faire avancer les idées auxquelles nous croyons.

Ainsi, en 1995, si nous avons pu reconquérir Grenoble avec Michel Destot, nous avons aussi conquis l'Agglomération grenobloise que préside aujourd'hui Didier Migaud avec le talent et l'efficacité qu'on lui connaît. En 1997, deux ans plus tard, nous avons obtenu cinq sièges de députés et, avec mes collègues Louis Mermaz, François Brottes, Michel Destot et Didier Migaud, nous sommes heureux et fiers de représenter l'Isère à l'Assemblée nationale. Puis, en 1998, au Conseil Régional de Rhône-Alpes, Bernard Soulage et les socialistes ont mené la bataille que l'on sait, bataille formidable, difficile mais victorieuse, contre Charles Millon et son alliance honteuse.

Michel Destot

Cher François, mes chers camarades, vous l'aurez constaté en arrivant, Grenoble est aujourd'hui un vaste chantier, certains ont même parlé de Berlin, plusieurs dizaines de grues s'activent, témoignant des efforts engagés pour remodeler notre ville. Au total un investissement de près de 3 milliards de francs quasi comparable à celui de l'époque des Jeux olympiques de 1968.

Ce profond renouvellement urbain, culturel, sportif, social, qui voit émerger de nombreux quartiers, de nouvelles zones d'activité économique, accompagne une politique qui se veut d'abord au service de l'emploi.

Certes, comme ailleurs, des zones d'ombre subsistent, nous manquons encore de logements sociaux et familiaux, à certaines heures de la journée les embouteillages automobiles nous rappellent notre manque d'anticipation sur les politiques de déplacement, mais globalement Grenoble, ternie il y a quelques années par l'affairisme, redevient la ville attractive, conquérante, qu'elle a longtemps été et votre présence aujourd'hui en est un formidable témoignage.

C'est donc pour moi comme pour

Didier Migaud, mon collègue et ami président de notre communauté d'agglomération, une véritable chance de vous accueillir à l'occasion du congrès national de notre parti. Chance d'abord car cela démontre que Grenoble a retrouvé la place qui fut la sienne auprès de nombreux esprits progressistes ; chance aussi car Grenoble est la première ville à recevoir deux fois ce congrès depuis la refondation d'Epinay et certains se souviendront de ce congrès de 1973 qui en confortait l'axe majoritaire et la stratégie d'Union de la gauche avait contribué à la dynamique de victoire sous la direction de François Mitterrand.

C'était il y a 27 ans, le 22 juin 1973, Hubert Dubedout alors député-maire de Grenoble vous accueillait et faisait applaudir Pierre Mendes-France, ancien député de l'Isère. Oui, Hubert Dubedout et Pierre Mendes-France, deux hommes qui ont chacun à sa façon façonné le socialisme d'aujourd'hui et auxquels je voudrais une fois encore rendre l'hommage qu'ils méritent.

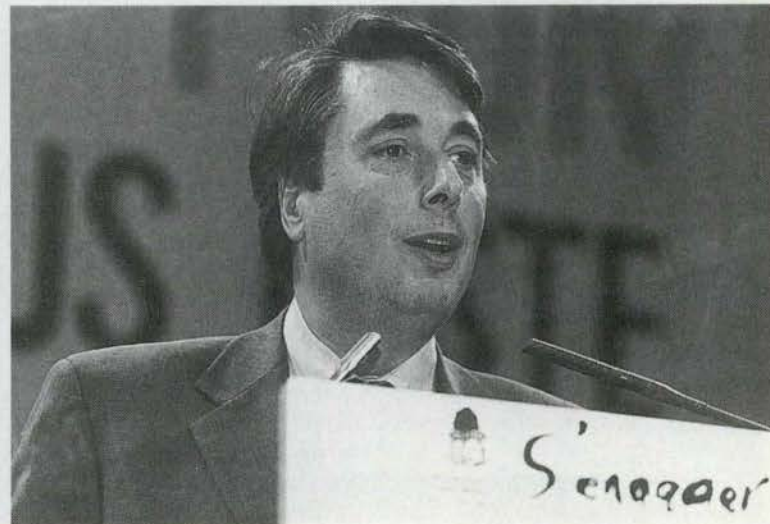
Mais ce n'est peut-être pas un hasard complet si vous avez choisi Grenoble pour tenir ce congrès un peu particulier, qui doit contribuer à l'élaboration de notre programme pour les échéances à venir. Nous

voulons, et la Gauche plurielle en porte le témoignage, concilier le développement économique, le développement social et le développement durable. Nous voulons tout à la fois veiller à la protection de notre environnement, faire fructifier notre potentiel d'innovation technologique en le transformant en emplois nouveaux et réduire les inégalités dans notre pays comme dans notre ville.

Innovation et nouvelles technologies aussi car ce congrès est le premier dont les images sont disponibles sur Internet, disposition ap-

préciée dans une ville qui compte deux fois plus d'internautes que la moyenne nationale.

Solidaire enfin, car ils se veulent inspirateurs de nouvelles voies pour combattre les inégalités, ce qui est un peu la tradition de Grenoble et au risque de vous apparaître immodeste, je pense que ce triptyque, innovation, solidarité, environnement, campe bien l'image de notre ville. Il reflète l'ambition qui anime la majorité plurielle que j'ai le plaisir et parfois la charge de conduire ici à Grenoble.





Trois forums pour s'engager vers l'avenir

S'engager contre les inégalités

Exclusions, disparités, accès aux services publics, aménagement du territoire... Les participants du forum consacré aux inégalités n'ont pas manqué de rappeler les principaux axes qui guident l'action du Parti socialiste, sur une question sensible qui marque une forte différenciation entre la droite et la gauche.

Sous l'autorité de Marisol Touraine, secrétaire nationale à la solidarité, les intervenants ont souligné l'importance de la puissance publique pour engager des politiques volontaristes et combattre les effets d'une logique productiviste, synonyme d'inégalités récurrentes.

Dans ce contexte, la lutte contre les inégalités renvoie à des politiques garantissant un égal accès de tous aux services publics et refusant ces discriminations multiples qui affectent le territoire.

Si le gouvernement fait de la lutte contre les exclusions une des priorités de son action, il convient d'approfondir les réformes engagées en faveur des personnes éloignées du marché du travail, des jeunes en mal de formation et des catégories sociales les plus fragiles... " De ce point de vue, nous plaçons pour que des politiques individualisées d'accompagnement personnalisé se développent ", souligne Marisol Touraine.

Au chapitre des priorités socialistes figurent l'encadrement du tra-

vail précaire et la reconnaissance de l'égalité professionnelle entre hommes et femmes. Sans oublier l'accès aux services publics, la politique de la Ville, le soutien des zones en difficulté et la volonté d'unifier le territoire. " Nous devons inviter l'ensemble de nos sympathisants à s'impliquer davantage sur le terrain des inégalités " ont indiqué les intervenants, en veillant au respect d'une politique sociale cohérente. " Nous devons trouver les moyens de sortir efficacement de l'exclusion, en favorisant le maintien de la croissance et en mettant en place des politiques d'indemnisation compensatrices pour favoriser le retour au plein emploi et du pouvoir d'achat ", a indiqué Alain Bergounioux.

S'engager pour le plein-emploi

Les participants du forum " S'engager pour le plein emploi " ne cachent pas leur satisfaction : le retour du plein emploi est devenu une " perspective crédible ". Encore convient-il de préciser les conditions et les contenus de cette ambition pour permettre à chacun d'accéder à un emploi, sans rester à l'écart. Dans ce contexte, le gouvernement a multiplié les initiatives pour relancer l'activité et combattre le chômage. Mise en œuvre des 35 heures, augmentation du pouvoir d'achat, baisse des cotisations sociales sur les bas salaires, en contrepartie de la réduction du

temps de travail, mise en place des emplois-jeunes... Autant d'aspects qui ont abouti à la création de quelque 1 500 000 emplois et à une baisse significative du chômage.

Si le lien entre croissance et emploi n'a jamais été aussi dynamique depuis la Libération, d'importants efforts restent à accomplir. On ne peut laisser " courir " le marché, au risque d'être confronté à une explosion de la précarité, préviennent plusieurs militants. Etablissons des quotas de travail précaire dans les entreprises, moralisons les pratiques de la sous-traitance, recommandent des participants.

La modération salariale ? Personne ne saurait défendre le principe du plein emploi, à son insu. Les 35 heures dans les PME ? " Notre position est simple, on appliquera la loi ", tranche Elisabeth Guigou. La validation des accords UNEDIC ? " Sur ce point, nous devons rester vigilants jusqu'à la convention d'application ", conclut la ministre.

S'engager pour la démocratie

L'action pour la démocratie est une nécessité permanente. Nous devons agir sans discontinuer pour l'approfondir.

Depuis plusieurs années, les interrogations se multiplient sur la réalité et la pertinence de nos institutions démocratiques. Le développement de l'abstention, la faible participation citoyenne exigent l'élaboration de nouvelles réflexions et de ré-

ponses adaptées aux exigences formulées par nos concitoyens.

Pour nous, socialistes, l'approfondissement de la démocratie représentative reste indissociable de notre ambition historique. Au lendemain de la victoire de 1997, elle constituait, au même titre que la lutte pour l'emploi et le retour de la croissance, l'une des priorités majeures de notre projet. Plusieurs étapes ont d'ores et déjà été franchies : la parité hommes-femmes, la lutte contre les discriminations, le PACS, la réduction du cumul des mandats, le quinquennat, l'intercommunalité,...

Nous devons sans cesse lutter contre une droite crispée sur ses préjugés. Le chantier reste ouvert ; de nouvelles frontières doivent être tracées. Dans ces conditions, comment revivifier la démocratie sociale et économique et renforcer la démocratie locale ? Quelles perspectives pouvons-nous définir pour nous ouvrir à une Europe plus juste ? Autant de questions auxquelles le forum animé par Vincent Peillon, secrétaire national aux études, s'est employé à répondre.

Qu'il s'agisse du milieu local, avec la nouvelle étape de la décentralisation, l'élection des délégués communautaires au suffrage universel direct, l'institutionnalisation des conseils consultatifs de quartier, le statut de l'élu, ou de l'échelon national, avec les réformes de la justice, du Parlement et des institutions européennes, les réformes se poursuivent.

À l'évidence, la démocratie constitue un enjeu majeur. Il ne s'agit pas d'en parler, il convient d'agir. Le gouvernement et le Parti socialiste s'y emploient.

Le congrès en direct sur le web : une réussite à confirmer

Notre congrès devait être celui de la transparence et d'une plus grande interactivité, c'était affaire de volonté et d'organisation. Parmi les moyens susceptibles d'y contribuer, l'utilisation de l'Internet a sans doute été la plus marquante.

Dès la procédure de discussion l'utilisation de ce moyen technique, les sites des motions et les liens avec le site national pour faire participer plus de monde à nos débats - a démultiplié notre capacité d'information et modifié notre démocratie interne en ouvrant nos débats vers l'extérieur.

Depuis plusieurs mois le secteur communication a travaillé sur un nouveau site web interactif, évolutif, maîtrisable par nous même.

Il a été décidé de profiter du congrès pour en sortir la première version et de créer, à cette occasion, un « site congrès ».

Ce « site congrès » représentait un défi pour nous, car sa nouveauté consistait à faire vivre en direct et le plus complètement possible les débats du congrès.

Or, jamais avant Grenoble un congrès politique n'avait été retransmis en direct. Nous n'avions rien à cacher, même ce qui à des yeux non avertis a pu apparaître quelque peu déroutant ! Ce qui est ouvert à la presse peut l'être au grand public.

Pendant trois jours, le direct et les deux heures de différé ont fonctionné, sans incident.

Pouvions-nous tenir le pari de

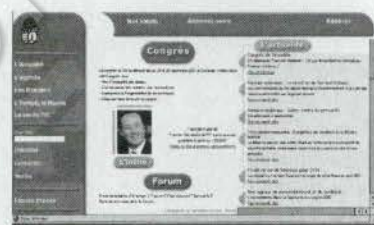


fournir suffisamment d'informations et d'explications sur ce que nous faisons et disions ? Là encore, nous avons rempli notre contrat, même si nous aurions pu encore être plus réactifs.

En effet, c'est là que nous constatons que cette « culture réactive » qui ne se confond pas avec la dictature de l'instant, n'est pas vraiment installée dans nos pratiques.

A cet égard, les nombreuses attentes non satisfaites sont révélatrices de notre propension à concevoir essentiellement une communication à sens unique qui part essentiellement de « ce que nous voulons dire ». C'est vrai aussi de notre communication plus traditionnelle : notre langage codé, des approches parfois « agressives », des moments de « rencontres » exclusivement prévus en fonction de nos disponibilités, etc.

“ Or, jamais avant Grenoble un congrès politique n'avait été retransmis en direct. ”



Internet nous oblige à nous mettre à la place de ceux que l'on veut convaincre. Les forums mettent à mal nos capacités d'écoute ; la diversité des attentes « actives » implique une diversité plus grande des modes d'écriture.

En définitive, l'Internet bien utilisé s'avère un moyen de communication plus souple, plus complet, et plus subtil qu'il n'y paraît au premier abord. S'il doit être manié avec prudence, il apporte à notre communication une dimension qui lui manque souvent dans la communication brève (tract, affiche journal) : les « différents niveaux de lecture » qui peuvent être trouvés dans de multiples tiroirs que sont les rubriques reliées par un cheminement simple (pour un même sujet, avec des « rubriques bien identifiées » on peut avoir un communiqué officiel, un point de vue du responsable, des points de vue croisés, un dossier de fond, un état de la réflexion du parti des comparatifs, etc.).

Bref, à la fois une banque de données et une prise de position. Pour un parti comme le nôtre qui « aime la matière » c'est la possibilité démultipliée de donner « du fond » sans ennuyer ceux qui souhaitent une simple information ou dialoguer avec nous, c'est en outre une capacité d'attendre à terme un nombre de personnes important en un temps limité.

Cependant, l'Internet peut aussi nous déranger et nous remettre en question, l'échange est souvent brutal. La demande de réponse peu compatible avec nos circuits de validation et de prises de décision.

L'Internet doit être mis à sa juste place. Certains veulent se faire peur en ne voyant que ses dangers et la « fracture générationnelle » en est effectivement un pour notre démocratie interne, mais on doit aujourd'hui avant tout s'inquiéter du peu d'intérêt du parti pour cette technique.

Or, elle va nous rattraper et nous dépasser, elle est parfaitement complémentaire de notre militantisme de terrain mais dans les prochaines échéances électorales elle aura une place dans les médias de masse que nous devons mieux appréhender.

Après avoir connu un démarrage un peu lent - même si de nombreuses sections et fédérations se sont dotées d'un site -, le parti, grâce à la retransmission en direct de son congrès par la vidéo mais aussi par ses informations, le téléchargement de toutes les interventions, a rattrapé une partie de son retard.

Il lui reste à faire vivre son site, à le développer, à créer les synergies souhaitables avec les fédérations, à s'interroger sur ses implications sur notre démocratie interne. Nous devons profiter de ce moment favorable, de l'intérêt suscité, de la mobilisation de camarades à cette occasion, de la qualité de cet outil pour installer sans tarder dans nos pratiques ce nouveau mode de communication.

Anne-Catherine Franck



S'engager

POUR UNE FRANCE PLUS JUSTE



Un projet à dimension internationale

C'était le sens du séminaire de la fondation Jean Jaurès que la force de notre projet doit s'inscrire dans un ensemble mondialisé.

Dans tous les cas, le constat est unanime parmi tous les Partis socialistes : on ne reviendra pas en arrière. L'effacement des Etats-Nations, le cadre de la solidarité que nous avons bâtie après des années de luttes, laissent la place au réseau marchand, au réseau d'information et à une volonté du local, qui est souvent un local de crispation, un nationalisme de repli, voire de violence.

Les conséquences, nous les connaissons : montée de l'injustice, des inégalités entre le Nord et le Sud, et à l'intérieur de nos sociétés, effacement des valeurs ; instabilité financière, montée de la corruption mais aussi, dégradations de l'environnement, uniformisation culturelle. Notre horizon politique, c'est de réguler et de maîtriser cette mondialisation.

Nous refusons deux postures : l'une qui consiste à uniquement s'insérer dans la mondialisation, passivement, et à s'adapter ; l'autre, irréaliste qui consiste à refuser brutalement tout état de mondialisation.

La mission des socialistes à l'échelon international consiste à réformer, non pas par un gouvernement modèle, utopique, mais par de nouvelles règles de gouvernance collective.

Étant donné la vitesse du mouvement de mondialisation, un horizon

d'idéal ne suffit pas. Il faut, et c'était les conclusions essentielles du séminaire, des propositions politiques concrètes, une stratégie politique de mise en route.

La stratégie politique, c'est la capacité que nous devons nous donner à l'échelon international de mieux, et de plus, peser pour faire entrer dans le domaine concret nos valeurs et nos idées. Elle impose le pragmatisme. Il faut créer un rapport de force et dans ce rapport de force, les socialistes, seule force politique de progrès organisée au plan international, ont une responsabilité propre.

Le préalable, c'est que nous discussions d'abord entre nous, entre socialistes, pour arrêter notre position, notre grille de lecture, la débattre - y compris avec nos divergences - dans un premier temps pour, au sein de l'Internationale socialiste, au sein du PSE et de l'Europe, les dépasser, arrêter des positions, et, s'il le fallait, comme le texte de la motion 1 le propose, aller vers des avant-gardes de pays qui puissent, au nom des valeurs des socialistes, créer ce rapport de force.

Dès lors, nous pourrions converser, débattre d'ensembles régionaux à ensembles régionaux, d'Union européenne à Mercosur comme le propose le Parti uruguayen. Nous pourrions peser au sein du FMI, et de la Banque mondiale, où les Européens ont plus de parts que les Etats-Unis, mais où ils ne savent pas encore s'entendre suffisamment sur des proposi-

tions communes. Nous devons enfin, pour cela, réorganiser notre démarche politique au plan international. Les risques ne manquent pas ; diktats des experts qui prétendent se substituer aux politiques et surtout le risque de voir qu'une association sporadique précaire de mouvements s'organise dans la rue pour un temps, mais qui ne portent pas dans la politique dans la durée, le combat qu'il faut mener au plan international.

La légitimité politique des élus, la durée pour agir doivent être aussi

l'horizon de conquête internationale. Cela veut dire certes un débat avec la société civile, mais aussi l'affirmation du politique. Ce qui est en jeu est essentiel : c'est notre capacité à attirer des jeunes, des nouvelles générations, des couches sociales dans un nouvel horizon de combat pour et avec les socialistes du monde entier, mobiliser autour d'un nouvel internationalisme afin de réorganiser le monde.

Régis Passerieux

Séminaire de la fondation Jean-Jaurès

En collaboration avec le Parti socialiste, la fondation Jean Jaurès a réuni un séminaire consacré à la mondialisation. Une manifestation qui a rassemblé de nombreux représentants socialistes et sociaux-démocrates, membres de l'Internationale socialiste.

Quatre thèmes ont alimenté les débats qui ont permis à des personnalités africaines, latino-américaines et européennes d'échanger leurs points de vue sur des questions liées à la mondialisation (développement, environnement, régulation économique, responsabilité politique).

Conclut par Pierre Mauroy, président de la fondation, et François Hollande, ces travaux ont affirmé quelques idées directrices : primauté du politique sur l'économique, de la démocratie face au marché, développement de l'Union européenne et des regroupements de pays africains et sud-américains. A l'issue des travaux de la première journée du congrès, une table ronde organisée par Henri Nallet et Régis Passerieux, secrétaires nationaux, réunissait des représentants des cinq continents : Mustafa Niasse (Premier ministre du Sénégal), Khalid Aliova (Maroc), Walter Veltroni (Italie), Ricardo Nunez (Chili), Walid Joumblatt (Liban), Pascal Lamy (commissaire européen), Mérédith Le Goff (USA) et Charles Josselin (France). Leur rencontre témoignait ainsi, comme le soulignait Régis Passerieux, " que la dimension internationale est pleinement insérée à l'ensemble de nos débats ".

Rapport d'activité d'Alain Claeys

Vingt et un colloques, rencontres ou conférences ont été organisés par les différents secteurs du parti, auxquels s'ajoutent les six rencontres décentralisées préparatoires à la convention nationale territoires et citoyens :

Enfin, signalons la tenue statutaire des conférences nationales agricoles et rurales et de la conférence nationale entreprise les 6, 7 et 8 octobre 2000 à Niort.

Si l'on associe conventions nationales, colloques, conférences nationales, universités d'été (plus de mille participants à chaque session), entretiens de Solferino (13 en tout), séminaires science société Solferino et activités du comité économique social et culturel, on peut considérer que près de 20 000 adhérents ou sympathisants du parti, ont participé à l'une de ces initiatives, à un titre ou à un autre.

Rarement autant de camarades et de militants ont été engagés dans un pareil effort de réflexion et d'élaboration collective.

Pour autant, malgré notre volonté fortement marquée de multiplier les initiatives, de les rapprocher des militants en décentralisant les manifestations, nous sommes convaincus que pour être à la hauteur des enjeux de la période qui s'ouvre, il ne faut pas simplement changer de degré dans l'organisation du débat interne, dans la manière de conduire notre réflexion, il faut impérativement en changer la nature et transformer nos méthodes.

D'autant que le désir des militants, des adhérents, des sympathisants, d'être de véritables acteurs dans le débat, est évident et que nos structures d'accueil sont bien souvent insuffisamment propices à l'expression et à l'engagement en particulier d'hommes et de femmes entre 25 et 35 ans qui restent en marge de notre organisation et de nos débats.

Chers camarades,

Faire vivre nos idées, tenir nos engagements supposaient à l'évidence que la Gauche plurielle vive au quo-



tidien et dans la durée. Je pense que malgré quelques difficultés inhérentes à l'exercice du pouvoir, la gauche plurielle tant au niveau du gouvernement que du Parlement a su débattre, exprimer ses différences et être solidaire dans l'action.

Le sommet de la majorité plurielle qui s'est tenu le 7 novembre dernier, a bien illustré cet état d'esprit.

Son retentissement et la qualité de la déclaration commune du Parti communiste, du Parti socialiste, des Verts, du MDC et du PRG témoignent qu'après trois années d'exercices en commun du pouvoir gouvernemental, les forces rassemblées en juin 1997 n'ont rien perdu de leurs capacités de coopération et de proposition :

Près de 75 propositions communes et un accord sur les méthodes et le calendrier de travail pour les deux ans à venir ont été retenus.

Nous devons dans les mois qui

“ Le rapport d'activité reflètera, je l'espère, l'intensité du travail et du débat politique que nous avons impulsée. ”

viennent continuer dans chacun de nos départements, de nos fédérations, au niveau national à faire vivre cette stratégie de rassemblement qui est largement approuvée par l'ensemble des militants sympathisants et électeurs dans chacun des combats de cette gauche plurielle.

Au-delà de ces avancées civiques, sociales, culturelles, démocratiques, nous sommes confrontés à une formidable aspiration à la citoyenneté, une formidable revendication de droits nouveaux qui concerne des sujets souvent exclus du champ de l'intervention politique.

Qu'il s'agisse de l'exigence de prévention et de sécurité, d'un environnement de qualité, du droit de vieillir dans la dignité et à un soutien total dans les situations de dépendance.

L'émergence de droits nouveaux heurte les conceptions traditionnelles de la politique, bouscule les rythmes d'exécution, modifie les critères de l'urgence et des priorités.

Un défi démocratique nous est lancé et nous devons y répondre.

De ce point de vue, l'engagement d'une nouvelle étape de la décentralisation annoncée par Lionel Jospin lors du congrès de l'association des maires de France le 21 novembre dernier, dans le droit fil des réflexions de la convention territoires et citoyens et des conclusions du groupe de travail de Pierre Mauroy

sur la décentralisation, confirment que le renforcement de la démocratie citoyenne sera une priorité : conseils de quartiers dans les villes de plus de 20 000 habitants, disposition permettant de mieux associer la population à la préparation et à l'exécution des grandes décisions d'investissement dans les communes...

De même, l'application rigoureuse du principe de précaution qui allie vérité de l'information, transparence des recherches et des résultats, obligation d'action et d'évaluation scientifique, témoigne de manière fracassante de l'irruption de la santé publique parmi les préoccupations politiques majeures de nos concitoyens.

Permettez-moi de rendre hommage à l'action du gouvernement sur le sujet si difficile de la sécurité alimentaire. Il a su concilier dans l'action ces trois principes de vérité, de transparence et de précaution.

L'irruption de la santé publique dans le débat public est une tendance lourde, et elle ne se réduira pas aux limites des droits des malades, du droit à la sécurité sanitaire : " Quelle légitimité démocratique aux choix en matière de santé, de recherche, d'expertise et d'éthique scientifique ? Autant d'interrogations auxquelles les militants politiques sont peu accoutumés et qui à n'en pas douter imprèneront fortement le contenu de notre futur projet.

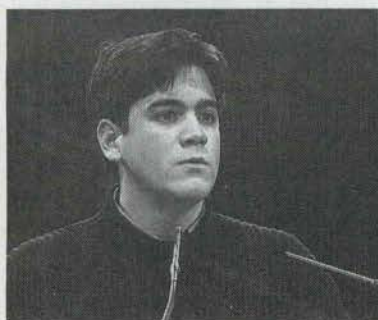
Autant d'interrogations auxquelles nous devrions répondre dans le cadre de la révision des lois bioéthiques.

S'engager pour le plein emploi, pour la démocratie, contre les inégalités, pour de nouveaux droits. Bref, pour une France plus juste !, sera au cœur de la réflexion de notre nouveau projet et déterminera l'essentiel de notre démarche.

Pour autant, si nous sommes potentiellement à l'aube d'une période de croissance durable et soutenue, si nous inaugurons un nouveau cycle économique, notre responsabilité consiste à conforter la croissance en agissant à la fois sur les conditions de la production et sur la répartition de ses fruits à savoir la demande. Il ne s'agit pas de s'intéresser " juste " à la croissance, mais d'assurer une croissance juste et durable qui elle seule permettra une solidarité durable.

Le soutien à cette croissance durable et solidaire doit faire partie intégrante des objectifs de la gauche française et européenne.

Les débats (extraits)



Gwenegan BUI

Pour un jeune, construction, autonomie, c'est avoir les moyens de se former, de se loger, de se déplacer, c'est avoir les moyens de construire son avenir professionnel, de choisir ses études, son mode de vie, son orientation sexuelle sans être soumis aux pressions économiques, sociales, culturelles de son milieu d'origine. N'est-ce pas l'essence même du socialisme que de donner à chacun les moyens de son émancipation ? Il ne s'agit pas d'instaurer un revenu minimum jeune, sous le vocable que l'on voudra, mais bien d'un droit nouveau.

Alors comment faire ? Le contrat, l'allocation, ou un autre vocable que nous choisirons, vont permettre de reconnaître et de valoriser socialement les choix de tous les jeunes, apprentis ou étudiants, de valoriser tous les parcours de formations, courts ou longs, professionnalisants ou non, et permettront aussi à des jeunes de reprendre un parcours de formation initiale interrompu parfois pour des raisons économiques.

Parce que c'est un nouveau droit, il va être le même pour tous les jeunes, parce que ce n'est pas une simple logique financière qui nous guide, il va y avoir un dispositif de suivi et d'aide individualisée permettant une insertion plus facile.

Parce que ce sera une nouvelle conquête portée par la gauche, il devra être redistributif et prendre en compte les besoins et les ressources de chacun. Le contrat autonomie n'est pas une proposition phare des prochaines échéances, mais maintenant que nous avons établi le cadre il faut s'atteler à lui donner corps.



Marisol TOURAINÉ

Les changements de notre société produisent de nouveaux clivages et nous savons qu'aux inégalités anciennes, viennent s'ajouter des inégalités liées à l'éducation, la formation, l'accès au logement ou à la santé, qui supposent que l'action de la puissance publique reste résolue et marque clairement le cap.

Deux grands champs d'action nous attendent : celui des jeunes, déjà évoqué. En 1997, la France détenait le triste record du chômage des jeunes en Europe. Aujourd'hui, le paysage est bouleversé. Ils ont bénéficié de la croissance grâce notamment aux emplois-jeunes. Dans le même temps, jamais les jeunes n'ont été aussi différents les uns des autres et nous devons être à même de répondre à la situation de ceux, trop nombreux, qui sortent du système scolaire sans formation, qui ne parviennent pas à se loger faute de revenu stable, qui, à moins de 25 ans, imaginent leur vie comme la seule attente d'un RMI quelques années plus tard.

Nous proposons la création d'un contrat d'autonomie et d'une allocat-

tion d'insertion qui permettra aux moins de 25 ans, qui veulent s'engager dans un processus de formation vers l'emploi, d'être soutenus et accompagnés. Deuxième grand chantier : le développement de nouveaux droits, plus personnalisés, plus individualisés, y compris en matière de protection sociale.

Nos concitoyens ont besoin des garanties de la Sécurité sociale, et la CMU constitue à cet égard un progrès immense. Ils ont également besoin d'être informés, soutenus et protégés, en cas d'accident. Ils ont le droit d'être informés et pas simplement d'être soignés. Au fond, ce que nous prônons, c'est la reconnaissance du droit des malades.

Les exigences de la sécurité alimentaire, par exemple, doivent donner lieu à la mise en place de nouvelles procédures d'information à l'endroit des consommateurs.

Les droits des familles dans la société doivent être adaptés pour que soit valorisée chacune de leurs composantes : les femmes qui ne sont pas seulement des mères, les hommes qui ont aussi le droit d'être des pères, les enfants qui ont leur identité et leur histoire propres.

Notre projet est tout simplement celui d'une France plus juste, une France qui fasse sa place pleine et entière à chacun d'entre nous.

Eric BESSON

La guerre contre le chômage n'est pas achevée, loin s'en faut. Dans ce contexte, il n'existe pas un, mais des chômeurs. Dans certains bassins d'emplois, il atteint 5 % de la population active. Dans d'autres, il dépasse le seuil de 20 à 25 %.

Avec 25 élus et militants socialistes, nous avons formulé dans une contribution pour ce congrès plusieurs propositions. Nous voulons d'abord que tout chômeur ait droit à un conseil et à un accompagnement personnalisé.

Profitons des débats sur le PARE, inspirons-nous du programme "nouveau départ" de l'ANPE, pour permettre leur généralisation à tous les chômeurs.

Nous souhaitons également que les entreprises, dont la responsabilité est grande, soient impliquées dans le grand effort d'insertion par le travail qu'il nous faut faire.

Nous préconisons une véritable obligation d'insérer, dont le coût pourrait être partiellement déduit de l'obligation de formation.

Nous demandons qu'un contrat de retour au travail, inspiré de ce que nous avons fait de mieux en matière d'emplois aidés (emplois-jeunes), soit proposé aux chômeurs de longue durée et aux plus âgés, dont la détresse est souvent immense.

Nous sommes convaincus enfin qu'il nous faut renforcer la formation en alternance, et notamment celle des adultes, qui reste balbutiante.

Toutes ces propositions, nous avons eu le plaisir de constater, avec les signataires de cette contribution, que notre premier secrétaire les avait intégrées dans les pistes de travail de notre parti et que la ministre de l'Emploi, Elisabeth Guigou, était prête à les soumettre à l'exercice de son administration, et à leur expérimentation.

Jaurès avait vu juste quand il disait "la République ne peut être que sociale". Mettons en œuvre, chers camarades, sa république sociale !

Laurence ROSSIGNOL

Ce congrès révèle que le Parti socialiste reste connecté à la société française, dans un contexte marqué par une gestion responsable du gouvernement et une interrogation croissante des français à l'égard de l'utilité sociale et politique du parti.

C'est une interrogation sur notre capacité à redéfinir une nouvelle alternative au libéralisme, alors que l'on sent bien dans la jeunesse, dans les mouvements sociaux, que cette exigence croissante d'alternatives s'exprime.

Le moteur à idées, le conducteur du changement, l'acteur principal de la gauche plurielle, c'est le Parti socialiste. Cette gauche a été capable de démontrer qu'elle pouvait gérer, gouverner, et en même temps, elle est de plus en plus en difficulté pour démontrer qu'elle peut aussi porter un projet d'avenir.

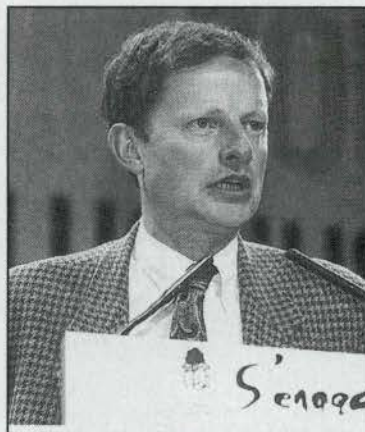
Aujourd'hui, nous ne sommes guère menacés que par l'indifférence... C'est contre cela que nous devons lutter, en prouvant que nous pouvons répondre aux questions essentielles.

Première question : pouvons-nous casser les ghettos urbains qui s'enkystent encore malgré la crise économique dans les villes, et qui portent leur lot d'exclusions scolaires, de marginalités et d'insécurité ? À cette question, il nous faudra répondre, parce que la dichotomie entre la croissance et la misère devient de plus en plus lourde à porter.

Deuxième question : pouvons-nous résister à un MEDEF plus arrogant et exigeant que jamais, qui remet en cause le système d'assurance-chômage, et qui voudra bientôt remettre en cause le contrat de travail ?

Pouvons-nous distribuer les richesses ? Pouvons-nous réduire les profits, au bénéfice du développement durable ? Qui sommes-nous ?

C'est cette question-là qui nous est posée aujourd'hui. Où nous situons-nous dans l'histoire de la pensée ? Sommes-nous les arbitres des conflits et des antagonismes sociaux ? Sommes-nous toujours dans le mouvement socialiste, celui qui représente l'ensemble des forces qui veulent changer le monde et transformer la société.



Géraud GUIBERT

Vache folle, Erika, Ievoli Sun, effet de serre, pollution de l'air, nitrates, OGM... La liste est longue des crises environnementales qui ont alimenté l'actualité, ces derniers mois.

Notre position d'aller vers l'interdiction des farines animales, ni nouvelle ni récente, nous la demandons au niveau européen, mais encore fallait-il, au préalable, décider des modalités d'application !

Oui, nous voulons, sur les changements climatiques, un accord volontariste et contraignant qui oblige les Etats-Unis, premier pollueur de la planète, à prendre des mesures contraignantes sur les gaz à effet de serre. Oui, nous souhaitons que le moratoire sur la culture des OGM soit pleinement respecté et appliqué dans notre pays.

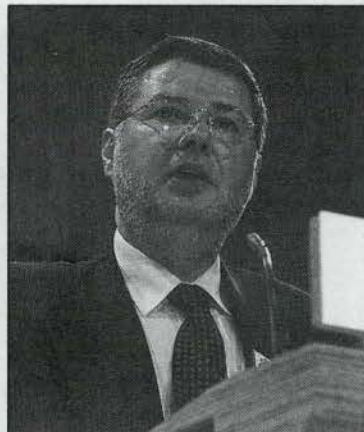
Nous ne devons pas laisser à la justice le dernier mot sur la nature des textes réglementaires pour formaliser ces interdictions nécessaires.

Oui, nous refusons la logique du tout camion qui encombre, pollue, tue, assourdit, et détruit.

Ce que nous voulons, c'est un progrès maîtrisé, réducteur des inégalités. Autant, nous devons rester fermes sur le moratoire relatif aux OGM, autant, nous devons promouvoir la recherche dans ces domaines.

En conséquence, nous préconisons la constitution d'un véritable service public de l'environnement, garantissant à tous l'accès aux biens publics essentiels.

Nous devons avoir nous, socialistes, le souci de la solidarité entre les générations. Ceci suppose, en particulier, d'éviter de laisser à nos



successeurs un système éducatif insuffisamment adapté, un système sanitaire insuffisamment performant, des déficits publics excessifs et non financés, des retraites non garanties, une planète menacée.

Nous devons donc privilégier les initiatives qui confortent le présent et préparent l'avenir. Seuls la solidarité et un développement durable donnent un vrai sens et une véritable portée à notre projet sur la base d'une action volontariste des pouvoirs publics. A nous d'en faire une vraie priorité

Alain VIDALIES

Qui peut, aujourd'hui, ignorer la crise d'identité de la social-démocratie ? Face au capitalisme financier mondialisé, qu'avons-nous à opposer, quelles sont nos valeurs communes ? À l'évidence, le ver est dans le fruit.

Notre parti a un rôle majeur à jouer pour redonner espoir à ceux qui, dans le monde, n'acceptent pas de passer sous les fourches caudines du capitalisme financier. Evidemment, la condition première est que nous ne soyons pas nous-mêmes absorbés par cette dérive.

Nous proposons qu'une grande loi sur la démocratie sociale concrétise notre aspiration. Elle permettrait de délimiter clairement le domaine de la loi et du contrat, de préciser le contenu, le mode de fonctionnement des organismes paritaires que, par un raccourci fulgurant, certains rattachent à l'histoire du socialisme, de donner de nouveaux pouvoirs aux comités d'entreprises et aux délégués du personnel, notamment en matière de contrôle des abus pour le recours aux emplois précaires. J'ob-

serve, avec satisfaction, que toutes les motions se réfèrent, avec plus ou moins de vigueur, au principe majoritaire pour la validation des accords collectifs. Mais, comment comprendre que nous approuvions ici, quasi unanimement, ce principe et que l'on puisse donner l'agrément à l'accord minoritaire sur l'UNEDIC ? Cette contradiction relève de l'évidence et nous proposerons un amendement qui permettra de concrétiser nos aspirations communes, telles qu'elles ressortent des textes.

Nous proposerons également un amendement sur la question centrale de l'Europe, le débat entre nous sur cette question doit être clair. À l'heure de la monnaie unique, de l'abolition des frontières, du transfert des compétences des domaines fondamentaux comme l'économie, le cadrage budgétaire, l'environnement, la seule vraie question sera de savoir si l'Europe fédérale sera démocratique ou pas.

Henri WEBER

Pour soutenir et pérenniser notre croissance, il faut, comme nous le faisons depuis juin 1997, tenir les deux bouts de la chaîne, il faut agir à la fois sur la demande et sur l'offre, il faut stimuler la demande des ménages, en augmentant leur pouvoir d'achat, par la création massive d'emplois et la baisse des impôts.

Il convient également d'encourager l'offre des entreprises, en créant un environnement juridique, fiscal et culturel favorable à l'initiative et à l'innovation.

Si nous limitons à 0,3 % l'augmentation de la dépense publique, si nous nous efforçons de réduire nos déficits, c'est aussi pour faire face à un tel retournement, le cas échéant.

Notre pays est la 4e puissance économique et commerciale du monde, mais il occupe seulement le 10e rang pour l'utilisation de l'Internet. Il y a quinze ans, l'Europe était leader dans les biotechnologies ; aujourd'hui, elle est devancée par les Etats-Unis, dans un rapport de 1 à 5.

Cette situation est préoccupante. Notre indépendance politique, notre prospérité économique, notre rayonnement culturel sont directement liés à notre capacité de maîtriser et développer ces nouvelles



technologies et ces activités. Pour combler notre retard, nous devons renforcer notre effort de recherche, inciter les chercheurs à passer des laboratoires aux entreprises, développer des technopoles où coopéreront universités de pointe, grandes écoles, centres de recherche et entreprises innovantes. Nous devons également développer le capital-risque et toutes les mesures d'incitation fiscale favorables à la création et au développement des entreprises que notre législation a déjà mises en place.

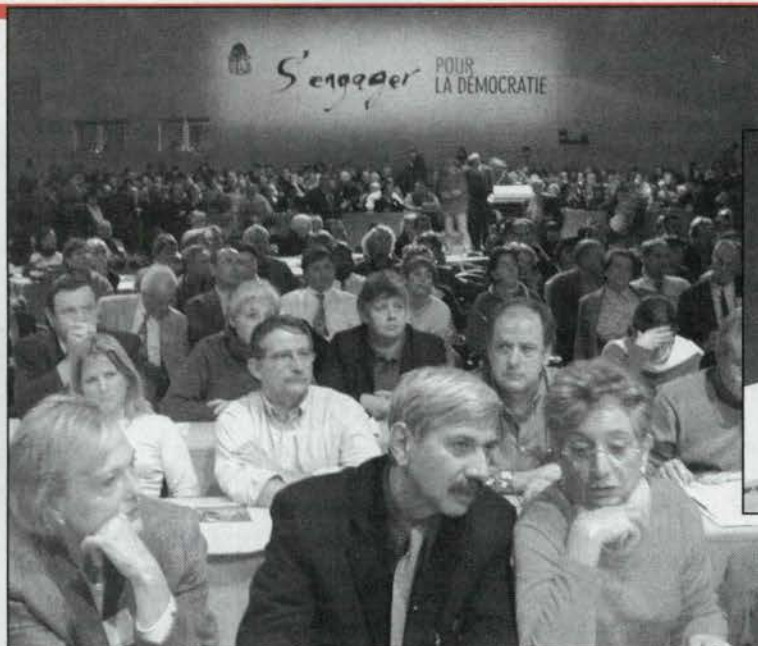
La croissance est une réalité trop incertaine pour être abandonnée aux seules forces du marché. Elle doit être consolidée, amplifiée, pérennisée par l'action des pouvoirs publics et des partenaires sociaux. C'est ce que notre gouvernement a fait avec succès depuis juin 1997 ; c'est ce que nous devons continuer à faire au cours des prochaines années, sur une plus vaste échelle.

Harlem DÉSIR

Nous souhaitons que puisse s'opérer un rassemblement sur des bases solides prenant en compte ce qui s'est exprimé au travers du vote de 27 % des militants, c'est-à-dire une volonté de rééquilibrage à gauche.

Première question : la croissance qui a permis aux entreprises de réaliser, au cours du premier semestre 2000, autant de bénéfices qu'en 1999, se traduira-t-elle par un rééquilibrage en faveur des salariés ?

S'il ne fixe pas les salaires dans le privé, le gouvernement dispose d'un certain nombre de leviers en fixant le niveau du SMIC, en étendant ou non les conventions aux branches,



en majorant les heures supplémentaires et en faisant évoluer les rémunérations dans le secteur public.

En conséquence, il doit se ranger aujourd'hui aux côtés des salariés, dans le cadre d'une conférence annuelle tripartite. Une initiative utile au moment où le MEDEF s'appuie sur les 35 heures pour imposer le gel des salaires.

Deuxième question : la démocratie sociale. Derrière la réforme de l'UNEDIC, la refondation, il convient de maintenir les éléments de pression et de précarité qui ont pesé sur le salarié pendant la crise. La démocratie, même sociale, ne peut résulter d'une minorité qui s'impose à l'ensemble des salariés, contre la volonté de deux des plus importantes confédérations.

Troisième question : l'Europe. Peut-on mener, en France, une politique de conquête sociale, de redistribution et de développement des services publics si le dumping social, la concurrence fiscale entre Etats et le démantèlement des services publics se produit à l'échelle de la Communauté ?

Comment permettre aux citoyens de se saisir des enjeux européens, si l'on s'arrête à des institutions opaques et ouvertes aux lobbies où ce sont les organes qui ont le plus de pouvoir - Banque centrale, Commission, Cour de justice - qui ont le moins de comptes à rendre aux citoyens ?

Nous sommes favorables à une constitution, un gouvernement européen responsable devant le Parlement, un moratoire sur la libéralisation des services publics, en attendant une directive cadre, un traité social avec un calendrier précis et une Charte plus ambitieuse intégrée au traité.

ALAIN BERGOUNIOUX

Les politiques libérales aujourd'hui, en Europe, c'est quoi ? Ce sont des politiques de déréglementation sociale, des politiques qui diminuent l'emploi public ; nous l'augmentons.

La résistance contre le libéralisme, c'est surtout la réussite de ce que nous faisons, car rien n'est plus facile que d'échouer.

Notre priorité ? Le retour au plein emploi. En 1997, il convenait de rétablir la confiance et d'amorcer la décrue du chômage. Aujourd'hui, il faut maintenir la confiance de nos concitoyens et vaincre le chômage. La barre est beaucoup plus haute. Comment la franchir dans une conjoncture économique qui pourrait être moins favorable ?

La motion 1 renferme toutes les priorités pour franchir cette barre et maintenir la confiance du pays. Je n'en citerai que quelques-unes : mieux répartir les charges fiscales, faciliter le passage du RMI à l'activité, en instaurant une allocation compensatrice de revenus, privilégier la formation professionnelle, soutenir la création d'entreprises, rénover et conforter les services publics qui participent à l'attractivité et à la compétitivité du pays.

Par ailleurs, nous devons créer les conditions d'un meilleur dialogue social. En absence de dialogue et de négociation, ces réformes sont souvent éludées. Changer le réel passe aussi par l'engagement des acteurs, la négociation sociale et le conflit.

Trois principes doivent être développés : établir une délégation de



gestion plus claire pour les acteurs dans les institutions sociales sur la base d'orientations politiques concertées, débattues et votées par le Parlement ; redéfinir les articulations entre la loi et la négociation, en réservant la possibilité d'accords contractuels aux accords signés par un ou plusieurs syndicats représentant une majorité de salariés ; mettre en œuvre de nouvelles règles de représentativité fondées sur l'élection pour tous les syndicats.

Jean-Christophe CAMBADÉLIS

L'unité, unir, rassembler : il n'y a pas là une simple posture mais une nécessité stratégique. Plus le pays est en mutation, plus les exigences sont contradictoires, plus la demande est multiforme, plus l'unité, la cohérence et le repère sont nécessaires.

De l'autre côté, la droite est toujours sociologiquement majoritaire. Son agitation, ses clivages réels ou supposés, ses querelles de personnes, son absence d'alternative, de cohérence, rendent le pays dubitatif sur sa capacité à présenter une alternance.

La crédibilité du Président de la République à conduire une politique dans la continuité a été durablement entamée. Les Français n'oublieront pas qu'il s'est fait élire sur le thème de la fracture sociale et a gouverné en l'aggravant.

La popularité de M. Chirac dans les sondages s'explique davantage par le respect dû à la fonction qu'à une adhésion à sa personne. Aujourd'hui, c'est bien davantage la présidence qui protège le président que le

président qui valorise la présidence.

Face à la désunion malade de la droite et à l'absence de cohérence de son chef, la coalition de gauche que nous avons construite est un atout pour transformer le pays, un point gagnant dans la bataille électorale. Mais cette union doit aussi se construire ou se reconstruire dans la nouvelle donne.

Notre action future, que nous devons codifier dans des engagements communs, ne vise plus seulement à défendre les intérêts d'une classe sociale, en particulier, mais à chercher à être en phase avec une base dont les intérêts sont bien plus larges que ceux de telle ou telle catégorie. C'est aussi cela la nécessité de la Gauche plurielle : la construction d'un modèle politique original, d'une spécificité française dans la gauche européenne.

Il y a pourtant un paradoxe que nous devons surmonter : hier, les directions des partis souhaitaient l'union, alors que nos bases doutaient. Aujourd'hui, ce sont les directions qui doutent alors que nos bases sont gagnées à la poursuite de l'alliance.

Notre modèle, c'est la prédominance de la justice sur le marché, de l'individualisme solidaire sur l'individualisme consumériste, de la responsabilité sur la performance.

Jean-Marie BOCKEL

Nous sommes confrontés à un fossé croissant entre notre pensée, notre discours, et nos actes. Ce fossé nous est préjudiciable. En sus de l'emploi, nous devons apprendre à mieux vivre ensemble sur des territoires dynamiques, en milieu urbain.

Pour que les politiques que nous menons dans les domaines de la famille, de l'éducation, de la formation, de la responsabilisation face à l'assistanat, de la justice, de la sécurité, de la place des jeunes dans la société, trouvent leur pleine mesure - ce qui n'est pas complètement le cas aujourd'hui -, il faut que nous retrouvions, au niveau du parti et de l'action gouvernementale, une vision globale érigée en priorité. Il y a là matière à affirmer notre identité socialiste.

Alain BARRAU

En perspective de 2002, je voudrais aborder deux thèmes : l'Europe et la Gauche plurielle.

Que souhaitons-nous faire de l'Europe ? Nous devons formuler des propositions pour rassembler une majorité capable de soutenir une voie préservant l'ensemble de nos pays dans la construction européenne. Cette préoccupation touche la vie quotidienne et un certain nombre de questions fondamentales auxquelles nous sommes attachés (services publics, laïcité, principes républicains).

Il nous faut faire avancer l'idée que l'Europe est un lieu d'affrontements entre la droite et la gauche, qu'elle constitue une organisation régionale qui doit peser sur la mondialisation, et que le débat politique engagé avant et après Seattle sera toujours différent.

Il convient de revaloriser la place des Parlements nationaux et de tenir compte de la situation du Parlement européen et des organisations non gouvernementales qui veulent peser sur nombre de sujets.

Il faut donc qu'en France la Gauche plurielle soit exemplaire. Elle ne saurait être un libre-service. A cet égard, il n'est pas juste qu'un ministre du gouvernement, quel qu'il soit, mette en cause les accords de la Gauche plurielle, ici ou là. Cela crée une émotion légitime parmi les militants socialistes.

Faire vivre le concept de la Gauche plurielle aux niveaux national et européen, par rapport au thème de la mondialisation, voilà l'enjeu des deux prochaines années.

Isabelle THOMAS

J'ai apporté 3000 signatures à remettre au Premier ministre. Que demande cette pétition de la section socialiste de Saint-Malo ? Tout simplement, la nationalisation et la création d'un grand service public de l'eau.

C'est la logique même du système qui est en train de se propager, de se mondialiser et qui pourrait s'étendre à d'autres denrées vitales. La com-

mercialisation d'air pur est à l'étude... Le plus probable, dans ce gigantesque gâchis écologique, ce n'est pas que l'eau potable disparaisse ; c'est que ces biens qui appartiennent à notre patrimoine deviennent si coûteux à dépolluer ou à purifier que tout le monde ne puisse plus se les payer. C'est déjà en partie le cas dans certains pays pauvres ; en France, ce n'est plus totalement de la science-fiction.

Dans une cité malouine, une personne qui ne dispose que du RMI pour vivre m'a confié qu'après s'être fait couper l'eau par la CGE elle ne prenait plus qu'une douche par semaine et ne faisait qu'une lessive hebdomadaire. Elle est signataire de la pétition des socialistes malouins. Et cela, ce n'est pas Attika l'utopiste ou la rêveuse, c'est Attika la réaliste, la pragmatique ! Mon objectif n'est pas de faire pleurer dans les chaumières, mais de pointer les limites et les dangers de l'économie de marché.

Je crois que les socialistes sont majoritairement favorables à un grand service public de l'eau. Je suis convaincue qu'ils souhaitent que la gestion de l'eau ne soit plus confiée à des sociétés privées dont l'essence même est d'en retirer le maximum de profits.

L'industrie et l'agriculture intensive polluent sans compter pour augmenter leur taux de profit. Vivendi, Bouygues et consorts dépolluent, quant à eux, pour créer leurs profits.

Et le citoyen consommateur dans tout cela ? Il trinque !

Cher François, je m'adresse à toi solennellement pour que le parti prenne l'engagement, milite et obtienne la création d'un grand service public de l'eau, opérateur de l'assainissement et de la distribution. Service public qui soit aussi compétent pour prendre des dispositions et les contrôler en amont, c'est-à-dire pour éviter la pollution.

Alain RICHARD

Cette question d'un congrès ennuyeux ou pas peut avoir l'air futile, mais elle recouvre ce que l'on pense de la démocratie et comment on la pratique.

On a eu les contributions, on a des motions, des milliers de réunions, des votes, des propositions nouvelles qui sont venues dans ces discussions, on a traité de tout et de pas mal de choses importantes. On s'est mis à discuter entre nous comme des gens normaux, on a l'air capables de s'exprimer sur nos divergences, sans caricaturer grossièrement ce que disent les autres. Moi je crois que c'est une victoire et j'ai l'impression que nous sommes en train d'arriver à faire marcher la démocratie dans ce parti, comme des citoyens adultes



aimeraient voir fonctionner le parti pour lequel ils votent.

Ensuite il y a la question de nos diversités politiques. Est-ce qu'on peut faire progresser le parti socialiste par nos diversités, sans tourner à la compétition personnelle ? Ou bien est-ce que nous serions réduits au dilemme entre l'uniformité grise et le choc d'ambitions rivales ?

Nous allons commencer à nourrir nos propositions de l'après 2002. Il n'y a pas de contradiction à exprimer nos identités politiques, qui sont variées dans une grande formation qui représente le quart des Français. Nous pouvons faire valoir des tendances de pensée et provoquer des moments de débat qui montrent notre diversité, si c'est fait avec le sens des responsabilités, et authentiquement pour faire progresser le parti, en sachant se garder d'une personnalisation exagérée.

C'est une règle à laquelle nous sommes nombreux à croire et j'ai confiance dans la lucidité collective des socialistes pour que ce soit cette règle-là qui s'impose.

C'est avec cet état d'esprit de convergence et de renforcement de la cohésion du parti qu'avec d'autres camarades nous avons fait mouvement pour rapprocher des identités politiques qui étaient pourtant bien caractérisées dans le passé du parti, qu'on appelait même la première et la deuxième gauche.



Christian BATAILLE

Je vais maintenant essayer de vous apporter la preuve de l'apport positif, que certaines de nos affirmations peuvent apporter au texte final.

En matière fiscale et budgétaire, il est clair que le Parti socialiste doit, pour l'avenir, fixer des objectifs exigeants allant bien au-delà de l'actuelle pratique gouvernementale, en utilisant l'impôt comme instrument de justice sociale.

Il est clair aussi que ce congrès doit réaffirmer fortement que nous ne pourrions persister longtemps dans une attitude d'indulgence scandaleuse vis-à-vis des stock-options, autre manière de désigner le capitalisme financier.

Sur la politique de l'emploi et des salaires, il est clair également que notre gouvernement a nettement engagé une politique de gauche, et je veux le saluer. Le recul du chômage est une de ses grandes victoires.

Cette politique doit continuer, mais dans le même temps, il n'est pas contradictoire de décider une hausse significative du SMIC et des bas revenus.

Oui, la lutte contre le chômage et la hausse des salaires sont possibles en même temps.

Je vais maintenant développer deux idées. D'abord, la laïcité qui reste, quoi qu'on en dise, un grand principe actif contre la montée des particularismes et des communautarismes.

Or à travers la Charte européenne des droits fondamentaux, c'est au contraire la conception anglo-saxonne et allemande, qui a voulu s'imposer, et avec elle, la confusion Eglise-Etat.

Nous demandons que soient clairement affirmés, les principes de séparation de l'église et de l'Etat, ain-



si que des sphères de la vie privée et de la vie publique. Je veux ensuite m'élever en faux contre cette supercherie affirmée que nous serions obligés, dans le cadre européen, de pratiquer une politique de privatisation des entreprises publiques.

Les directives européennes demandent l'ouverture à la concurrence des marchés monopolistiques. Elles ne demandent pas la vente à l'encan du patrimoine national comme voulait le faire le gouvernement Juppé.

Anne HIDALGO

Nous ne voulons plus nous permettre d'ignorer l'enjeu de la formation. C'est d'abord une nécessité pour la cohésion sociale, mais c'est aussi pour le dynamisme économique de notre pays.

Se former tout au long de la vie, c'est d'abord un enjeu pour l'emploi, parce que la formation doit permettre au plus grand nombre d'accéder aux emplois qualifiés, qui se créent et qui permettent de faire baisser le chômage durablement.

Ce serait une vraie réponse aux difficultés de recrutement. Par ailleurs la formation est une sécurité dans l'emploi. En France, près de 40% des actifs n'ont aucun diplôme de l'enseignement général ou professionnel.

La formation c'est aussi un enjeu pour la compétitivité de notre économie de marché et c'est en élevant le niveau de qualification que nous gagnerons des parts de marchés dans les secteurs où se crée la richesse.

Or, aujourd'hui, nous investissons en France, 1 400 milliards de francs, dans les machines, et moins de la moitié de ce chiffre dans le capital.

C'est aussi un enjeu de progrès et de justice sociale. Or aujourd'hui la formation des adultes reproduit les inégalités.

Face à ce constat comment relever le défi ? Tout d'abord traduire dans la réalité l'obligation d'adaptation des salariés qui figurent dans la deuxième loi portée par Martine Aubry sur la réduction du temps de travail et qui est encore méconnue. Mais, au-delà de ces formations d'adaptation, il faudra instaurer un nouveau droit à la formation, tout au

long de la vie.

Qu'on appelle assurance formation, sécurité sociale, ce droit doit être garanti collectivement et ses financements mutualisés.

Pour cela nous proposons un fonds d'assurance-formation qui permettra de mutualiser et d'optimiser ce système.

Nous avons le devoir de construire ce droit à la formation et à l'éducation tout au long de la vie, garante de l'égalité des chances et d'une société fondée sur les savoirs et sur la connaissance.

Laurent FABIUS

Notre système d'éducation est de plus en plus concurrencé par de multiples prestataires qui sont en réalité destinés sur une base privée à seulement quelques-uns, en dehors de l'école laïque et républicaine. Je vois se développer cette tendance de fond, je crains qu'elle ne soit fondamentalement inégalitaire et je pense qu'il faut la combattre.

L'environnement, lui aussi, risque de devenir une marchandise. Après un siècle de ressources abondantes, voici que certaines pratiques agricoles ou industrielles, que certains choix de transport ou d'urbanisme ont des effets dévastateurs sur les climats, les océans, les sols et les sous-sols. L'eau comme l'air devraient être des biens communs.

L'application des engagements de Rio et de Kyoto sur les émissions de gaz à effet de serre n'est toujours pas garantie. Là aussi, la tendance est forte chez certains de confier le rôle principal à un marché de droit à polluer.

Plus largement encore, le nouveau capitalisme risque tout simplement de coloniser le vivant. Demain, les chercheurs vont décrypter l'ensemble du génome humain. Ce sont des promesses splendides mais les semences agricoles, les bactéries, les animaux génétiquement modifiés, le répertoire du développement des maladies, tout cela permet que se développe une confusion entre sphère économique et non économique. La perspective d'une privatisation du vivant s'installe avec d'immenses questions qui demeurent sans réponse.

L'appropriation individuelle des patrimoines universels, la contradiction scandaleuse entre d'un côté les demandes sanitaires des pays riches vers qui vont tous les efforts de recherche et de l'autre côté les besoins des pays pauvres, dépourvus de tous moyens et gorgés de virus. Dans ce contexte, la question posée aux socialistes français et européens - je dis "européens" parce que ces problèmes sont devenus trop grands pour notre nation - est de savoir si dans ces domaines clefs de nos existences, l'éducation, l'environnement, le vivant, nous allons laisser faire ou bien si nous allons résister.

Au cœur de notre démarche, la notion de politique durable doit se généraliser. En matière écologique, on sait bien qu'on parle souvent de développement durable, vaches folles, naufrages, pollution de toutes sortes. Nous savons qu'il faut privilégier en écologie le long terme, parce que ce qui est en cause, c'est la possibilité même de la vie demain, mais l'impératif écologique est transversal. Il est clair qu'il ne peut pas être sous-traité au parti Vert, qu'il doit être pris en compte totalement par nous.

De plus en plus d'électeurs nous demandent des politiques de long terme, et c'est là-dessus qu'ils nous jugeront : réduction des inégalités, formation, on l'a très bien dit tout au long de la vie, financement équilibré des retraites, réforme de l'Etat, lutte contre la fracture territoriale, refaçonnage des villes, construction démocratique de l'Europe, humanisation du monde, tout cela demande une politique durable.

Patrick MÉNUCCI

Le vrai événement de ce congrès, c'est que 27 % des militants se sont prononcés pour que le Parti socialiste pèse plus à gauche dans la politique du pays.

Le rapport de forces a été modifié par la gauche dans ce congrès et donc, la majorité de notre parti a désormais le droit de s'appuyer sur sa gauche.

Posez-vous la question simple : quand je suis sur un marché, quand je suis devant une entreprise, que je vais au devant des Français, quel ar-

gument dois-je utiliser pour les convaincre ? Est-ce que ce sont les 35 heures ou les stocks options ? Est-ce que c'est la CMU ou l'indépendance de la Banque européenne ? Est-ce que ce sont les emplois-jeunes ou la baisse de la fiscalité sur les tranches supérieures du revenu ?

Eh bien, puisque nous sommes majoritaires dans ce congrès, ceux qui pensent que quand la gauche fait la politique des siens, elle gagne et quand elle n'est pas comprise, ni des siens ni des autres, c'est quand elle hésite, quand elle se perd, il est possible de donner un signe qu'attendent les plus modestes, les plus pauvres, les nôtres, en intégrant ce soir, dans le débat de la commission des résolutions, un certain nombre de points comme la démocratie sociale et notamment le refus de la validation de l'accord sur l'UNEDIC sans majorité syndicale, la nouvelle donne sociale avec une augmentation substantielle du SMIC, nous disons jusqu'à 7 000 F, et la convocation de la conférence salariale. Sur le moratoire, sur la dérégularisation des services publics en Europe, sur la création d'un service public régional de l'eau, le congrès du Parti socialiste ferait œuvre utile s'il préparait les victoires de 2002 pour notre peuple, pour les nôtres et pour la France.

Elisabeth GUIGOU

Nous sommes ici ensemble parce que nous croyons que la politique, c'est d'abord une volonté au service d'un idéal. Nous sommes ici, parce que nous croyons que la volonté politique est la clé de tout changement et que cette volonté politique doit être, d'abord et



avant tout, fondée sur les valeurs du socialisme.

La première de ces valeurs, c'est l'égalité parce que le marché, s'il crée des richesses, est aussi un formidable créateur d'inégalités et d'exclusions, parce que nous savons que les inégalités ne cessent d'augmenter dans le monde, parce que dans notre pays même, nous voyons bien que la croissance laisse encore au bord de la route trop de jeunes, trop de femmes, trop d'adultes cassés par le chômage et par la pauvreté.

Donc, l'égalité d'abord et avant tout est bien sûr, la solidarité avec les plus fragiles, avec ceux qui, dans le monde, en Europe, dans notre pays même, souffrent, nous le savons, de malnutrition, de carences de soins, des épidémies qui ne sont plus le triste privilège des pays en développement.

Alors, je crois que par rapport à cette exigence des égalités, nous pouvons être fiers du chemin parcouru depuis 1997 sous la conduite de Lionel Jospin. Lionel qui a su nous redonner l'espoir en 1995 et qui, ensuite, a su conduire notre parti à la victoire après l'avoir doté d'un vrai projet sur lequel nous avons été élus.

Lionel qui, depuis 1997, a fait accomplir à la Gauche plurielle, dans le respect de sa diversité, une œuvre qui marquera l'histoire de la gauche et de notre pays.

Nous pouvons être fiers du chemin parcouru depuis trois ans et demi, 870 000 personnes qui ont retrouvé du travail et, avec le travail, la dignité, la dignité du jeune qui peut enfin bâtir un projet de vie, la dignité du père ou de la mère de famille



qui a renoué avec l'utilité sociale et retrouvé des marges de liberté.

Oui, nous pouvons être fiers de ce travail accompli, de la confiance retrouvée, des résultats dans la lutte contre l'exclusion et la protection des plus faibles, mais nous savons qu'il reste beaucoup, beaucoup à faire.

L'enjeu de notre congrès, il n'y en a pas d'autre, c'est de tracer les contours de notre nouveau projet, d'appuyer ce projet sur notre bilan, bien sûr, mais de dire ce que nous, socialistes, nous voulons et ce que nous devons, c'est mener encore et toujours le combat contre les inégalités et pour cela nous devons agir pour un monde plus humain, nous devons agir pour une Europe plus sociale, nous devons agir pour une France plus égalitaire.

Je fais confiance, chers camarades, à François Hollande pour mener à bien le grand chantier de l'innovation et du renouvellement de notre parti et, avec François Hollande, avec Lionel Jospin, je suis sûre que nous saurons relever ce défi de la justice sociale, parce que souvenons-nous toujours de ce que disait François Mitterrand : "Le socialisme est encore aujourd'hui l'idée la plus neuve du monde".

Denise CACHEUX

On lit d'un côté des sondages, des cotes d'opinions qui nous disent que notre parti a une très bonne image.

Mais en même temps, on lit dans la presse de droite ou même d'extrême gauche, mais pas seulement, que nous serions membres d'un parti qui vieillit, qui ne penserait plus, qui n'aurait plus d'identité.

Le parti vieillit, oui bien sûr, mais c'est toute la société française qui vieillit.

Alors que le parti assure la relève, oui ! Il est impératif de faire de la place aux jeunes dans nos instances. Mais il faut que les instances du parti soient vraiment le reflet de la société. Assurer une présence significative des jeunes n'implique pas un rejet des vieux qui constituent une réalité, qui sont la mémoire vivante du parti et qui constituent toujours une réserve militante.

Place aux intellectuels, aux cadres, aux énarques, mais place aussi aux militants de base parce qu'ils pensent eux aussi. Place aux hommes, mais place aussi aux femmes. Attention de ne pas laisser se creuser un fossé entre la parité affirmée et la pratique.

Je pense qu'il y a une assez bonne adéquation du parti avec les problèmes de la société française, mais je pense également qu'il y a toujours un écart préoccupant entre la structure sociale de notre parti et ce que nous voulons représenter, en particulier dans la structure de nos instances dirigeantes. Lionel Jospin à La Rochelle, nous fixait comme axe -et j'y adhère pleinement- l'alliance entre exclus, classes populaires et classes moyennes. Où sont au conseil national, au bureau national, les précaires ? Les chômeurs ? Les travailleurs pauvres et même les nouveaux militants ouvriers ?

Nous sommes trop, surtout au niveau des responsables, un parti de ce que la presse sociologique appelle les "bo-bo", c'est-à-dire une classe indécise, qui fait le grand écart entre sa réalité et ses idéaux, soit au prix de compromis, soit en fuyant la réflexion. Nous devons nous poser la question du comment intégrer les exclus dans le champ politique, et pas seulement dans le champ social.

Michèle SABBAN

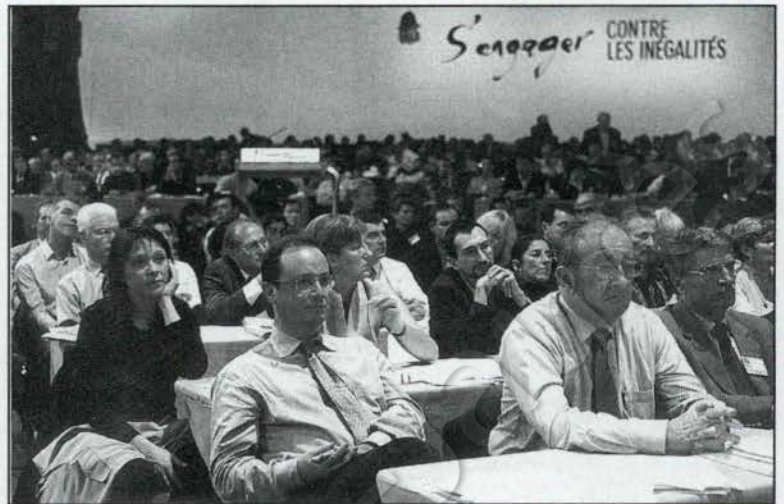
Ce matin Elizabeth Guigou disait que la démocratie devait être notre repère, mais la démocratie ne se réduit pas à une adhésion consensuelle à des procédures, elle est un projet de société, basé sur la culture du débat et du pluralisme.

C'est ensemble que nous devons nous battre pour une démocratie paritaire. Défendre la démocratie paritaire, c'est défendre une démocratie rendant la parole et le pouvoir aux citoyens. La loi sur l'égal accès aux mandats électoraux, aux fonctions électives, participe et s'inscrit totalement dans ce rôle central, dans cette indispensable modernisation de la vie politique française. Comme l'affirmait Lionel Jospin dans ses propositions au congrès de Liévin, le débat démocratique est un élément essentiel de la différenciation entre la gauche et la droite et je m'inquiète du silence des femmes de droite dans le débat démocratique. Aurions-nous toutes les raisons de nous inquiéter pour l'avenir du débat démocratique en France ? Il est à noter que la désaffection du politique par l'opinion publique fragilise notre démocratie. Il est de notre devoir de revenir aux principes fondamentaux, de reconstituer les socles même de la démocratie en redonnant sens et réalité à la citoyenneté.

Etre socialiste, c'est défendre l'esprit du libre débat, c'est être à l'écoute des citoyens afin de leur rendre le pouvoir participatif qui est le leur, faire revivre la démocratie et changer le style du pouvoir, c'est aussi parler d'un monde politique à l'image de la société.

Pour notre parti, c'est permettre un recrutement plus diversifié des membres de la direction, de façon plus fédérale que nationale, et permettre une meilleure association de l'ensemble des secteurs d'activité à l'image de la société.

Ne nous y trompons pas, la démocratie ne saurait être réduite à une représentation équilibrée des différentes composantes de la société. Elle vit de ses forces et par ses forces. Les femmes et les jeunes en sont et en seront plus que jamais les forces démocratiques.



Louis MERMAZ

Rappelons qu'il y a 27 ans, nous étions en congrès à Grenoble, avec François Mitterrand. En 1973, on disait déjà que le Parti socialiste était en état de marche avec le programme "changer la ville", le programme commun de gouvernement de l'Union de la gauche, les élections présidentielles de 1974 dont la date s'approchait.

Aujourd'hui ce parti, premier parti de France, est à nouveau en ordre de marche. Nous avons connu l'alternance, personne ne discute notre aptitude à gouverner, à réformer avec notre volonté, même dans des temps difficiles et confus, d'inscrire notre action dans un mouvement international historique. En fait, ce parti a toujours été un parti réformiste dans son action, même si, à partir du congrès d'Epinal, nous avons revendiqué la rupture et une volonté de changer non pas seulement la société mais cette société.

Le tout est de savoir si, de réforme en réforme, nous changerons en profondeur. Interrogeons-nous ! Avons-nous, nous -mêmes changé ?

Depuis 1981, nous avons gouverné 13 ans en 20 ans. Cela ne saurait être sans influence. Le pays a-t-il changé ? Certainement !

Nous sommes aujourd'hui avec, en face de nous, une satisfaction certaine des classes moyennes, parfois des interrogations et une expectative pour ce qui concerne les classes populaires. IL nous faut retrouver, au niveau du parti, une véritable ambition ; l'ambition économique, nous

l'avons. Pour l'ambition sociale, il faut aller plus loin.

Par-delà les échéances que nous avons le droit d'aborder avec confiance, et avec dynamisme, il faut aussi que le Parti socialiste retrouve ce qui, historiquement, a toujours fait sa richesse, c'est-à-dire que c'est à nous de combler aujourd'hui un certain vide idéologique. Ce n'est pas le PS seul qui pourra le faire. Il faut qu'à nouveau, les socialistes retrouvent sur le plan des idées, le sens de la rupture, le sens du combat et ce combat ne se mène pas de la même façon selon les périodes. Ce combat reste la raison d'être du Parti socialiste.

Marilyse LEBRANCHU

Oui, le pays va mieux, beaucoup mieux, mais curieusement, le temps des citoyens n'est plus celui des politiques.

Les citoyens sont rassurés par les chiffres du chômage, mais s'inquiètent des pressions du monde. Nous avons encore à être vigilants, ils peuvent se détacher de nous, de nos valeurs. Il faut que nous pensions à ce que nous disait, autrefois, Mendès France : " la vérité, jour après jour, doit être connue, doit être dite, pour que la justice sociale se bâtisse".

Et la vérité, effectivement jour après jour, nous devons la dire.

Nous devons savoir que trop de citoyens sont justement choqués de l'absence de reconnaissance de la dignité de tous, de la dignité de chacun.

Trop de gens se sentent considérés comme indignes, dans nos quartiers, dans nos prisons, dans notre pays.

On a parlé de l'aide juridictionnelle, nous allons avancer sur ce dossier, le gouvernement s'y est engagé. Mais au-delà de ça, nous avons un formidable devoir de porter la reconnaissance européenne, internationale de la dignité.

Aujourd'hui, il y a quelque part, dans le monde, en ce moment, des enfants qui ont froid de faim, froid de guerre, froid d'agression, froid de ces nouvelles formes terribles de marchés de la détresse, qui font qu'on peut utiliser cette horrible pauvreté pour faire quasiment de ces gens des marchandises.

Il faut que la France exige de l'Europe le langage permanent de reconnaissance des droits, base de l'espace européen de liberté. Au-delà de notre engagement quotidien militant et gouvernemental, c'est donc un engagement fort que nous avons : celui de dire que les socialistes ont la responsabilité, avec la Gauche plurielle, de dire que les hommes et les femmes du monde entier ont besoin de dignité, de liberté, et ont donc besoin de nous.

Anne FERREIRA

L'Europe est au cœur de nos préoccupations politiques. Elle fait partie de notre quotidien. Mais la complexité du fonctionnement communautaire, l'opacité de la prise de décisions politiques, le poids de la technocratie, tout cela peut concourir à susciter l'indifférence, la méfiance, voire la franche hostilité de certains citoyens à l'égard de l'Europe.

Or, la construction européenne ne peut évoluer que si le citoyen adhère à cette construction. Et pour y adhérer, le citoyen a besoin de comprendre comment fonctionne l'Europe. Pour lui, l'Europe est un "machin" très complexe où tout se décide dans l'obscurité.

L'Europe n'a pas la politique de ses ambitions, alors qu'elle a vocation de constituer le cadre géopolitique pertinent pour le développement d'un modèle social et politique ambitieux, l'Europe est tout au

contraire symbole d'impuissance politique et d'atrophie démocratique.

La volonté de statu quo de la social-démocratie européenne laisse aux tenants du libéralisme une marge de manœuvre considérable et leur laisse ainsi la maîtrise de la construction européenne.

Le combat socialiste prend tout son sens dans l'Europe et dans une Europe politique au sein de laquelle s'affrontent deux camps, clairement identifiés, privilégiant les solidarités transversales aux intérêts nationaux.

Cette Europe politique est nécessairement fédérale et démocratique, mais elle ne sera démocratique que si à la base, nous, socialistes, nous reconnaissons notre appartenance au parti des socialistes européens et si nous en faisons un vrai parti européen avec son programme, élaboré par les militants socialistes européens. Nous en avons tous conscience, inscrivons-le dans le texte de notre congrès et traduisons cette volonté dans la réalité et dans notre action politique.

Pierre MAUROY

Aujourd'hui, je veux retenir votre attention sur une question bien française, la décentralisation. Les lois de décentralisation décidées par mon gouvernement en 1981-1982, ont fait franchir des étapes décisives à notre pays et j'ai une pensée au milieu de vous pour François Mitterrand et Gaston Defferre. Les collectivités territoriales, placées jusque-là sous la tutelle des préfets, sont devenues des acteurs majeurs de la vie économique sociale et culturelle de notre pays. Avec elles, l'action publique s'est enrichie et la démocratie a progressé. De plus, les lois de décentralisation ont créé de nouveaux foyers de responsabilités et favorisé la libération des initiatives.

En octobre 1999, Lionel Jospin décidait de réunir une commission pluraliste pour tracer de nouvelles perspectives. Je lui ai remis en octobre dernier les 154 propositions de la commission. Il décidait alors de lancer le débat en janvier prochain devant le Parlement et de déposer plusieurs projets de loi avant la fin



de cette législature. Mes chers amis, je voudrais vous dire que les Français approuvent la décentralisation et une sorte de réformisme institutionnel qui est prôné par le Premier ministre lui-même.

Alors, je vous appelle à soutenir l'acte 2 de la décentralisation, j'ai le souvenir qu'en 1981-1982 la bataille était rude, car la droite était farouchement contre. Aujourd'hui, elle est pour, mais je rappelle quand même, et cela vous le savez bien, que nous avons en la matière vingt ans d'avance et que nous entendons garder l'avantage.

Une droite qui se veut décentralisatrice et qui est toujours contre le non-cumul des mandats, la réduction de 9 à 6 ans du mandat des sénateurs, le renouvellement en une seule fois du Sénat. Le Sénat doit se faire à l'idée qu'un jour la gauche sera majoritaire là aussi, dans ce temple du conservatisme s'il y avait une anomalie, eh bien ce serait que le Sénat soit pour toujours à droite. Nous voulons certainement tous donner ce nouveau visage de la France avec une décentralisation plus légitime, plus efficace et plus solidaire.

Jean-Luc MÉLENCHON

Lionel Jospin a ramené le pays sur le chemin du plein emploi. Les bouches s'ouvrent de nouveau pour réclamer leur part de l'immense richesse qui n'a pas cessé un seul jour de s'accumuler dans un déséquilibre indécent. En 1997, la part des salaires dans la valeur ajoutée avait été ramenée au pourcentage où elle se trouvait en 1960, com-

me s'il n'y avait eu ni mai 1968, ni mai 1981.

Cette singularité sociale à son tour se prolonge dans la pluralité de la gauche. Partout ailleurs, un débat est clos, parfois même cadencé : c'est le débat central concernant le rapport du mouvement socialiste au processus de la mondialisation libérale. Partout ailleurs, on a conclu que le mouvement socialiste ne pouvait rien contre la dynamique du nouvel âge du capitalisme. Dès lors, ce serait en s'inscrivant dans la globalisation que de nouveaux compromis seraient accessibles. En concédant aujourd'hui sur l'un, on se rattraperait demain grâce à l'autre, l'intégration politique. C'est ce que nous avons fait en Europe pendant vingt ans. Dans le nouvel âge du capitalisme, cette thèse est une illusion meurtrière. Et d'ailleurs, jamais la social-démocratie n'a dirigé autant de gouvernements et, jamais, elle ne s'est montrée aussi impuissante.

Mais un autre regard peut être porté sur la réalité de notre temps. Il distingue un formidable point d'appui, la socialisation croissante de l'humanité. Elle confirme notre pronostic sur l'histoire. Elle dégage une énergie, des revendications, des modes de vie, dont les valeurs, les objectifs et les finalités sont celles auxquelles le mouvement socialiste sait répondre.

Voilà donc l'alternative. Ou bien accompagner la globalisation, ou bien accompagner la socialisation. Vouloir la seconde n'est possible qu'en rompant avec les logiques de la première.

Les socialistes français laissent la question ouverte. Ce congrès, si j'en juge par le texte de la majorité, ne ferme pas le débat. Et si j'en juge par le score des gauches, ce n'est pas demain qu'on le fermera. Dans cet espace des choix, les uns - la majorité - s'orientent d'après ce qu'ils jugent être le possible. Les autres - les gauches - s'orientent d'après ce qu'ils montrent comme le nécessaire et l'urgent.

Dans cette alternative, car c'en est une, la synthèse ne se décrète pas, elle se constate. L'arbitre est dans la vie, dans la société, dans ses mouvements, dans la force qui s'exprimera ou non, à mesure que s'identifiera toujours mieux ce qui s'est levé à

Milhaud, à Seattle, quand la panique de la vache folle deviendra de la lucidité sur la cause entièrement politique de ce désastre sanitaire venu d'Outre-Manche libéral, de même pour l'Erika, l'Evoli-Sun et tout le reste qui sont et restent des questions politiques.

Parce qu'il ne s'est pas enfermé dans un choix dogmatique sur cette alternative essentielle, le socialisme français reste poreux à la société. Lionel Jospin l'a prouvé dans les responsabilités qui sont les siennes. Les messages de notre peuple sont entendus.

Nous allons faire un programme à partir de nos débats de ces trois jours. Je voudrais dire qu'un programme politique ne vaut que par sa culture de référence. La motivation de nos électeurs est toujours plus large que les revendications et les attentes ponctuelles dont ils se réclament. La bataille politique est une bataille culturelle, droite et gauche sont des cultures avant d'être des programmes.

Il y a urgence à parler clair. Le socialisme est intrinsèquement lié au progrès des sciences, de la technique, du savoir. C'est de ce côté qu'il faut des renforts décisifs pour régler les grandes questions et les défis immenses qu'il faudra résoudre avec le seul outil dont nous disposons, notre intelligence.

Le dire, c'est rappeler à la raison les milliers d'hommes et de femmes que la panique, surtout quand elle est entretenue par des affoleurs publics de très haut niveau, conduira tout droit à des peurs non maîtrisées qui sont le terreau des pires régressions dans lesquelles il n'y a rien de bon à prendre pour le socialisme ni pour la France.

Le travail est notre valeur de référence. Parler ce langage, c'est faire cause commune avec 8 millions d'employés, 6 millions d'ouvriers, 5 millions de techniciens et de cadres intermédiaires, avec 60 % de la population de ce pays qui fait son métier.

Ceux qui ont été capables de faire vivre, une et indivisible dans un seul et même peuple, la diversité des Catalans et des Bretons, ont trouvé la formule qui permettra demain de faire vivre ensemble des Bavares et des Basques : c'est la République.



C'est le seul souverainisme qui vaille, il ne faut pas l'abandonner aux mains de ceux qui en ont fait un nouvel habillage du nationalisme. La République, c'est l'horizon de l'Europe, c'est la cause de notre génération.

Lionel, dans le défi qui est ton devoir, il ne te manquera ici aucun dévouement pour que tu puisses faire de tout cela la parole de la France elle-même, au bénéfice de ce monde que notre génération va changer.

Je dis pour conclure ce que Condorcet a proclamé : "On fera davantage de choses quand on en croira moins d'impossibles".

Frédéric LÉVEILLÉ

Nous ne croyons pas qu'un congrès serve uniquement à déterminer de subtils rapports de forces, ni même à commenter notre action.

Il est vrai que le gouvernement de la Gauche plurielle a beaucoup agi et cela a été parfois suffisamment rare dans le passé pour le souligner aujourd'hui. Il a respecté les engagements pris devant les Français. Mais si nous pouvons avoir le sentiment d'avoir, trois ans après, en quelque sorte épuisé le programme, nous n'avons pas épuisé notre projet, celui de transformer encore et toujours la société.

Notre congrès va donc déterminer un plan d'action pour les trois ans à venir et nous voulons ici saluer l'apport au débat d'Henri Emmanuelli, d'Alain Vidalies et de leurs amis qui ont choisi de faire bouger les lignes de partage entre nous, qui datent de dix ans déjà. Notre congrès n'est pas un moment convenu et l'enjeu est



d'importance, car il faut que nous ayons bien à l'esprit qu'aujourd'hui, encore, le chômage reste notre plus grand adversaire.

Cette mobilisation contre le chômage, nous ne la mènerons pas seuls, nous l'engagerons avec la gauche, avec toute la Gauche plurielle, mais aussi avec les forces du progrès. C'est pourquoi nous nous retrouvons dans les objectifs énoncés par François Hollande sur le plein emploi, la pleine égalité et la pleine solidarité.

Camarades, cette mobilisation est devant nous, à nous de la préparer dès maintenant comme nous l'avons défendue dans notre contribution avec des assises de la Gauche plurielle dans nos départements et dans nos villes. Il n'est que temps de reprendre le chemin du mouvement ! Que notre pays, qui a déjà beaucoup changé, continue à changer.

C'est ainsi que nous serons utiles à la gauche et au pays tout entier.

Paul QUILÈS

On ne peut pas dire que les questions de politique étrangère ou de défense aient fait l'objet de débats approfondis à l'occasion de la préparation de notre Congrès. Certes, nous ne manquons pas de nous indigner devant ces guerres et ces massacres. Il n'empêche qu'il y a bien longtemps que

notre Parti n'a pas engagé la démarche qui consiste à définir, dans une analyse d'ensemble, nos positions sur l'international et la défense. Les dernières initiatives en la matière remontent à une vingtaine d'années, avec la convention sur la défense de 1978 et la brochure "Paix et désarmement" de 1982. Pourtant le contexte international a beaucoup bougé depuis cette époque, et il me semble indispensable que nous nous interroguions sur notre politique dans ce domaine et sur ce qui la différencie de la Droite aujourd'hui.

La Commission Défense de notre parti que j'anime a préparé un document intitulé "les Socialistes et la Défense" qui va être diffusé auprès des fédérations et qui, je l'espère, sera prochainement discuté au Bureau national.

Ce document est une base pour nous permettre d'approfondir notre réflexion sur le sujet. Je l'ai présenté aux représentants de nos partis frères de l'union européenne, et nous avons engagé avec eux une discussion tout à fait intéressante.

Dans ce document, nous rappelons quelques grands principes de la politique socialiste en matière de défense.

Il y a d'abord le fait que notre politique de défense est indissociable de notre engagement en faveur de la paix.

Il y a, en second lieu, notre volonté de construire l'Europe qui est aussi une réponse au conflit historique entre patriotisme et internationalisme.

Il y a encore nécessité de maintenir

et de renforcer le lien entre l'armée et la nation pour consolider le fonctionnement démocratique de l'institution militaire, mais aussi pour éviter la montée de l'antimilitarisme.

Ces trois principes doivent nous guider et nous permettre de faire des propositions concrètes.

Jacques FLEURY

Le Parti socialiste peut-il se contenter d'être un parti de supporters ?

Peut-il, par crainte sans cesse d'affaiblir le gouvernement, éliminer toute expression originale ? Peut-il se contenter d'être à la remorque de l'opinion ?

Je ne crois pas que ce soit son rôle. Nous, les socialistes, sommes présents bien entendu dans le parti, nous sommes présents à l'Assemblée nationale et au Sénat, et nous sommes présents au gouvernement. Mais dans chacun de ces lieux de présence, nous devons avoir un rôle différent, chacun doit être dans son rôle.

Le rôle du gouvernement est de gérer en tenant compte, bien entendu, de nos options socialistes, mais nous savons qu'un gouvernement est confronté aux réalités économiques, qu'il est confronté aux rapports de forces politiques à l'intérieur de notre pays, à l'intérieur de l'Europe, mais aussi dans le monde. Il ne peut donc tout faire, il doit gérer le possible.

Le rôle du groupe socialiste à l'Assemblée nationale ou au Sénat est d'être tout naturellement le lieu de compromis entre un gouvernement qui pourrait se laisser trop tenter par les seuls arguments de la gestion, et un parti qui devrait avoir trop tendance à ignorer les dures réalités quotidiennes pour défendre son idéal.

Mais si le parti s'aligne d'entrée de jeu sur les positions du gouvernement, s'il est toujours d'accord, à quoi peut-il servir ? Et à quoi servirait alors le Parlement qui serait bien évidemment réduit au rôle de chambre d'enregistrement ?

Sommes-nous certains que le parti, réduit à faire la claque, rendrait service véritablement au gouvernement qui n'a plus d'autre aiguillon

que les partenaires de la Gauche plurielle ?

Mes camarades, que nous soyons au pouvoir ou non, le rôle historique du Parti socialiste, c'est de militer pour la construction d'une société socialiste, c'est de militer pour d'autres valeurs que les valeurs du libéralisme et du capitalisme.

Vincent ASSANTE

Les socialistes ne pourront jamais répondre à l'attente de nos concitoyens, dans et hors de nos frontières, s'ils devaient déroger à ce qui constitue l'essence même du socialisme : agir, encore et toujours, en terme de transformation sociale.

Mais, une telle politique implique que l'on agisse non seulement pour le corps social mais avec le corps social. Cela suppose que l'on soit non seulement à l'écoute des citoyens, mais aussi que l'on offre aux citoyens les moyens d'agir à nos côtés pour changer la société.

Des échéances importantes sont devant nous, à commencer par les municipales. Après avoir su avancer dans la voie de la parité, saurons-nous comprendre que nos listes doivent exprimer plus encore la réalité sociale qui s'exprime dans nos rangs ? Que ce soient des camarades jeunes ou moins jeunes, issus de l'immigration ou des camarades handicapés. À l'image de bon nombre de nos concitoyens, les personnes handicapées souhaitent à la fois être actrices de leur propre vie - que notre gouvernement est en train de leur reconnaître - mais aussi être en situation d'agir pour contribuer à changer la société qui au quotidien les handicape.

Alors je vous pose la question : est-il envisageable qu'aux municipales, à Paris et ailleurs, sous couvert de majorité plurielle, les petits appétits locaux conduisent à ne pas prendre en compte les dizaines de milliers de personnes handicapées et les milliers de familles qui n'ont d'autre choix que d'exiler leurs enfants très lourdement handicapés dans des lointains départements, voire en Belgique, dans des conditions peu satisfaisantes ?

Qu'il me soit enfin permis de



conclure en affirmant qu'il serait absurde de préparer un projet pour demain, si dès aujourd'hui nous n'agissions pas plus encore, pour approfondir la politique que nous avons engagée depuis trois ans en conservant le cap de la transformation sociale.

Cécile HELLE

C'est de citoyenneté et plus précisément d'égalité citoyenne que je souhaiterais vous parler maintenant. En 1983, la marche pour l'égalité a grandement contribué à faire émerger une génération de militants politiques décidés à revendiquer toute leur place sur une base républicaine. Ce mouvement avait en effet permis l'élection de près de 150 élus d'origine étrangère lors des municipales de 1989. Cette tendance ne s'est malheureusement pas confirmée, elle ne s'est dès lors pas traduite par l'ancrage d'une intégration profonde des nouvelles générations issues de l'immigration dans le champ politique. Or, cette sous-représentation qui touche les Français d'origine étrangère dans la sphère politique risque à court terme, j'en suis convaincue, de s'avérer périlleuse pour notre démocratie et ce à plus d'un titre.

D'abord, parce qu'elle décourage de nombreux militants qui, notamment dans nos quartiers dits en difficulté, continuent de défendre la notion d'identité collective républicaine. Ensuite, parce que cet interdit politique ne permet pas d'offrir, au public fragilisé et vulnérable de nos banlieues, des modèles d'identification positive. Enfin, parce qu'il conforte les individus dans l'idée selon laquelle le repli vers les solidarités de la communauté d'origine ou-



vrirait seul des débouchés.

Notre démocratie ne peut se satisfaire d'une telle situation, d'autant que la demande de participation politique des Français d'origine étrangère est aujourd'hui tangible. À ce titre, les prochaines échéances électorales nous offrent l'opportunité de faire émerger une représentation politique locale plus conforme aux réalités de la société comprise dans toute sa diversité sociologique. Sachons aussi ouvrir nos instances fédérales et nationales aux Français d'origine étrangère.

Il n'est plus admissible, en effet, que notre parti soit à ce point en décalage avec la réalité de notre société comprise dans toute sa diversité.

Martine AUBRY

Il était temps que je quitte le gouvernement, mon état était tel, que vraiment le temps était venu.

En tout cas je suis heureuse de vous retrouver et de parler devant notre congrès qui est un moment privilégié pour notre parti. Nous, qui savons que la vitalité militante est un de nos plus grands patrimoines.

Que de chemin parcouru depuis cette victoire de juin 1997. Que de chemin parcouru durant ces trois ans, où Lionel Jospin nous a rappelé que l'honneur de la politique est de



mettre nos actes en conformité avec nos paroles. Les résultats sont là, beaucoup l'ont dit, je ne vais pas insister. Rappelons-nous, il y a trois ans, nous disions que pour se soigner dans notre pays il fallait une carte bancaire, eh bien, chers camarades, maintenant, grâce à la CMU, nous pouvons être fiers d'avoir donné la gratuité des soins à nos concitoyens.

La France a relevé la tête et a confiance en elle-même. Elle commence même à croire en l'avenir, en voulant conquérir de nouveaux droits et de nouveaux espaces de démocratie.

Nous sommes heureux du chemin parcouru, mais nous savons aussi qu'il en reste à faire car le combat pour l'emploi, contre les inégalités et les exclusions, car celui pour la citoyenneté et la démocratie restent au cœur de notre action pour les 18 mois qui nous séparent de la fin de la législature, mais aussi pour le projet que nous devons préparer pour l'avenir.

Le projet de gauche que nous voulons construire ne peut se suffire de la seule force des mots, du choc des formules ou de la radicalité des slogans.

Il faut fonder notre projet sur une analyse renouvelée de la société, des aspirations de nos concitoyens et des démarches d'action.

Il nous faut aller au-delà, être capables de construire de nouvelles articulations entre l'économie et le

social, l'Etat et le marché, le rôle des pouvoirs publics, et celui de la société, la place de l'individu et de l'action collective.

Le débat, n'est plus : l'Etat contre le marché, ou encore moins, comme le défendent les libéraux, le marché contre l'Etat. Le débat porte sur la place et le rôle de chacun et sur leur articulation.

Jaurès disait " le socialisme, c'est la démocratie jusqu'au bout ". Nous sommes bien loin d'avoir épuisé cet idéal. Allons donc chercher au cœur de notre engagement, les ressources pour éclairer l'avenir. Allons encore plus loin dans nos conquêtes démocratiques. C'est en nous concentrant sur l'idéal que nous changerons le réel. C'est en transformant le réel que nous approcherons notre idéal. C'est le sens du projet que nous allons construire autour de François Hollande, avec tous les militants. Ce projet, nous le porterons derrière Lionel Jospin qui, chaque jour, nous rend fier d'être socialistes.

"Rien de grand ne se fait sans passion", disait Hegel.

Proposons aux Français de construire, avec nous, une société plus libre, plus juste et plus fraternelle. Continuons, mes chers camarades, à réformer. Continuons, tous ensemble, à changer la vie.

Julien DRAY

En 1982, la politique de la Ville estimait que 100 quartiers présentaient une situation d'urgence nécessitant une intervention forte de l'Etat. 1.400 aujourd'hui.

Voilà pourquoi nous avons donné la parole à Attika, cette jeune fille des banlieues, produit direct du ca-



pitalisme, condition même de sa nouvelle dynamique, le ghetto n'est plus un problème parmi d'autres ni même une préoccupation majeure.

Il est au cœur de la nouvelle organisation sociale qui s'impose partout, dans le monde et chez nous aussi. C'est à la façon de Janus qui nous sourit pour nous expliquer la nouvelle économie, assumant sans complexe, le titre de maître du monde. Là où il y a des maîtres, il y a des esclaves, ceux des nations du Sud plus pauvres que jamais, contraintes par les règles du FMI de s'inscrire dans la concurrence internationale avec comme seul atout l'absence de salaire minimum, le travail des enfants, la répression syndicale et démocratique. Pendant que la logique du libéralisme s'est fixée au Sud, elle a imposé aussi ses normes chez nous où la bataille pour protéger les acquis sociaux fut dure, terrible même pour les plus faibles, ceux qui vivent dans nos banlieues. 25 années de crise ont creusé un fossé entre deux mondes, celui de l'Internet, face à celui des voitures qui brûlent.

L'enjeu du droit de vivre en sécurité devient leur préoccupation majeure, leur obsession. On peut penser qu'à terme la croissance créera une telle profusion de richesses que tout le monde en profitera, y compris les habitants des cités.

Dans ce congrès, notre objectif à nous, la gauche sociale, n'était pas d'apparaître comme une minorité agissante, gardienne du temple, nous n'avons pas la volonté de nous opposer, les uns aux autres, au contraire. Nous pensons que vous pouvez y croire, et nous pensons que des milliers de salariés et de jeunes peuvent y adhérer et venir renforcer nos rangs pour faire de notre parti un grand parti de masse.

Claude BARTOLONE

Les militants de notre parti doivent avoir conscience que nous vivons un moment historique. Pour la première fois depuis longtemps, un gouvernement de gauche est aux commandes pendant un cycle long de croissance qu'il a amorcé. Les entreprises ont besoin de main-d'œuvre abondante et qualifiée, soit. Alors, il faut qu'elles ac-

ceptent d'entendre parler salaires, résorption de la précarité, dialogue social, lutte contre la discrimination raciale à l'embauche, développement de la formation. Beaucoup sont prêts à entendre ce discours, je le sais. Face à la mondialisation, c'est notre meilleure chance pour remédier à la dualisation de notre société, qui, si nous n'y prenons garde, ajoutera à la désormais fameuse fracture sociale une véritable fracture territoriale.

Les plus fragiles n'attendent qu'un message, qu'on leur dise plus fort : oui, vous avez souffert et la collectivité vous doit réparation. Oui, la société du travail a besoin de vos talents et vous fera une place.

En tant que ministre de la Ville, je peux vous dire que ce message touchera particulièrement les jeunes des quartiers en difficulté, et plus encore, ceux nombreux, dont les familles ont connu l'immigration, qui souffrent de discriminations intolérables en raison de la couleur de leur peau, de leur nom ou même, aujourd'hui, du nom de leur adresse.

Il est des moments où en politique, les symboles sont forts. À ces jeunes Français dont les parents ont connu l'immigration, montrons que nous pouvons parler d'eux en termes de lutte contre les discriminations au niveau du logement, au niveau de l'emploi, au niveau de la culture, montrons que nous pouvons nous occuper de leurs parents en ayant le courage de parler des lieux de culte. Croyez-moi, à travers les symboles, ils verront que les socialistes auront su aborder les élections municipales en leur permettant de retrouver confiance en la République.

Henri EMMANUELLI

Nous avons présenté une motion aux militants non pas pour faire un amendement budgétaire, mais pour contribuer au débat, affirmer des positions politiques et permettre à notre parti d'asseoir la légitimité de ses orientations sur la légitimité du vote, ce qui est je crois, précisément, la justification de ce type d'action.

Y avons-nous réussi ?

Sur la revitalisation du débat militant qui est désormais derrière nous,

il nous faut je crois, collectivement, rester modestes. la faiblesse de la participation des militants au vote ne permet à personne d'être satisfait, je crois.

C'est dire que depuis ce fameux traumatisme de Rennes, nous avons progressivement perdu le goût et l'habitude de la confrontation d'idées. C'est noter que notre parti ne se renouvelle peut-être pas suffisamment. C'est constater que la difficulté à régler la marge d'autonomie du parti par rapport au gouvernement lorsque nous sommes au pouvoir n'est pas vraiment résolue, à supposer qu'elle ait une solution dans le cadre du carcan institutionnel de la Ve République, qui plus est, en période de cohabitation.

Sur ce premier objectif donc, une certaine modestie s'impose à nous tous, je crois, avec mention : peut mieux faire.

Sur l'affirmation des positions politiques qui elle, est encore devant nous puisqu'elle se prolonge dans ce Congrès, la réalité est plus encourageante. Le fait que les deux motions minoritaires atteignent à elles deux 28 % est je crois important, car malgré les différences, et il y en a, ces deux motions reposent sur la conviction que désormais, la ligne de partage entre le libéralisme économique et la social démocratie ne passe plus seulement entre droite et gauche, mais qu'elle traverse de plus en plus souvent la social démocratie européenne elle-même, et ceci, au moment où les fondements du communisme et que la domination idéologique de la mondialisation voient reposer sur les épaules de la social démocratie et de l'internationale socialiste l'essentiel des espérances des peuples réprouvés et la défense du système de valeurs que la gauche a péniblement arraché aux souffrances de l'histoire.

Vous l'aurez compris, je suis de ceux qui pensent que si le libéralisme avance en Europe, c'est parce que la social-démocratie recule et que c'est donc à l'intérieur de cette social-démocratie qu'il faut mener bataille. Et nous, dans tout cela, nous sommes différents, parce qu'en trois ans, notre Gouvernement a fait une double démonstration :

Il a montré que le chômage n'était pas une réalité indépassable, que le plein emploi n'était pas devenu une utopie, que le progrès n'était pas forcément l'ennemi de l'homme et il a

prouvé simultanément que, contrairement à ce que nous assénaient les zéloteurs du libéralisme, on peut conjuguer bonne santé économique et progrès social, on peut caracoler en tête de la croissance européenne tout en faisant d'importantes réformes sociales.

Pour autant, malgré cette différence et malgré nos succès, tout ne va pas pour le mieux. Notre parti, même s'il se comporte beaucoup mieux que d'autres, n'échappe pas à certaines ambiguïtés, à certaines tentations.

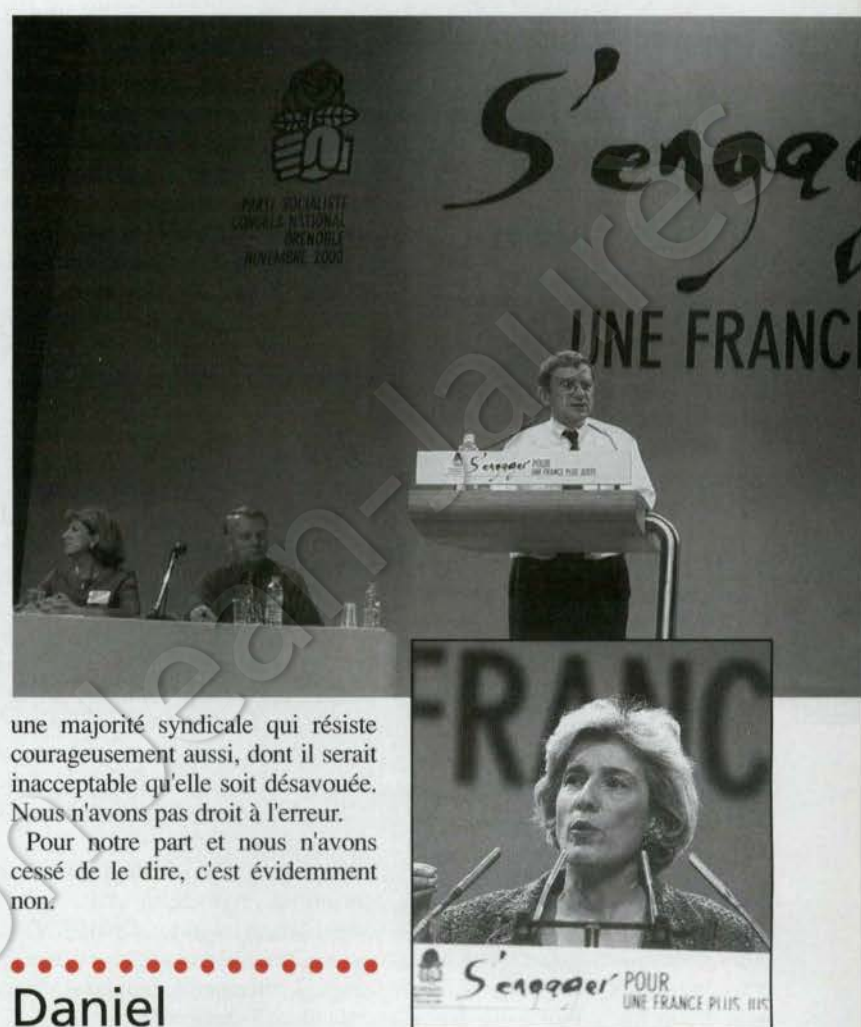
Comment expliquer autrement le retour en force de la vieille rengaine libérale destinée à culpabiliser les salariés pour qu'ils se tiennent tranquilles à propos du prétendu choix qu'il faudrait faire entre création d'emplois, d'un côté, et augmentation de salaires, de l'autre ? Pourquoi à nouveau ce refrain que psalmodiaient déjà ceux qui ne concevaient pas la réduction du temps de travail sans baisse de salaire ? Pourquoi cette vieille ruse du partage entre salariés, pour éviter la question de la répartition entre salaires et capital ?

Non, le montant de la feuille de paye n'est pas l'ennemi de l'emploi et ce n'est pas au Parti socialiste d'opposer chômeurs et salariés. Regardez d'ailleurs en Europe le montant des salaires et celui des taux de chômage et vous saurez où est la vérité.

Pour notre part, au vu de l'évolution des revenus du capital au cours des dernières années, qu'il s'agisse de l'explosion de l'impôt sur les sociétés ou des dividendes financiers, nous avons la faiblesse de penser que la hausse du pouvoir d'achat salarial, qui a été de 0,6 % pour le salaire moyen en 1999, ne serait pas un luxe.

Quant à l'importante question de la démocratie sociale, il ne suffit pas de prévoir que, pour l'avenir, il nous faudra changer la loi pour que la ratification d'un accord implique une majorité syndicale. Il faut nous dire clairement ce que va devenir l'affaire de l'UNEDIC et ce qu'est notre position face à la refondation sociale. Légitime ou illégitime ? Nous dire aussi si le Parlement va être consulté ou si le contrat minoritaire l'emportera sur la loi, après que nous ayons largement proclamé la supériorité de la loi sur le contrat. Ce n'est pas une affaire simple.

Le peuple de gauche nous regarde,



Daniel VAILLANT

Agissons dans la fidélité à nos valeurs. Pour ma part, j'essaie de le faire contre l'insécurité qui n'est rien d'autre qu'une injustice qui s'ajoute à l'injustice sociale, qui frappe d'abord les plus faibles et les plus démunis. Nous le faisons avec détermination, avec des moyens nouveaux autour de quelques idées fortes. C'est une priorité du gouvernement car la sécurité est, je vous le rappelle, au rang des droits de l'homme et du citoyen, ainsi que le disaient ceux qui avaient rédigé les déclarations de 1789 et 1793.

C'est donc bien avec les moyens d'aujourd'hui, dans la société d'aujourd'hui, que nous nous attachons à faire vivre les valeurs et les droits fondamentaux de notre République.

Au-delà de la société française traversée de tensions contradictoires - on l'a vu sur la chasse, sur les 35 heures, sur la réforme fiscale ou même sur le prix du carburant -, les Français reconnaissent au gouverne-

ment une majorité syndicale qui résiste courageusement aussi, dont il serait inacceptable qu'elle soit désavouée. Nous n'avons pas droit à l'erreur.

Pour notre part et nous n'avons cessé de le dire, c'est évidemment non.

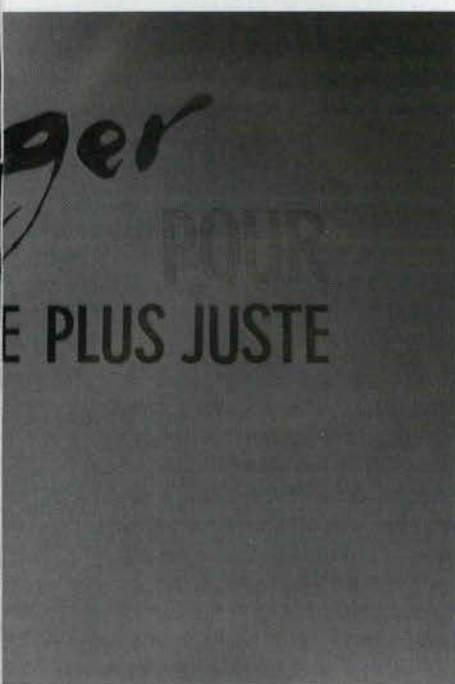
ment et à Lionel Jospin la capacité d'arbitrer entre ces tensions, de trouver le juste équilibre entre des demandes parfois antinomiques. Cela a été le cas dans le compromis sur la chasse, sur les 35 heures.

Les Français nous font confiance parce que nous travaillons pour moderniser notre pays et réussir la transformation sociale. Il ne faut pas relâcher l'effort, il reste encore plus de 2 millions de chômeurs.

Cela signifie aussi, en second lieu, que notre pratique est aux antipodes du double langage, quelquefois pratiqué par la gauche dans le passé.

Non, ce n'est pas le discours d'un côté, très à gauche pendant les congrès, et la pratique gouvernementale de l'autre, beaucoup moins à gauche que dans les congrès. C'est une question de cohérence. C'est aussi un moyen essentiel pour restaurer la crédibilité de la politique.

Malgré les aléas de la conjoncture, nous tenons nos engagements, nous remplissons le contrat, le pacte que nous avons passé avec les Français.



Bernard SOULAGE

Conduire ce débat sur la croissance et la répartition des fruits est légitime entre nous. Quelques-uns l'ont déjà dit : il faut d'évidence à la fois agir sur l'offre, parce qu'il n'y a pas de croissance si quelque part il y a des blocages en matière de production, et en même temps agir sur les demandes, parce qu'il est évident que c'est un moteur essentiel.

Il faut savoir doser les deux, mais il ne faut pas dire que l'une va l'emporter sur l'autre. Et particulièrement il ne serait pas raisonnable que des socialistes disent aujourd'hui qu'il faudrait modérer la demande parce que nous aurions des problèmes sur l'offre.

Au contraire, aujourd'hui, au cœur de la stratégie économique que nous devons développer, c'est bien poursuivre une politique forte de soutien à la demande. Elle doit être équilibrée, elle aussi, entre l'augmentation des salaires pour ceux qui ont un emploi et évidemment la quête du plein emploi. C'est avec ces deux moteurs que nous pouvons consolider cette croissance.

Il est bon qu'il y ait débat, mais sur l'essentiel : est-ce que la part des salaires doit rester ce qu'elle est aujourd'hui ? Oui, il est temps que, du côté des revenus du travail, il y ait

une modification de l'équilibre de la valeur ajoutée pour que, ensemble, nous ayons cette stratégie de croissance.

Il faut que le discours des socialistes, que le discours de la gauche soit à la fois un discours compris de ceux qui ont un emploi parce qu'il améliorera leur pouvoir d'achat, et un discours qui soit compris de ceux qui n'en ont pas parce qu'il leur dira : demain, vous avez une perspective sur l'emploi, vous avez une perspective sur la formation, vous avez une perspective sur l'insertion.

Marie-Noëlle LIENEMANN

Les temps ont changé, l'espérance est de nouveau possible, mais rien n'est définitivement joué. Si le peuple refuse la mondialisation libérale, il n'est pas encore convaincu qu'une alternative est possible.

Ce qui est en cause aujourd'hui, ce sont des actes pour montrer qu'une autre voie est possible. Le développement durable, ce n'est pas le développement différé ; le progrès durable, ce n'est pas le progrès différé.

Nous avons besoin d'investir dans la recherche, d'investir pour les équipements publics. Autrement, il est hypocrite de découvrir qu'il faut abandonner les farines animales alors que, depuis 1996, le Parlement européen l'a demandé et que l'on nous répondait que cela coûtait trop cher. Il a fallu attendre qu'on arrive au sommet de la crise, et cela va nous coûter encore beaucoup plus cher !

Il n'est pas vrai que l'on puisse évi-



ter les naufrages comme ceux de l'Erika et du Levolison, sans recruter massivement des inspecteurs, sans créer des normes pour changer les bateaux : il faudra mettre de l'argent.

Il n'est pas vrai qu'on puisse combattre l'effet de serre à coup d'augmentations de taxes d'un côté et, de l'autre, en oubliant qu'il faut investir pour le feroutage, qu'il faut de l'argent public pour investir dans les transports publics.

C'est une hypocrisie de nous dire que l'on puisse avoir un développement durable sans l'investissement majeur et, donc, des dépenses publiques.

Et pour que le budget soit équilibré, il faudra que les entreprises et les profits soient mis à contribution !

Bref ! Il faut lutter, arc-boutés contre la marchandisation et le système capitaliste, il faut le faire avec la force tranquille du changement. Des changements, il faut en faire en permanence. Aujourd'hui, ceux qui s'imposent sont ceux qui vont redonner au monde salarié la force d'être entendu. En cela, l'accord UNEDIC est un grave danger.

Jean GLAVANY

Lorsque la crise de la vache folle sera passée, qu'en restera-t-il ?

Il en restera que c'est ce gouvernement qui aura, créé en 1999, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments, qui n'aura cessé de prendre des décisions pour renforcer la sécurité alimentaire dans notre pays, qui aura interdit les farines animales, qui aura, le premier, en Europe, engagé un vaste programme de tests sur son cheptel bovin, qui aura montré la voie à une Europe un peu frileuse, paralysée.

Ce n'est pas la seule chose que je voudrais que l'on retienne de cette crise. Je voudrais aussi, que nous en profitions pour convaincre les Français de la pertinence de notre analyse sur le modèle agricole.

Après tout, cette vache folle, qu'est-ce donc, si ce n'est le fruit naturel de cette course folle, effrénée, au productivisme que la droite a toujours encouragée et dont nous avons toujours combattu les excès.

Ce que nous avons à proposer, et que nous avons inscrit dans la loi d'orientation agricole, c'est la révolution de la qualité : qualité de l'emploi, qualité des pratiques agricoles, qualité de nos produits alimentaires, etc.

Pour construire un autre modèle agricole, fondé sur la qualité, il faudra des services publics forts et il faudra poursuivre la lutte contre les inégalités. Que serions-nous sans nos services publics de contrôle ? Ce sont les consommateurs les plus défavorisés qui sont les plus exposés à l'insécurité alimentaire. Ce sont les petits agriculteurs qui sont condamnés à disparaître.

C'est pendant cette crise, en ce mois de novembre 2000, que ce gouvernement, celui de Lionel Jospin, instaure une modulation des aides à l'agriculture, c'est-à-dire un plafonnement des primes agricoles pour les redistribuer à ceux qui s'engagent dans un contrôle qualitatif.

Michel VERGOZ

Le succès de la motion 3, à la Réunion, offre de fortes chances aux socialistes locaux, qui l'ont soutenu, d'accéder à la direction de la fédération demain. C'est celui d'une démarche d'un an, faite de rencontres, d'écoute, d'échanges et de débats entre nous, avec tous les militants autour de principes fondamentaux déclinés au travers d'un document, intitulé la charte de la rénovation socialiste de la Réunion.

C'est dans le temps qu'elle a été mûrie, parce qu'il était nécessaire et indispensable de cerner au fond les éléments constitutifs de ce qui est communément admis comme défis réunionnais.

Ces défis sont de quatre ordres : défi sur la place de l'homme réunionnais et de sa citoyenneté ; défi sur le devenir de la terre réunionnaise et sur son aménagement ; défi sur le développement économique, avec 38 % de taux de chômage ; dernier défi enfin, le parti. Sa stratégie doit être claire, et s'interdire toute alliance avec les forces politiques ou les personnalités qui soutiendraient le candidat de droite au deuxième tour

des élections présidentielles. Cette stratégie ne doit se construire qu'avec les forces de progrès dans un respect mutuel. Le parti communiste réunionnais a sa place, toute sa place, dans ce rassemblement des forces de progrès.

Mes camarades, nous imaginons facilement le trouble constitué par le changement de direction au sein de la fédération de la Réunion. C'est la démocratie qui a joué, soyons-en fiers.

Pierre MOSCOVICI

Ce congrès de Grenoble est le congrès d'un parti qui va plutôt bien, d'un parti apaisé dans ses différences, et d'un parti fraternel dans ses débats, mais ce n'est pas pour autant un congrès inutile. C'est un moment privilégié, pour mesurer le chemin parcouru, pour évaluer l'ampleur de notre bilan, et pour préparer l'avenir.

Le chemin parcouru est immense, sept ans après la défaite la plus sévère de notre histoire. Aujourd'hui, trois ans et demi après notre retour aux responsabilités, nous ressentons tous une fierté légitime, mais aussi une exigence intacte. Nous avons connu des victoires répétées, élections après élections, depuis 1997, nous avons un Premier ministre et un gouvernement qui réforment avec le soutien de l'opinion, un parti largement rassemblé et toujours populaire, nous avons bâti une construction politique originale, la gauche plurielle qui montre sa solidité dans la durée.

Souvent, et nous l'avons vécu, les bilans sont en deçà des engagements, eh bien notre bilan depuis 1997 va bien au-delà de nos engagements, alors disons-le !

La gauche peut-elle se contenter d'un bon bilan pour gagner les élections ? Répondre oui, je le crois, serait naïf.

Si un nouveau monde se profile, il faut sur ce socle bâtir de nouvelles perspectives. Je crois qu'elles tiennent en trois grands choix.

D'abord le choix de la justice sociale. Dans une société qui retrouvera le plein emploi, qui connaîtra de profondes mutations démogra-

phiques, la question des inégalités va revenir au premier plan. Beaucoup d'idées ont été avancées à cet égard dans les différentes motions, et je pense qu'une synthèse entre nous est possible, si nous le voulons, car tout cela peut contribuer à enrichir nos idées.

Le deuxième choix, c'est le choix de la responsabilité, notamment de la responsabilité des corps intermédiaires, des partenaires sociaux en particulier et les collectivités locales. Nous devons nous fixer comme ambition l'invention d'une démocratie moderne, dans une Vème République qui a besoin de profonds changements.

Le choix de l'Europe, enfin. Nous avons fait faire à l'Europe des progrès que nous sous-estimons souvent. Nous aurons dès 2001 à tirer les leçons de ce qui se sera passé à Nice, dire ce que nous ne voulons pas, dire ce que nous voulons, une Europe puissance, une Europe qui défend et enrichit son modèle social, une fédération d'Etats nations.

Avec Lionel Jospin, avec François Hollande, nous avons su reconstruire un parti socialiste fort, axe d'une gauche plurielle qui agit pour le bien être des Français et qui transforme profondément le pays. Il nous reste maintenant, après ce congrès, à préparer une nouvelle phase, à continuer à être des inventeurs de l'avenir. Je suis sûr que ce congrès de Grenoble aura servi à cela, contribuer à bâtir l'avenir de la gauche et de la France en Europe.

Christian PIERRET

Au cœur de notre engagement socialiste se trouve le service public. A l'origine de la dynamique politique que nous voulons victorieuse en 2001 et 2002, devra figurer la nouvelle impulsion que nous devons donner à nos services publics et à leur modernisation.

Comment faire pour que les services publics ne soient pas heurtés par certains aspects d'une construction européenne qui n'exprime pas toujours, au travers des nations qui la composent, la même culture que la nôtre ? Comment faire pour que la notion même de service public ne soit pas démantelée par le tourbillon



de la mondialisation sauvage ?

La fausse alternative, que nous refusons et continuerons de refuser, c'est "privatiser et tais-toi". Nous avons montré qu'il était possible de faire autrement.

En adaptant le service aux besoins sociaux. C'est le cas pour les tarifs sociaux téléphoniques ou d'électricité : le droit à l'électricité pour tous est inscrit dans la loi. Désormais, le droit à l'énergie fait partie du combat social des socialistes.

Adapter en ouvrant pour moderniser. France Télécom n'est pas moins un service public aujourd'hui qu'hier, mais c'est davantage une entreprise, et il n'est pas incompatible d'être service public et entreprise. Il est même nécessaire de faire converger ces deux notions pour défendre utilement nos valeurs.

Ouvrir, aussi, en se battant pour le développement du service universel à Bruxelles, pour les statuts du personnel, contre la précarité qui affecte encore certains agents dans ces services publics.

Enfin, créer un avenir différent pour nos services publics. Je songe au développement des énergies nouvelles renouvelables. Je songe à l'accès partout, pour tous, au meilleur prix, aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Dans quelques semaines, en 2001 et après, l'enjeu est donc tout simplement la victoire de la gauche.

Gérard FILOCHE

Sur la question de l'accord UNEDIC, nous avons en 1996, dans une convention, adopté une position : pour qu'un accord soit valide, alors qu'il dérogeait au code du travail, il fallait qu'il y ait une majorité des organisations syndicales. Nous avons fait progresser cette idée, y compris dans la loi sur les 35 heures.



20, par exemple en moralisant la sous-traitance, en faisant respecter les règles de la concurrence.

Un dernier mot sur la question de la précarité. Est-ce qu'on ne peut pas mettre un quota, peut-être de 5 % ?

Adeline HAZAN

La loi Solidarité et renouvellement urbain a permis de nombreuses avancées. Le problème, c'est que, dans les quartiers en difficulté, la reprise de la croissance n'a toujours pas profité aux habitants. Cela, nous ne pouvons pas l'accepter. Il faut en faire un axe fort de notre projet, d'abord pour les municipales de 2001, ensuite pour les échéances ultérieures de 2002.

La politique de la ville nationale que nous menons est indispensable, mais il faut réfléchir sur une autre organisation urbaine. Je ne suis pas convaincue qu'il suffise de parler de "Plan Marshall des banlieues". Je ne suis pas sûre non plus qu'il s'agisse simplement de faire un emprunt de 100 milliards de francs.

Je voudrais essayer de lancer quelques idées, que nous revendiquons depuis longtemps mais que nous n'avons pas encore mises en application.

La première, c'est que l'agglomération est le niveau pertinent pour prendre les décisions. Simplement, il y a un problème : les assemblées d'agglomération souffrent d'un déficit de légitimité. Nous réclamons depuis plusieurs années l'élection de leurs représentants au suffrage universel. Maintenant, il faut le faire.

Nous l'avons dit également, il faut généraliser les conseils de quartier. Mais il faut qu'ils aient un véritable pouvoir, qu'ils soient autour des élus et qu'ils aient aussi le pouvoir d'interpeller le conseil municipal avant les délibérations et qu'il ne s'agisse pas simplement d'une consultation alibi, comme cela se passe trop souvent partout.

Je crois également qu'il faut en finir avec cette opposition entre le centre-ville et la périphérie.

En ce qui concerne le rôle des services publics, je ne souhaite pas parler de discrimination positive mais plutôt de rétablir l'égalité républicaine dans ces quartiers.

Sylvie GUILLAUME

Je me centrerai sur l'engagement du militant. Pour certains, nous avons eu l'occasion d'en discuter. Mais d'autres ont parfois la tentation de décrire un parti qui se vide de substance, qui ne débat plus, qui perd ses militants.

Non, le PS n'est pas un parti qui doit passer son temps à dire qu'il va mal. Certes, il progresse lentement en nombre d'adhérents et il perd encore des camarades, mais il conquiert bon nombre de nos concitoyens. Il reste la formation politique la plus importante.

Nous, nous avons fait un choix, celui d'un parti où l'adhésion est un réel engagement : un engagement de conviction, un engagement de possibilités de choisir et un engagement de décision.

Certes, la moyenne d'âge augmente chez nous et il y a un creux de génération chez les 25-35 ans. La question est de savoir comment nous parlons à ceux qui ne nous ont pas encore rejoints pour qu'ils franchissent le pas. Déjà, on constate des signes positifs qui viendront rééquilibrer la pyramide des âges : le MJS a repris du poil de la bête. Je soutiens toute initiative qui permet aux jeunes, aux femmes, aux gens issus des quartiers de participer à nos listes électorales.

Je voudrais terminer sur la participation des "forces vives" de notre pays à la discussion avec notre parti. Je parle des forces organisées, comme de celles qui parfois débordent dans nos permanences ou nos fédérations. Ceci n'est pas l'apanage de relations de sommet, mais doit au



contraire s'appuyer sur l'exercice quotidien des militants socialistes dans les associations et l'éducation populaire. A l'inverse, il ne s'agit pas que le parti renonce à défendre ses positions. Il s'agit en fait de trouver le point d'équilibre.

François REBSAMEN

Personne ne le conteste, le gouvernement de Lionel Jospin réforme, travaille, réussit et conserve dans l'opinion une image très favorable. Personne ne le conteste non plus, le PS se porte bien, il est le premier parti de la gauche, premier parti de France et il a, dans l'opinion une image largement positive. C'est notre fierté, c'est la fierté des militants.

Aussi est-il indispensable qu'à l'occasion de ce congrès nous ayons une réflexion sur les conditions nécessaires à une victoire en 2002. Elles sont, me semble-t-il, au nombre de trois.

D'abord il nous faut élaborer le cadre d'un projet, puis un programme, qui mette la lutte contre les inégalités au cœur de notre réflexion. Pour que la nouvelle alliance que Lionel Jospin a théorisée à La Rochelle se concrétise, il est indispensable de reconquérir les catégories populaires. Nos propositions, par exemple sur les impôts ou les retraites, doivent d'abord les concerner.

Il faut ensuite que nos engagements correspondent plus largement aux attentes des Français et restent en cohérence avec l'action du gouvernement. Il en va de la crédibilité du réformisme que nous incarnons.

Enfin, je terminerai sur le maintien d'une stratégie cohérente : celle de la gauche plurielle. Il ne s'agit pas d'un choix tactique et conjoncturel, mais d'une stratégie que nous voulons durable. Nous savons gouverner ensemble, nous savons réformer ensemble. Nous devons répondre demain ensemble aux aspirations sociales. Cela nous impose d'amplifier nos rencontres, nos discussions programmatiques pour aboutir à un véritable contrat de législature régional hier, municipal bientôt, législatif en 2002.



Stéphane DELPEYRAT

Je voudrais, au titre de la motion 3 d'Henri Emmanuelli, proposer à l'ensemble du parti l'organisation rapide d'une convention consacrée à la question des inégalités sociales en France.

C'est, pour nous, une question centrale et fondamentale.

Centrale pour montrer clairement notre identité, ce qui nous oppose à la droite, à nos partenaires sociaux-démocrates européens, dans la ligne que beaucoup ont appelée le social libéralisme.

Nous devons également, à l'occasion de cette convention, répondre aux attentes nouvelles de l'opinion publique telle qu'elle s'exprime à la rentrée.

En 1997, la question centrale était l'emploi : elle doit demeurer une question centrale, si ce n'est la première. Mais le climat a changé. Nous ne pouvons pas rester sourds aux aspirations qui se sont révélées

depuis la rentrée. Nous aurions tort d'opposer la question de l'emploi et des inégalités sociales et, notamment, des salaires. Cela irait à l'encontre de ce que Lionel Jospin nous a proposé à la Rochelle, une alliance entre les chômeurs, les exclus et les salariés.

Nous opposons la question de l'emploi et des salaires, et nous opposons les uns aux autres, ce qui est une faute politique lourde.

Nous devons mettre à jour nos propositions à l'occasion de cette convention parce que nous avons vu que nous avons besoin d'un travail collectif pour apporter des réponses sur la question du SMIC, de la précarité ou de la réforme fiscale.

Enfin, cette question sera la condition du rassemblement de la Gauche plurielle pour l'emporter aux prochaines échéances électorales. Nous sommes convaincus que, si nous voulons gagner les prochaines échéances législatives et présidentielles, c'est en mettant au cœur de notre projet la question de l'égalité que nous pourrions y parvenir.

Quelle belle occasion d'adresser un message à tous ceux qui se bat-

tent hors nos rangs dans les associations, ATAC, la Confédération paysanne, et faire qu'ils puissent venir conduire ces débats avec nous, dans nos rangs, et non pas à l'extérieur, comme c'est le cas aujourd'hui.

Pervenche BERÈS

Parce que même la France qui gagne, celle de notre gouvernement, ne réglera pas seule le marché, nous, socialistes, avons besoin de plus d'Europe, pas de n'importe quelle Europe.

Le prochain congrès du Parti des socialistes européens se tiendra à Berlin en mai prochain. Saisissons cette occasion pour faire entendre notre volonté d'une Europe solidaire, force de régulation. Tous ne partagent pas notre rapport au marché. Alors osons le débat, tentons de convaincre.

Nous ne pouvons pas avoir raison seuls contre tous. La tentation de la rupture, la gauche française en a dé-



jà fait l'expérience. Pour changer la donne, il faut que nous occupions notre place dans le débat européen. Mais il faut aussi avoir le courage de la cohérence. Nous ne pouvons pas nous dire fédéraux, et demander un moratoire dès que la majorité ne pense pas comme nous. Nous pouvons être fiers d'avoir convaincu nos partenaires socialistes européens d'exiger dans nos engagements lors de la dernière élection européenne une charte mais, lorsque l'Europe sort enfin cette liste de droits, nous ne pouvons pas la caricaturer parce que le seul mot de "laïcité" n'y figure pas.

Cette charte à notre initiative s'or-

ganise autour des valeurs de dignité, de liberté, d'égalité, de solidarité, de citoyenneté et de justice. Comment ne pas y reconnaître nos valeurs ? Alors que nous avons arraché à la droite la notion de solidarité, regardons l'avenir avec ceux pour qui cette charte doit avoir une valeur contraignante.

Si ce que nous voulons faire ensemble c'est une Europe plus politique, plus sociale, ouvrons le débat. Faisons là cette Europe, avec ceux qui la veulent, avec ceux pour qui le marché n'est pas tout, avec ceux pour qui le marché ne doit pas seul commander la vie des femmes et des hommes d'Europe.

Nous n'y parviendrons pas sans démocratie. Alors organisons le débat. L'Europe est un grand projet pour les socialistes d'un grand pays. Alors, en nous tournant vers l'avenir, remettons l'Europe, celle de nos valeurs, au cœur de notre projet.

Yvette ROUDY

Dans son texte, François Hollande pose comme principe pour les législatives de 2002 40 % de candidatures féminines. Cette proposition s'ajoute à notre loi sur la parité qui impose la parité par tranche de 6 aux élections municipales.

Quand Lionel Jospin, alors premier secrétaire du parti, a imposé 30% de candidatures aux législatives en 1997, les circonstances étaient autres. Nous sommes partis de 30 % de candidates et nous sommes arrivés à 18 % d'élues.

Aujourd'hui, la conjoncture est différente, alors je ne suis pas sûre qu'il y ait le même courant, le même mouvement. Ceci m'amène à demander de mettre en place une véritable stratégie d'application de la parité. Pourquoi pas un secrétaire fédéral aux élections ou aux fédérations, chargé de cette application ?

On pourrait par exemple réserver des sièges qui sont déjà tenus par des femmes pour des femmes. Est-ce que les places laissées disponibles par certains camarades qui n'ont plus envie de se présenter ne pourraient pas être réservées aux femmes ? Il faut une véritable volonté politique pour que nous quit-

tions la place d'avant-dernier de la classe européenne. Nous sommes toujours les avant-derniers avant la Grèce.

S'agissant des municipales, la loi impose de présenter près de 40 % de femmes conseillères municipales, rien n'est fait ni pour les mairies ni pour les structures intercommunales qui vont se mettre en place.

J'ai proposé un amendement : "L'objectif de parité des élus devra être atteint dans la décennie à venir et cela pour toutes les élections." Je compte sur vous tous pour le voter sans l'ombre d'une hésitation.

Christophe CLERGEAU

A propos de la vache folle, on a parlé de psychose, je ne suis pas sûr que cela soit totalement juste. Les inquiétudes des Français ont des fondements légitimes, qui sont le reflet des incertitudes scientifiques, à propos d'un risque de probabilité inconnue mais toujours mortel.

Le principe de précaution n'est pas la recherche du risque zéro. Il dit simplement que, face à un risque, on doit se poser la question de l'action en examinant toutes les actions possibles et toutes les conséquences.

Cela signifie d'abord que, face à un risque, il faut évaluer les risques. Cela est de la responsabilité des scientifiques. Il faut ensuite étudier

toutes les décisions possibles, en évaluer les coûts et les conséquences, choisir. Cela est de la responsabilité des politiques.

Face à un risque inconnu, la parole des scientifiques ne peut suffire, même si elle est très importante. S'aligner sur la parole des experts, c'est faire le choix de la désresponsabilisation, prendre le risque de la surenchère.

On ne peut confier au seul gouvernement la charge écrasante de ce choix. On ne peut le confier non plus à quelque citoyen dans une conférence de consensus dont la mission ne peut qu'éclairer les choix possibles.

Le processus doit s'appuyer sur le Parlement, sur les groupes organisés, les associations, les syndicats, et sur le débat public.

Mais alors le débat public ne doit pas ressembler aux 4 forums régionaux des Etats généraux de l'alimentation, mais plutôt aux 1.000 débats locaux qui préparèrent les Etats généraux de la santé en 1998 et 1999.

Michel DEBOUT

Le contenu du contrat social dépend toujours du rapport de forces politique et social. C'est pour cela que je me retrouve pleinement dans l'orientation de la motion de François Hollande : d'abord la bataille pour l'emploi. Il n'y a pas dans notre parti d'un côté la gauche

et, de l'autre, la majorité : la gauche est partout au parti socialiste.

Le contrat social, la mobilisation sociale, les questions de société sont d'abord déterminées par les choix économiques et sociaux. Pour autant, on ne peut les ignorer car nos concitoyens les vivent au quotidien.

Permettez-moi d'évoquer la violence, dont on sait bien qu'elle trouve sa source dans les réalités sociales : la violence des jeunes de plus en plus jeunes, la violence des bandes, la violence des rues, mais aussi la violence dans nos maisons, les violences physiques et sexuelles, mais aussi la violence à l'école, la violence au travail, le harcèlement moral au travail, la violence sur la route, et enfin, mes camarades une violence dont on parle moins, le suicide.

Le suicide, aujourd'hui, fait plus de morts que les accidents de la route. La violence fait le lit du sentiment d'insécurité, mais n'oublions pas que les auteurs d'un soir sont souvent les victimes du lendemain. Aujourd'hui, on voit se développer des plans de lutte ; il faut réagir préventivement, notamment en ce qui concerne le suicide.

Il serait souhaitable de mettre en place un observatoire national des violences parce que, même différentes, elles ont des causes et des conséquences communes. Ainsi on pourrait donner une cohérence, une nouvelle cohérence, à ces différents dispositifs.

Mes chers camarades, nous avons parlé du contrat social, je crois qu'on peut parler d'un contrat pour la vie.

L'hebdo
des socialistes

280 F
un an

☐ Mme ☐ Mlle ☐ M.

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : Code postal :

Signature :

Pour recevoir votre journal, retournez ce bulletin au service lecteurs de "L'hebdo des socialistes" 10 rue de Solferino, 75333 Paris cedex 7.

Chèques à l'ordre de "Solfé communications".

Pour les réabonnements, merci de joindre votre bande-adresse.

Dom-Tom/CEE : 400 F • Autres pays : 600 F • Institutions : 500 F • Abonnement : 280 F

Les résultats des votes

S'agissant de la démocratie interne, la Commission s'est félicitée de la participation de plus de 5 000 militants aux débats d'orientation fédéraux sur les motions. Aucun parti en France, actuellement, ne peut se prévaloir de la capacité de mobiliser autant de militants sur des débats d'orientation internes sans enjeu direct de pouvoir. Cela mérite d'être relevé. Toutefois, il conviendra à l'avenir de favoriser plus encore ces

débats en organisant au niveau national la publicité des calendriers de ces assemblées générales, par exemple - proposition en a été faite par la Commission - par une publication dans "L'hebdo des socialistes", complétée par la mise en ligne de ces informations sur le site Internet du parti.

D'autre part, concernant la vie de nos fédérations, la commission tient à rappeler aux fédérations que la composition des conseils fédéraux

et des bureaux fédéraux doit, conformément à nos statuts, s'effectuer à la représentation proportionnelle, à la plus forte moyenne des résultats obtenus par chacune des motions dans chaque fédération. Il convient de considérer que les postes au conseil fédéral, bureau fédéral et aux instances départementales sont attribués à chacune des motions. Ces postes ne peuvent donc être pourvus que sur proposition du mandataire fédéral de chaque

ne des motions, y compris lorsqu'une motion n'avait pas présenté assez de candidats.

Enfin, je tiens à rappeler, au nom de la commission, que la mise en place d'un bureau fédéral des adhésions et d'une commission fédérale des conflits dans chaque département, eux aussi composés à la proportionnelle des résultats, est obligatoire, car inscrite dans nos statuts.

François Rebsamen

Les votants

118 694 inscrits

78 739 votants

77 287 exprimés

soit 66,36 %

soit 98,97 %

Les résultats

Motion 1 56 374 voix soit 72,94 %

Motion 2 10 266 voix soit 13,28 %

Motion 3 10 647 voix soit 13,78 %

ce qui, au niveau des instances nationales donne les résultats suivants :

Les modifications statutaires

Pour 50 266 voix soit 74,28 %

Contre 4 804 voix soit 7,1 %

Abstention 12 598 voix soit 18,62 %

Elles sont donc approuvées.

Le rapport d'activité,

présenté par Alain Clayes

Pour 60 750 voix soit 87,43 %

Contre 1 635 voix soit 2,35 %

Abstention 7 112 voix soit 10,23 %

Il a donc été adopté.

La liste des membres du conseil national, du bureau national et du secrétariat national sera publiée dans le prochain numéro de l'Hebdo

Le conseil national : 204 membres

Motion 1 149

Motion 2 27

Motion 3 28

Le Bureau National : 54 membres, hors premier secrétaire

Motion 1 40

Motion 2 7

Motion 3 7

DPT	VOTANTS	EXPRIMES	% EXPRIMES	MOTION 1	% MOT. 1	MOTION 2	% MOT. 2	MOTION 3	% MOT. 3	BL ET NUL	%
01	178	174	97,75	111	63,79	34	19,54	29	16,67	4	2,25
02	561	557	99,29	409	73,43	23	4,13	125	22,44	4	0,71
03	277	273	98,56	106	38,83	14	5,13	153	56,04	4	1,44
04	207	205	99,03	164	80,00	19	9,27	22	10,73	2	0,97
05	136	135	99,26	109	80,74	20	14,81	6	4,44	1	0,74
06	619	610	98,55	411	67,38	48	7,87	151	24,75	9	1,45
07	340	328	96,47	209	63,72	62	18,90	57	17,38	12	3,53
08	273	266	97,44	189	71,05	40	15,04	37	13,91	7	2,56
09	734	718	97,82	594	82,73	67	9,33	57	7,94	16	2,18
10	113	113	100,00	56	49,56	10	8,85	47	41,59	0	0,00
11	1959	1 917	97,86	1525	79,55	220	11,48	172	8,97	42	2,14
12	239	235	98,33	130	55,32	58	24,68	47	20,00	4	1,67
13	6095	6 060	99,43	4771	78,73	914	15,08	375	6,19	35	0,57
14	1027	994	96,79	808	81,29	142	14,29	44	4,43	33	3,21
15	154	148	96,10	104	70,27	30	20,27	14	9,46	6	3,90
16	273	269	98,53	205	76,21	30	11,15	34	12,64	4	1,47
17	381	375	98,43	243	64,80	51	13,60	81	21,60	6	1,57
18	247	247	100,00	84	34,01	147	59,51	16	6,48		0,00
19	365	357	97,81	287	80,39	32	8,96	38	10,64	8	2,19
20A	251	247	98,41	204	82,59	26	10,53	17	6,88	4	1,59
20B	209	208	99,52	197	94,71	8	3,85	3	1,44	1	0,48
1	305	305	100,00	224	73,44	36	11,80	45	14,75	0	0,00
22	421	413	98,10	320	77,48	39	9,44	54	13,08	8	1,90
23	303	294	97,03	140	47,62	23	7,82	131	44,56	9	2,97
24	958	953	99,48	686	71,98	54	5,67	213	22,35	5	0,52
25	436	436	100,00	328	75,23	58	13,30	50	11,47	0	0,00
26	420	414	98,57	294	71,01	81	19,57	39	9,42	6	1,43
27	341	326	95,60	250	76,69	58	17,79	18	5,52	15	4,40
28	181	179	98,90	128	71,51	24	13,41	27	15,08	2	1,10

DPT	VOTANTS	EXPRIMES	% EXPRIMES	MOTION 1	% MOT. 1	MOTION 2	% MOT. 2	MOTION 3	% MOT. 3	BL ET NUL	%
29	938	923	98,40	726	78,66	119	12,89	78	8,45	15	1,60
30	1203	1 196	99,42	998	83,44	117	9,78	81	6,77	7	0,58
31	2876	2 816	97,91	2027	71,98	540	19,18	249	8,84	60	2,09
232	501	489	97,60	289	59,10	60	12,27	140	28,63	12	2,40
33	2314	2 273	98,23	1579	69,47	215	9,46	479	21,07	41	1,77
34	3392	3 359	99,03	3011	89,64	233	6,94	115	3,42	33	0,97
35	544	540	99,26	335	62,04	108	20,00	97	17,96	4	0,74
36	296	291	98,31	240	82,47	31	10,65	20	6,87	5	1,69
37	437	416	95,19	311	74,76	74	17,79	31	7,45	21	4,81
38	1207	1 120	92,79	842	75,18	186	16,61	92	8,21	87	7,21
39	194	193	99,48	143	74,09	46	23,83	4	2,07	1	0,52
40	1498	1 477	98,60	69	4,67	34	2,30	1374	93,03	21	1,40
41	167	163	97,60	146	89,57	7	4,29	10	6,13	4	2,40
42	289	276	95,50	211	76,45	32	11,59	33	11,96	13	4,50
43	265	265	100,00	210	79,25	41	15,47	14	5,28		0,00
44	890	876	98,43	639	72,95	149	17,01	88	10,05	14	1,57
45	323	314	97,21	211	67,20	71	22,61	32	10,19	9	2,79
46	204	202	99,02	127	62,87	52	25,74	23	11,39	2	0,98
47	535	529	98,88	263	49,72	29	5,48	237	44,80	6	1,12
48	108	106	98,15	79	74,53	12	11,32	15	14,15	2	1,85
49	226	225	99,56	178	79,11	25	11,11	22	9,78	1	0,44
50	241	238	98,76	141	59,24	50	21,01	47	19,75	3	1,24
51	231	226	97,84	124	54,87	82	36,28	20	8,85	5	2,16
52	135	134	99,26	116	86,57	9	6,72	9	6,72	1	0,74
53	119	117	98,32	79	67,52	26	22,22	12	10,26	2	1,68
54	655	639	97,56	391	61,19	69	10,80	179	28,01	16	2,44
55	146	140	95,89	70	50,00	34	24,29	36	25,71	6	4,11
56	288	283	98,26	227	80,21	40	14,13	16	5,65	5	1,74
57	881	869	98,64	676	77,79	118	13,58	75	8,63	12	1,36
58	453	441	97,35	269	61,00	80	18,14	92	20,86	12	2,65
59	4724	4 569	96,72	3336	73,01	510	11,16	723	15,82	155	3,28
60	985	970	98,48	608	62,68	112	11,55	250	25,77	15	1,52
61	144	142	98,61	111	78,17	15	10,56	16	11,27	2	1,39
62	7210	7 018	97,34	5691	81,09	898	12,80	429	6,11	192	2,66
63	1403	1 315	93,73	888	67,53	245	18,63	182	13,84	88	6,27
64	734	734	100,00	434	59,13	95	12,94	205	27,93	0	0,00
65	474	467	98,52	356	76,23	71	15,20	40	8,57	7	1,48
66	651	647	99,39	473	73,11	76	11,75	98	15,15	4	0,61
67	587	587	100,00	407	69,34	81	13,80	99	16,87		0,00
68	244	241	98,77	124	51,45	78	32,37	39	16,18	3	1,23
69	1051	1 029	97,91	725	70,46	143	13,90	161	15,65	22	2,09
70	139	138	99,28	97	70,29	20	14,49	21	15,22	1	0,72
71	603	591	98,01	426	72,08	79	13,37	86	14,55	12	1,99
72	322	294	91,30	217	73,81	26	8,84	51	17,35	28	8,70
73	193	191	98,96	130	68,06	39	20,42	22	11,52	2	1,04
74	206	202	98,06	144	71,29	28	13,86	30	14,85	4	1,94
75	2626	2 602	99,09	1974	75,86	338	12,99	290	11,15	24	0,91
76	1990	1 920	96,48	1746	90,94	97	5,05	77	4,01	70	3,52
77	749	735	98,13	538	73,20	134	18,23	63	8,57	14	1,87
78	693	675	97,40	453	67,11	73	10,81	149	22,07	18	2,60
79	374	370	98,93	322	87,03	35	9,46	13	3,51	4	1,07
80	539	527	97,77	338	64,14	86	16,32	103	19,54	12	2,23
81	742	728	98,11	498	68,41	100	13,74	130	17,86	14	1,89
82	240	236	98,33	175	74,15	39	16,53	22	9,32	4	1,67
83	1011	1 003	99,21	709	70,69	196	19,54	98	9,77	8	0,79
84	575	573	99,65	457	79,76	63	10,99	53	9,25	2	0,35
85	281	279	99,29	219	78,49	41	14,70	19	6,81	2	0,71
86	261	261	100,00	179	68,58	34	13,03	48	18,39	0	0,00
87	1032	1 021	98,93	858	84,04	96	9,40	67	6,56	11	1,07
88	747	747	100,00	654	87,55	42	5,62	51	6,83	0	0,00
89	180	180	100,00	107	59,44	23	12,78	50	27,78		0,00
90	78	74	94,87	64	86,49	7	9,46	3	4,05	4	5,13
91	1646	1 625	98,72	629	38,71	762	46,89	234	14,40	21	1,28
92	945	935	98,94	633	67,70	138	14,76	164	17,54	10	1,06
93	1330	1 315	98,87	1104	83,95	165	12,55	46	3,50	15	1,13
94	1083	1 083	100,00	823	75,99	111	10,25	149	13,76		0,00
95	728	719	98,76	549	76,36	49	6,82	121	16,83	9	1,24
Guad	299	299	100,00	284	94,98	1	0,33	14	4,68		0,00
Mart	174	171	98,28	152	88,89	6	3,51	13	7,60	3	1,72
Guyane	29	29	100,00	27	93,10	0	0,00	2	6,90		0,00
Réunion	647	647	100,00	279	43,12	5	0,77	363	56,11		0,00
Pacifique	24	24	100,00	23	95,83	1	4,17	0	0,00		0,00
et St Pierre et Miquelon											
FFE	487	482	98,97	400	82,99	51	10,58	31	6,43	5	1,03
TOTAL	78 739	77 287	98,15	56 374	72,94	10 266	13,28	10 647	13,78	1 452	1,84

Commission des résolutions

Vincent
Peillon

Mes chers amis, mes chers camarades, la commission des résolutions de notre congrès s'est réunie hier soir. Elle s'est déroulée dans le même esprit de sérieux et de fraternité qui a, je crois, vous en êtes tous les témoins autant que les acteurs, présidé aux débats ouverts entre nous depuis maintenant trois mois, d'abord dans la phase préparatoire des contributions, des contributions nombreuses, diverses, autant par leurs auteurs que par leurs thèmes ou leur ton. Puis le débat s'est poursuivi autour des 3 motions d'orientations politiques présentées à notre vote, au vote des militantes et militants de notre Parti.

La commission des résolutions avait une double tâche, la première tâche : essayer de rechercher autour de la motion 1, motion majoritaire puisque approuvée par 73 % des militants, une synthèse, une synthèse à partir des propositions de nos camarades de la motion 2 et de la motion 3.

Comme vous le savez, nous souhaitons cette synthèse, nous la souhaitons, non de façade, mais sur le fond. Et puis, la commission des résolutions avait une seconde tâche dont on parle moins souvent, qui était aussi d'adopter les amendements votés dans les fédérations. Et ils ont été nombreux. Plus de 200 amendements ont été présentés, votés par les congrès fédéraux, à la commission des résolutions, et je remercie d'ailleurs tous ceux, y compris les permanents qui sont restés cette nuit jusqu'à plus de 3 heures du matin pour étudier ces amendements et voir lesquels pourraient être adoptés.

Je vais avant de venir sur le premier sujet, vous dire quels sont les amendements qui ont été adoptés, je vais le faire, bien entendu, de façon un peu cursive et rapide. Ce n'est jamais un exercice très facile, mais il faut le faire parce qu'il est très im-

portant que la motion présentée au débat puisse évoluer par les propositions des militants avant son adoption finale.

Nous avons adopté une série d'amendements en provenance du Val-d'Oise, du Jura, de la Loire-Atlantique, qui concernaient les personnes handicapées, amendements de forme pour certains qui avaient des expressions plus respectueuses que celles de la motion telle que nous les avons données, et des amendements de fond, faisant des propositions sur le droit à l'intégration, et la meilleure reconnaissance des personnes handicapées, y compris au sein des fonctions publiques.

Le texte a été de ce point de vue fortement enrichi.

Nous avons adopté des amendements qui concernent l'environnement et la qualité de la vie.

Un amendement des Côtes d'Armor sur la nécessité de consacrer davantage de moyens à la recherche concernant les énergies renouvelables.

Un amendement de la Sarthe, concernant la nécessité de développer davantage l'usage du vélo par l'aménagement des pistes cyclables.

Un amendement important de la Loire-Atlantique qui propose la lutte contre les pavillons de complaisance et on comprend bien pourquoi, et le renforcement par des propositions précises – je ne pourrai pas vous les lire chaque fois – de la sécurité de la navigation.

Nous avons, concernant les questions de société, un amendement assez long et assez riche de la fédération de l'Orne qui enrichit notre texte concernant le droit des consommateurs.

Nous avons aussi un amendement très long des Côtes d'Armor qui re-

rédige entièrement notre Parti sur la coopération internationale et fixe des objectifs plus ambitieux que ceux que nous avons fixés initialement.

Un certain nombre de fédérations, je pense au Val-d'Oise, à la Vendée, à la Manche, au Morbihan, aux Hauts-de-Seine, l'ont adopté mais il y en avait d'autres.

Un amendement concernant la parité – j'ai pu vérifier hier que c'était un sujet qui nous préoccupait tous – l'amendement a la forme suivante, il est très court, je peux vous le lire, il est aussi important " la progression vers la parité pour les législatives doit être graduelle, celle-ci devant être atteinte en 2007 ".

Nous avons aussi un amendement de la Fédération du Nord, d'autres Fédérations avaient insisté sur cet aspect, sur la nécessité de renforcer le contrôle et l'application du droit du travail au sein des entreprises, en renforçant de manière conséquente les moyens de l'inspection du travail.

Nous avons un amendement de la fédération de la Corrèze, et je pense que notre ami René Teulade n'y est pas pour rien, qui souhaite que l'on prenne davantage en compte la situation de ceux qui cessent leur activité professionnelle, mais qui pour autant, veulent demeurer dans la vie active.

C'est un problème important qui concerne de plus en plus de nos concitoyens et il y avait là des propositions précises qui pouvaient enrichir utilement notre motion.

J'en viens maintenant à la deuxième question, celle de la synthèse politique.

Le souhait qui était le nôtre, c'était d'arriver à une synthèse et, bien entendu, à une synthèse fondée sur, non pas ce que certains dénoncent comme l'unanimité de façade, mais une synthèse fondée sur des idées et un projet que nous pourrions assumer tous ensemble sans rompre la cohérence de la motion majoritaire.

C'est dans cet esprit, vous le savez, que nous avons abordé les débats, refusant toute idée soit de synthèse a priori défendue par certains dans les débats, soit de non synthèse a priori

“

Nous avons aussi un amendement de la Fédération du Nord sur la nécessité de renforcer le contrôle et l'application du droit du travail au sein des entreprises, en renforçant de manière conséquente les moyens de l'inspection du travail.

défendue par d'autres, mais avec une volonté réelle d'avancer sur les propositions présentes au sein des deux motions, propositions qui, pour certains, incontestablement, pouvaient recevoir notre agrément et enrichir notre texte commun.

Cette synthèse n'a pas été possible. Cette synthèse n'a été possible ni avec la Gauche Socialiste, ni avec la motion d'Henri Emmanuelli et d'Alain Vidalies.

Les deux points sur lesquels nous n'avons pas pu faire synthèse sont d'abord la question des salaires et ensuite, la question de l'UNEDIC.

Je crois que sur la question des salaires, beaucoup de choses ont été dites hier. Je crois que ce serait se faire un mauvais procès entre nous et revenir à une époque que nous ne souhaitons pas, si nous nous mettions en situation d'avoir à choisir entre la feuille de paye et l'emploi, entre une priorité à la création d'emplois et une priorité à l'augmentation du pouvoir d'achat.

L'action que nous menons depuis trois ans (il a été rappelé hier que cela n'avait rien d'évident) est une action qui a permis en même temps la réduction du temps de travail sans réduction de salaire, et Henri Em-

“

Comme vous le savez, nous souhaitons cette synthèse, nous la souhaitons, non de façade, mais sur le fond.

manuelli a raison de rappeler souvent que même entre nous, cela avait fait débat.

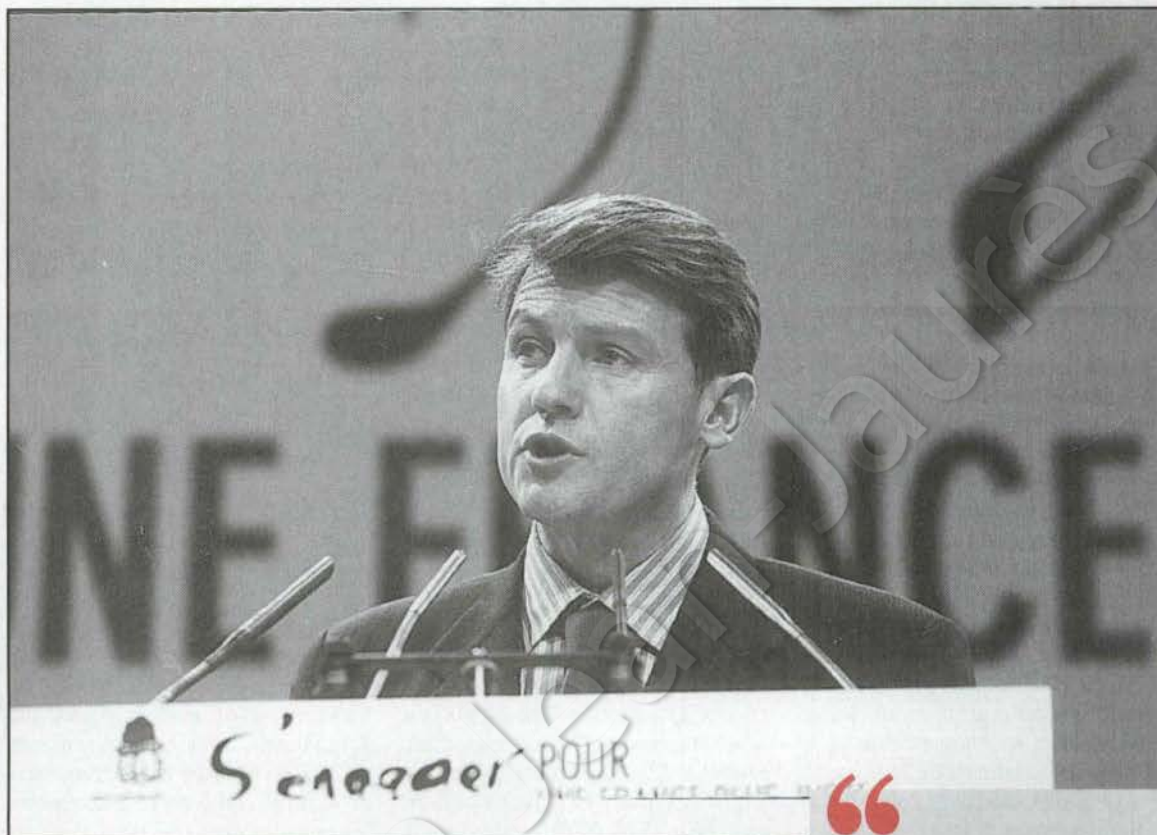
Cette réduction du temps de travail sans réduction de salaire s'est accompagnée d'un soutien à la consommation et d'une augmentation du pouvoir d'achat qui entretient la croissance. Elle s'est accompagnée aussi de créations d'emplois, plus de 1,5 millions dont au moins plus de 200 000, près de 300 000, peuvent être attribués directement à la Réduction du Temps de Travail.

Nous avons donc bien mis en œuvre depuis trois ans une synthèse qui permet, à la fois, de poursuivre notre engagement et notre priorité vers l'emploi, rompant ainsi avec le fatalisme qui avait jusque-là dominé, et en même temps d'assurer une augmentation du pouvoir d'achat.

Ajoutons même que les revendications salariales qui s'expriment aujourd'hui et qui se tournent directement vers les entreprises sont précisément le résultat de la lutte contre le chômage puisque quand le chômage baisse, la pression salariale baisse aussi sur les salariés et c'est bien ce mouvement vertueux où le soutien à la consommation, la croissance durable, la création d'emplois et le pouvoir d'achat peuvent progresser ensemble que nous voulons poursuivre.

C'est pourquoi nous étions déterminés à enrichir la motion 1 d'un certain nombre de propositions sur les revenus et de l'enrichir dans le

“C'est pourquoi nous étions déterminés à enrichir la motion 1 d'un certain nombre de propositions sur les revenus et de l'enrichir dans le même état d'esprit qui nous a permis, vous le savez, d'avoir un accord il y a quelques semaines avec la Gauche Plurielle sur ces mêmes questions.



même état d'esprit qui nous a permis, vous le savez, d'avoir un accord il y a quelques semaines avec la Gauche Plurielle sur ces mêmes questions.

Nous avons donc proposé, d'une part, qu'il y ait dès le premier semestre une augmentation du SMIC, qu'il y ait ensuite un programme pluriannuel, un plan pluriannuel de revalorisation des traitements dans la fonction publique. Nous avons proposé un plan de revalorisation des petites retraites, nous avons proposé une augmentation des minima sociaux dès le mois de décembre, puis dans la durée, afin qu'ils rejoignent le plus rapidement possible le seuil de pauvreté.

Tous ces éléments n'étaient pas présents dans le texte initial de la motion 1, tous ces éléments étaient présents dans le texte de la Gauche Plurielle. Nos alliés Verts, nos alliés Communistes, nos alliés Radicaux ont considéré que c'était des avancées substantielles. Malheureusement, hier soir, nous n'avons pas pu trouver sur ces propositions l'accord avec nos camarades de la Gauche Socialiste qui, sur cette question, ont rompu le dialogue dans la Commission des Résolutions.

Le point de difficulté portait sur la conférence sur les salaires et sur les revenus que nous proposons. La

Gauche socialiste, Henri Emmanuelli aussi, souhaitait que nous fixions une date butoir pour la tenue de cette conférence tripartite Etat, patronat, syndicats. Nous n'avons pas souhaité qu'il y ait une date parce que c'était prendre un engagement que peut-être, nous ne pourrions pas tenir dans la mesure même où, vous l'entendez quand on parle de conférence tripartite, cela ne peut pas être un diktat (seulement si nous voulons être efficaces) de la puissance publique, du pouvoir politique.

C'est sur cette question d'une date, le 30 juin 2001, ainsi que sur la question des salaires que la Gauche Socialiste a souhaité ne pas poursuivre la discussion et ne pas rechercher la synthèse. Sur cette question et au moment de notre travail qui était déjà bien entamé, Henri Emmanuelli et Alain Vidalies avaient eux-mêmes réservé leur position.

Dans sa sagesse, puisque nous avançons déjà dans la nuit, le premier secrétaire, François Hollande, dans le même esprit qui avait été le nôtre jusque-là, a souhaité que nous abordions la question de l'UNEDIC.

Comme vous le savez, nous considérons en effet que le combat des socialistes est inséparable de l'approfondissement de la démocratie

“Il est évident en même temps que la démarche dite de refondation sociale du MEDEF ne peut aucunement nous agréer.

politique et de la démocratie sociale. Comme vous le savez, nous considérons que les règles de représentativité syndicale dans la négociation sociale qui datent maintenant d'un demi siècle, ne sont plus adaptées. Comme vous le savez, nous avons ensemble adopté dans la Convention Entreprise, à un moment où beaucoup de syndicats, d'ailleurs, ont depuis évolué sur cette question, le principe de l'accord majoritaire. Comme vous le savez, dans la seconde loi sur les 35 heures, nous avons adopté et mis en œuvre ce principe du vote majoritaire.

Il est évident en même temps que la démarche dite de refondation sociale du MEDEF ne peut aucunement nous agréer. Mais nous avons eu là une divergence profonde avec Henri Emmanuelli, divergence que nous n'attendions pas puisque Henri Emmanuelli a souhaité que nous ne nous en tenions pas à cela (et même à l'annonce d'une loi rapidement

pour modifier les règles de la représentativité) et que le Parti prenne position pour refuser l'agrément de la convention UNEDIC actuelle.

Nous étions là dans un préalable à la synthèse qui, vous le comprenez bien, posait à la fois un problème de fond et un problème politique.

Problème de fond, je vous rappelle qu'au mois de juin et au mois de septembre, le gouvernement a refusé l'agrément de la Convention signée effectivement par un syndicat minoritaire et le MEDEF.

A nouveau, par deux reprises, il a fait évoluer le texte de telle sorte que tous les points qui pouvaient nous poser problème soient supprimés de cette convention.

Nous avons, au résultat de 200 000 chômeurs de plus, indemnisés, une augmentation de l'aide personnalisée pour la formation et l'insertion qui est passée entre le premier texte et le dernier de 4 milliards de francs à 15 milliards de francs. Nous avons supprimé tout risque de pénalité et les sanctions pour les chômeurs qui ne voudraient pas reprendre un emploi. Nous avons assuré que le service public de l'ANPE contrôle et la recherche d'emplois et l'indemnisation.

Enfin, nous avons diminué par trois les baisses de cotisations.

Entre l'accord proposé à l'agrément du gouvernement et l'accord que par le poids politique, le gouvernement avait modifié, il y a un espace, il y a un chemin et nous n'avons pas compris qu'Henri Emmanuelli ne veuille pas reconnaître cet espace et ce chemin sur le fond.

Le deuxième problème est directement politique. Le gouvernement s'est engagé après ce travail. Il a pris ses responsabilités politiques, il a bien marqué que la loi et le politique gardaient toute leur prééminence, y compris par rapport à la négociation.

Mais maintenant, il s'est engagé vers ce préalable qui est de demander à un parti qui cherche la cohérence et le sérieux de se mettre en contradiction totale avec l'action du gouvernement sur une question essentielle. C'est le second point sur lequel la synthèse n'a pas pu se faire avec Henri Emmanuelli et les camarades de la motion 3.

Nous avons recherché sincèrement sur beaucoup de questions (les ghettos, bien entendu la valeur ajoutée, bien entendu la lutte contre

“

Nous avons assuré que le service public de l'ANPE contrôle et la recherche d'emplois et l'indemnisation.

le travail précaire qui doit être une de nos priorités), autant que nous le pouvions, la synthèse. Nous sommes effectivement pour revoir les règles de la démocratie sociale, nous sommes pour ne pas opposer la croissance, l'emploi et les salaires, mais sur les deux points que j'ai évoqués, nous ne pouvions pas aller jusqu'à perdre la cohérence qui est la nôtre et qui est la garantie que les engagements que nous voulons prendre dans ce congrès pour les trois ans qui viennent devant les français seront tenus comme nous avons réussi à tenir nos précédents engagements.

Nous souhaitons cette synthèse, nous ne l'avons pas obtenue, mais la qualité du débat entre nous, la sérénité et la franchise de ces désaccords font que, bien évidemment, nous n'accordons pas une importance démesurée à son absence.

Nous savons aussi que si à ce stade, les débats entre nous dans ce congrès sont terminés, bien entendu, comme toujours au Parti socialiste, ils vont continuer et ils vont continuer jour après jour et jusqu'à ce que nous présentions ensemble notre projet aux Français.

Je crois qu'il faut insister maintenant beaucoup sur le fait que nos débats ne doivent plus être seulement tournés vers nous-mêmes. Nous entrons dans une phase nouvelle, nous entrons dans un combat politique direct avec la droite et il importe maintenant que ces débats s'élargissent, comme François Hollande l'a proposé et comme le sommet de la Gauche plurielle l'a retenu, à l'ensemble de nos alliés de la Gauche plurielle, que nous puissions poursuivre ce débat, l'élaboration du projet avec eux et que ce débat soit maintenant entièrement tourné vers les françaises et les Français.

Henri EMMANUELLI

Mes chers camarades, malgré les efforts de notre Premier Secrétaire et la bonne volonté des uns et des autres, un certain nombre de malentendus ou d'ambiguïtés n'ont pas pu être dissipés et la synthèse n'a pas pu avoir lieu.

Au nom de la motion 3, je le regrette. Mais le fait que, dans une démocratie adulte, un parti démocratique fonctionne sur le principe d'une majorité et d'une minorité, n'est ni une anomalie, ni un drame. Des minorités, il y en a toujours eu, même si les précédentes fois les chiffres étaient différents.

Notre position sera donc celle d'une attente constructive plutôt qu'une opposition systématique résolue. Je disais hier qu'en toute hy-

pothèse nous serions là pour participer au débat et mener les combats qui sont devant nous. Nous n'avons pas changé d'avis. D'autant moins changé d'avis que nous avons eu le sentiment que, sur certains sujets, et non des moindres, les lignes de clivage ne passaient pas forcément entre majorité et minorité.

Si nous n'avons pas pu parvenir à une synthèse politique, c'est parce que, sur un certain nombre de points dont nous avions dès vendredi souligné l'importance, il nous a paru que

“

Notre position sera donc celle d'une attente constructive plutôt qu'une opposition systématique résolue.

la majorité n'était pas en mesure, du moins dans l'immédiat, de répondre à notre attente, bien que des avancées significatives aient été possibles sur certains amendements, comme l'a d'ailleurs rappelé à l'instar Vincent Peillon.

Cela a été le cas sur notre demande de loi relative à la précarité. Cela a également été le cas sur le principe de la mise en œuvre d'un transfert des cotisations sociales patronales sur la valeur ajoutée, par étapes, au cours de la prochaine législature. Et sur ce dernier point, important pour notre pays plus qu'à nos yeux, car c'est de notre pays qu'il s'agit, nous avons apprécié la bonne volonté du premier secrétaire et de certains membres de la majorité, mais nous avons aussi mesuré les lourdes réticences des autres.

En revanche, sur l'Europe, dont il nous a été dit d'entrée qu'il serait difficile de partager notre engagement en faveur d'institutions démocratiques fédérales, ou sur un engagement de date pour la tenue d'une

conférence salariale tripartite, où nous nous sommes heurtés au refus catégorique de la nouvelle Ministre de l'Emploi, comme sur la démocratie sociale, nous ne sommes pas parvenus à nous convaincre mutuellement.

Ces trois questions sont, à nos yeux, essentielles et nous n'avions pas caché, tout au long du débat préparatoire comme d'ailleurs au cours des débats de ce Congrès, qu'elles conditionneraient notre attitude. La synthèse, oui, mais pas à n'importe quel prix. Ce n'est pas une forme de culte. Le débat, pour avoir un sens et une utilité, implique un minimum de clarté, de cohérence et de suite dans les idées.

Aucune de ces questions n'est facile et nous n'avons pas la prétention de détenir à nous seuls la vérité. Mais nous aurions souhaité rencontrer plus de réceptivité sur la question des salaires qui est aujourd'hui l'un des points centraux de la redistribution de la croissance, à l'heure où les profits et les dividendes flam-

“

Il n'est pas évident de prôner la future mise en œuvre d'accords majoritaires sans que cette règle ne s'applique dès aujourd'hui.

bent et où le pouvoir d'achat du salaire moyen annuel n'a, je le rappelle, progressé que de 0,6 % en 1999, dans un contexte où le taux d'inflation sous-jacent dans la Communauté européenne reste inférieur à 1,5 %, au moment aussi où des voix s'élèvent jusque dans nos rangs et malgré toutes les mises au point, pour justifier cette évolution très modérée des salaires par un prétexte du choix entre feuille de paye et créations d'emplois. Je n'y reviendrai pas, c'était le sujet d'hier. Cette opposition, je voudrais tout de même le rappeler avec gravité, n'est ni juste, ni pertinente, ni économiquement, ni socialement parlant.

Quant à l'affaire de l'UNEDIC, qui constitue la première étape de ce que le MEDEF appelle la re-fondation sociale, nous avons estimé qu'il nous fallait attendre la suite pour être convaincus qu'un éventuel agrément de l'accord minoritaire sur les nouvelles modalités d'indemnisation du chômage ne constituerait pas, comme s'en prévalent à grands cris les signataires, la légitimation de ce processus auquel - nous ne surprendrons personne et nous ne sommes d'ailleurs sûrement pas les seuls - nous sommes totalement opposés. De même, nous avons quelques difficultés à admettre, malgré les explications qui nous ont été données, que les préalables posés par les syndicats, qui sont à la fois majoritaires et réfractaires à ces accords, soient levés. Enfin, il n'est pas évident de prôner la future mise en œuvre d'accords majoritaires sans que cette règle ne s'applique dès aujourd'hui, même si le droit actuel, nous en convenons, n'en fait pas une obligation.

La discussion s'est arrêtée là et nous n'avons pas pu, du coup, aborder la démocratisation du Parti So-

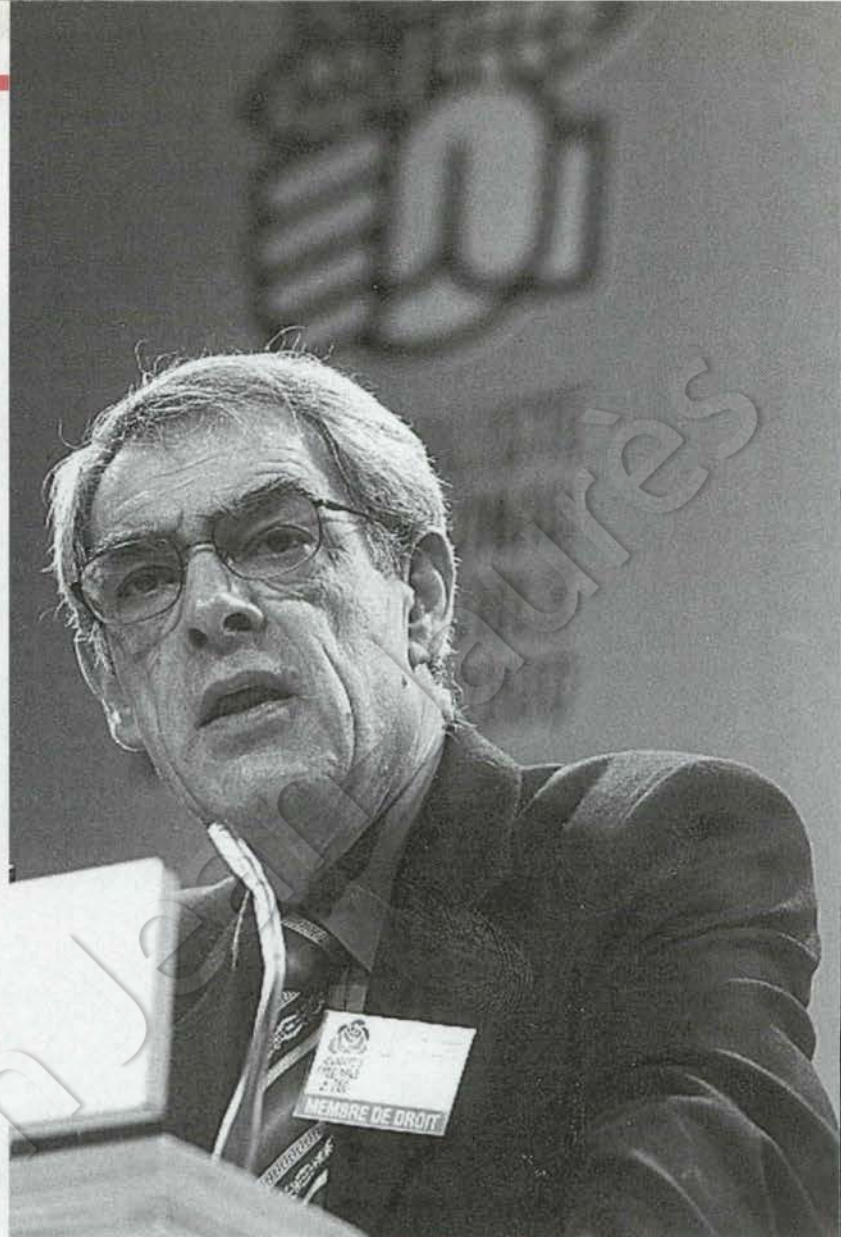
cialiste Européen, la question des nationalismes, du communautarisme ou bien celle de la fiscalité et quelques autres. Mais nous aurons rapidement, je n'en doute pas, d'autres occasions.

Voilà, mes chers camarades, sans amertume, sans aucun des procès d'intention qui accompagnent généralement ce genre d'exercice, l'état de la situation.

Comme nous l'avions annoncé, nous voterons pour François Hollande au poste de premier secrétaire. (applaudissements). Et si l'on juge souhaitable de nous inviter à partager la gestion ou la direction du Parti - je ne sais comment il faut dire - pour rassurer celles et ceux qui pourraient, à tort, craindre pour son unité qui n'est pas en cause, ou bien pour participer à l'élaboration du projet des socialistes, nous y sommes disposés, en demandant simplement peut-être que se tienne dans les mois qui viennent une convention sur les inégalités sociales, qui devrait, à mon sens, intéresser tout le monde.

Encore un mot pour dire que notre parti reste, en ces temps difficiles pour l'image de la politique, la formation la plus appréciée des Françaises et des Français et que nous sommes persuadés que notre attitude, loin d'écorner cette image, la renforcera, car nous y ajouterons celle d'une opposition interne responsable et constructive, et si possible attractive, pour celles et ceux qui hésitent parfois à nous rejoindre par crainte d'être condamnés à une certaine uniformité de pensée.

Quant au gouvernement, dirigé par notre Premier ministre Lionel Jospin, présent à cette place avec de magnifiques bretelles... (rires et applaudissements) ... je n'en ai pas mis pour ne pas risquer de me faire remonter les miennes !... il sait pouvoir compter sur notre soutien et notre dévouement, aujourd'hui comme hier, demain comme après-demain, dans une perspective qui s'annonce à la fois intéressante et peut-être moins calme que les années passées. Mais nous serons là, Lionel, tu le sais, car ce qui nous importe, c'est la victoire de nos idées, c'est la transformation sociale, c'est la marche en avant et nous savons que, de ce point de vue-là, nous avons une bonne locomotive.



Marie-Noëlle LIENEMANN

Nous l'avions dit dès l'amorce de ce congrès. Pour nous, la question majeure était de clairement indiquer aux Français que la nouvelle donne économique d'une croissance retrouvée, fruit de l'action de notre gouvernement, fruit des réformes que nous avons ensemble portées et souhaitées comme

les 35 heures, comme les emplois-jeunes ou comme la CMU, soit l'occasion d'une vraie nouvelle donne sociale d'une grande ampleur parce que les inégalités s'étaient terriblement creusées pendant ces périodes de crise, qu'elles s'étaient creusées par le nombre massif des chômeurs, mais aussi dans le monde salarial où, nous l'avons répété mille fois, le capital a été de mieux en mieux rémunéré et le travail tant et tant négligé.

Pour nous, l'essentiel se jouait là. A l'entrée de ce congrès, plus de 27 % des adhérents du Parti ont manifestement fait le choix de la gauche, d'une gauche plus déterminée à faire entendre la voix sociale, d'une gauche qui voulait la relance des salaires, qui voulait en même temps très clairement casser la logique de la modération salariale que tous les libéraux et que le patronat veulent édicter en dogme au nom de je ne sais quelle compétitivité. Ils ont aussi voulu dire, ces 27 %, que notre démocratie sociale devait être renouvelée, mais qu'elle devait

“

Une gauche plus déterminée à faire entendre la voix sociale, une gauche qui voulait la relance des salaires

constituer un nouveau rapport de forces favorable aux salariés, favorable aux chômeurs, favorable aux plus faibles de notre société.

Donc, ces 27 %, nous avons espéré qu'ils puissent être entendus par la direction du Parti, qu'on puisse ensemble trouver les signes suffisants, mais les signes convaincants, d'une nouvelle donne sociale et d'une avancée réelle sur la question des salaires.

Alors, pas de faux procès entre nous. Nous avons bien entendu, à la commission des résolutions, le premier secrétaire nous indiquer la détermination à voir les salaires augmenter, la direction du Parti nous dire : "Oui, il n'y a pas d'opposition entre la relance salariale et la création d'emplois", nous avons bien pris acte aussi de cette détermination à combattre les bas salaires, mais, nous l'avons dit très clairement et nous le maintenons, nous, nous avons besoin d'objectifs précis et d'objectifs dans le temps.

Il ne nous reste que dix-huit mois. Nous avons écrit dans notre programme "Changeons l'avenir" qu'il y aurait une conférence salariale et nous avons entendu plusieurs fois Lionel Jospin nous dire : "Attention, ne soyez pas trop impatients, nous avons toute la durée de la législature pour mettre notre programme en place". Nous avons bien lu la motion 1, qui nous a dit : maintenant que nous avons fait les 35 heures, alors oui, nous pouvons entrer dans la logique de cette conférence salariale. Mais nous n'avons pas compris, alors même qu'il nous reste dix-huit mois pour mettre en œuvre cette politique, que la direction du Parti n'ait pas souhaité qu'on arrive à se mettre d'accord sur une date butoir.

Il ne s'agit pas de mettre le couteau sous la gorge du gouvernement, mais il s'agit de dire que, si nous voulons qu'une dynamique sociale s'enclenche et qu'elle s'enclenche avec nous, contre le MEDEF et pas contre le gouvernement, à cause des insatisfactions créées par le MEDEF, nous pensons qu'il était raisonnable de pouvoir trouver une date pour cette convention.

Cela n'a pas été le choix. Nous le regrettons.

Le deuxième sujet majeur que nous avons voulu porter est celui des minima conventionnels dans les

“ Il ne s'agit pas de mettre le couteau sous la gorge du gouvernement, ”

conventions collectives qui sont inférieures au SMIC.

Nous avons été échaudés par la logique du passé. Rappelez-vous François Mitterrand demandant qu'enfin les négociations collectives permettent qu'aucune des conventions de branche n'ait des salaires en dessous du SMIC. A coup de travail forcené des ministres de l'époque et des syndicats de l'époque, nous avons obtenu de réduire les conventions dans lesquelles ces minima existaient. Mais aujourd'hui, plus de 80 % des conventions collectives ont des salaires minimaux en dessous du SMIC et cela nous fait les fameux "working poors", les travailleurs pauvres qu'il y a en Grande-Bretagne, ce nombre important de salariés qui sont en dessous du seuil de pauvreté.

Nous avons souhaité que désormais la loi dise qu'aucune convention collective ne peut avoir des salaires inférieurs au SMIC. Il nous paraît que dans un pays développé, même ouvert (et surtout ouvert) au

dialogue social, des balises claires doivent être données pour que le rapport de forces soit favorable aux salariés, qu'une dynamique sociale s'enclenche.

La direction du Parti nous a proposé que ces débats puissent avoir lieu dans la fameuse commission annuelle sur les négociations collectives. Nous espérons de tout cœur que cette voie-là sera efficace, mais pour être francs, nous en doutons, car nous savons que le MEDEF ne veut pas négocier, il ne veut négocier que sur sa rénovation sociale et je suis heureuse d'avoir entendu Vincent Peillon vous rappeler ici qu'ensemble nous nous mobilisons pour que le MEDEF ne puisse pas imposer sa logique de rénovation sociale et que ce soit notre nouvelle donne sociale qui finisse par triompher.

Aux observateurs qui voudront décrire le Parti socialiste comme un parti divisé, je rappelle ce que nous avons toujours dit : non, notre parti n'est pas divisé, mais c'est une façon moderne de faire de la politique que d'exprimer clairement, honnêtement, sans détours et sans mystification, les désaccords qui peuvent subsister, car nous ne serons jamais un parti homogène, un parti où l'on fait semblant d'être unis parce qu'on ne veut pas affronter ses différences. Le mouvement socialiste français, depuis son origine, est riche de ses différences et nous avons atteint un

seuil de maturité qui nous permet de les assumer avec autant de passion pour défendre nos idées que nous mettons d'énergie à développer ensemble un sens de la responsabilité.

(vifs applaudissements)

Aussi, chers amis, chers camarades, aucune des énergies des militants de la gauche socialiste et, j'en suis sûre, des 27 % qui ont voté globalement pour les courants de gauche, ne manquera pour ce combat fondamental de 2002, ne manquera pour que dans la préparation de notre programme, ensemble, nous trouvions le juste équilibre qui porte l'aspiration du peuple de gauche. Oui, chers camarades, nous n'avons pas fait la synthèse politique, mais nous sommes rassemblés, rassemblés pour gagner en 2002, rassemblés derrière François Hollande, rassemblés derrière Lionel Jospin et son gouvernement.

“ Aucune des énergies des militants de la gauche socialiste ne manquera pour ce combat fondamental de 2002, ne manquera pour que dans la préparation de notre programme, ensemble, nous trouvions le juste équilibre qui porte l'aspiration du peuple de gauche. ”



En souvenir de Pierre Guidoni

La disparition de Pierre Guidoni prive le Parti socialiste d'un de ses responsables les plus engagés dans la vie du mouvement socialiste en France et dans le monde.

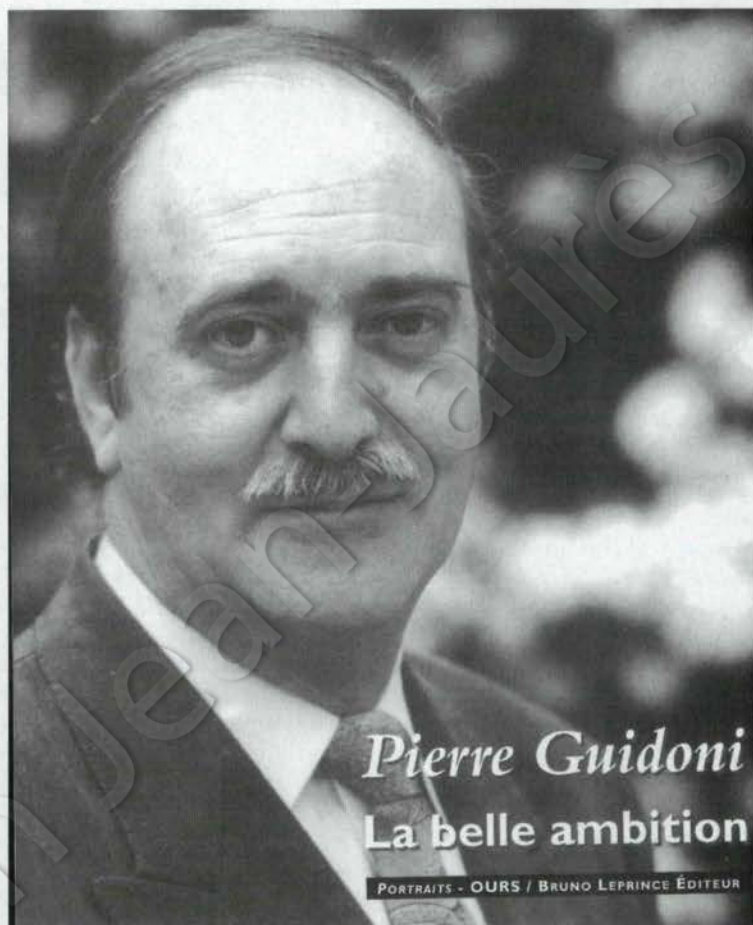
Très tôt engagé à la SFIO, dirigeant national de l'UNEF, l'un des plus jeunes co-fondateurs du nouveau Parti socialiste, auprès de François Mitterrand.

Secrétaire national aux Relations internationales à deux reprises, Pierre a à la fois maintenu la tradition de solidarité internationale du mouvement socialiste et su, à travers l'organisation de son congrès à Paris, en novembre 1999, insuffler un élan refondateur à l'Internationale socialiste.

Pierre, quelques mois avant sa mort, avait entrepris avec enthousiasme et ardeur, à la demande du Premier ministre, de mettre au service de la relance de la politique française du co-développement, toute son expérience et tout son engagement. Le Parti socialiste perd un de ses dirigeants les plus fidèles, exigeant, tout à la fois pour lui-même, pour le socialisme et la République.

Nous avons aujourd'hui, au moment où ce congrès s'ouvre, une pensée toute particulière pour Pierre et sa famille.

Alain Claeys



A l'occasion du 80e anniversaire du congrès de Tours

Journée de débats organisée par l'Office universitaire de recherche socialiste, avec Espaces-Marx, la Fondation René Dumont, l'Institut radical d'études, République Moderne, la Fondation Jean-Jaurès

La Gauche plurielle face aux défis du XXIe siècle

Samedi 9 décembre 2000 de 9 h 30 à 18 h 30 au Musée social - 5 rue Las Cases 75007 Paris (M° Solférino)

SAMEDI MATIN :

9 h 30

Accueil des participants

10h - 12 h 30

1ère table ronde :

Gauche d'hier, gauche d'aujourd'hui.

Des combats d'hier aux espérances d'aujourd'hui.

sous la présidence de Marisol Touraine

OURS : Alain Bergounioux ; Espaces-Marx ;

Francette Lazard, Fondation René Dumont ;

Guy Hascoët ; République Moderne ;

Jean-Yves Autexier ; Espaces-Marx ; Daniel Bensaïd ;

Institut radical d'études : Paul Baquiat

SAMEDI APRÈS-MIDI

14 h - 16 h

2e table ronde :

Du mouvement ouvrier aux mouvements sociaux : quels acteurs collectifs pour la gauche ?

sous la présidence de Jacques Chambaz

OURS : Alain Vidalies ; Espaces-Marx ;

Michel Deschamps ; Fondation René Dumont ;

Yves Cochet...

16 h30 - 18 h30 3e table ronde :

La gauche plurielle, une notion d'avenir (en France, en Europe, dans le monde) ?

OURS : Henri Weber ; Espaces-Marx ;

Patrice Cohen-Seat ; Fondation René Dumont ;

Jean-Luc Bennaïm ; République Moderne ;

Didier Motchane ; Institut radical d'études ;

Jean-François Cervel

Ce programme est susceptible de modifications de dernière minute

Inscriptions et renseignements à L'OURS

86 rue de Lille Paris 75007

Tél : 01 45 55 08 60 Fax : 01 45 55 66 33

<http://www.lours.org> — info@lours.org

François Hollande (extraits)

Chers camarades, notre congrès de Grenoble s'achève. Il a illustré notre façon de faire de la politique : le débat sur les idées, la recherche d'une cohérence, le rassemblement sur l'essentiel.

Je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué : les délégués du Congrès bien sûr, les organisateurs, le service d'ordre et surtout nos hôtes.

D'abord Michel Destot qui, avec Didier Migaud à la communauté d'agglomérations, est un digne successeur d'Hubert Dubedoux.

Je rends hommage à André Vallini et à tous les camarades de la Fédération de l'Isère qui se sont dépensés sans compter pour nous faciliter la tâche.

Et je salue Louis Mermaz car c'était lui, en 1973, qui faisait fonction de puissance invitante du premier congrès de Grenoble, celui qui suivait Epinay. François Mitterrand en était alors le premier secrétaire.

C'est à cette occasion que Lionel Jospin est entré à la direction du Parti socialiste.

Nous tenions à venir à Grenoble parce que c'est la ville symbole de la modernité et de la solidarité.

Elle se situe dans la région Rhône-Alpes où nos ambitions sont élevées pour les prochaines élections municipales.

Aujourd'hui, trois ans après, notre congrès se situe à un moment particulièrement bienvenu : nous sommes suffisamment loin de 1997 pour porter un regard lucide sur le bilan qui se dessine, sans être définitivement achevé et nous sommes suffisamment près de l'échéance de 2002 pour déjà esquisser notre projet sans être soupçonnés de faire l'impasse sur ce qui nous reste à faire jusqu'à la fin de notre mandature. Donc nous sommes en situation de mesurer le chemin parcouru.

Notre force, notre longévité, ne sont pas le fruit d'une garantie constitutionnelle ou d'un armistice

conclu au plus haut niveau mais la récompense de notre propre action. C'est en effet la première fois que le Parti socialiste gouverne aussi longtemps sans être contraint de décréter la pause ou la rigueur, sans affronter la défiance et parfois même le rejet.

C'est aussi la première fois que la gauche parvient à préserver son unité, que le Parti communiste est engagé dans son histoire sur un contrat aussi long au gouvernement, la première fois que les Verts participent à l'exercice même de la responsabilité du pays.

Tout cela n'a été possible que par-

“ Nous tenions à venir à Grenoble parce que c'est la ville symbole de la modernité et de la solidarité. ”

ce que nous avons avancé là où tous les autres gouvernements avaient fini par reculer. La réduction du chômage, près de 1 500 000 emplois créés en trois ans, record historique, un taux de chômage qui recule mois après mois pour tomber en-dessous de 10 % de la population active, peut-être bientôt en-dessous de 9 et cette baisse qui concerne avec la même ampleur les jeunes comme les chômeurs de longue durée, c'est plus qu'une inversion de tendance, c'est déjà un changement de société.

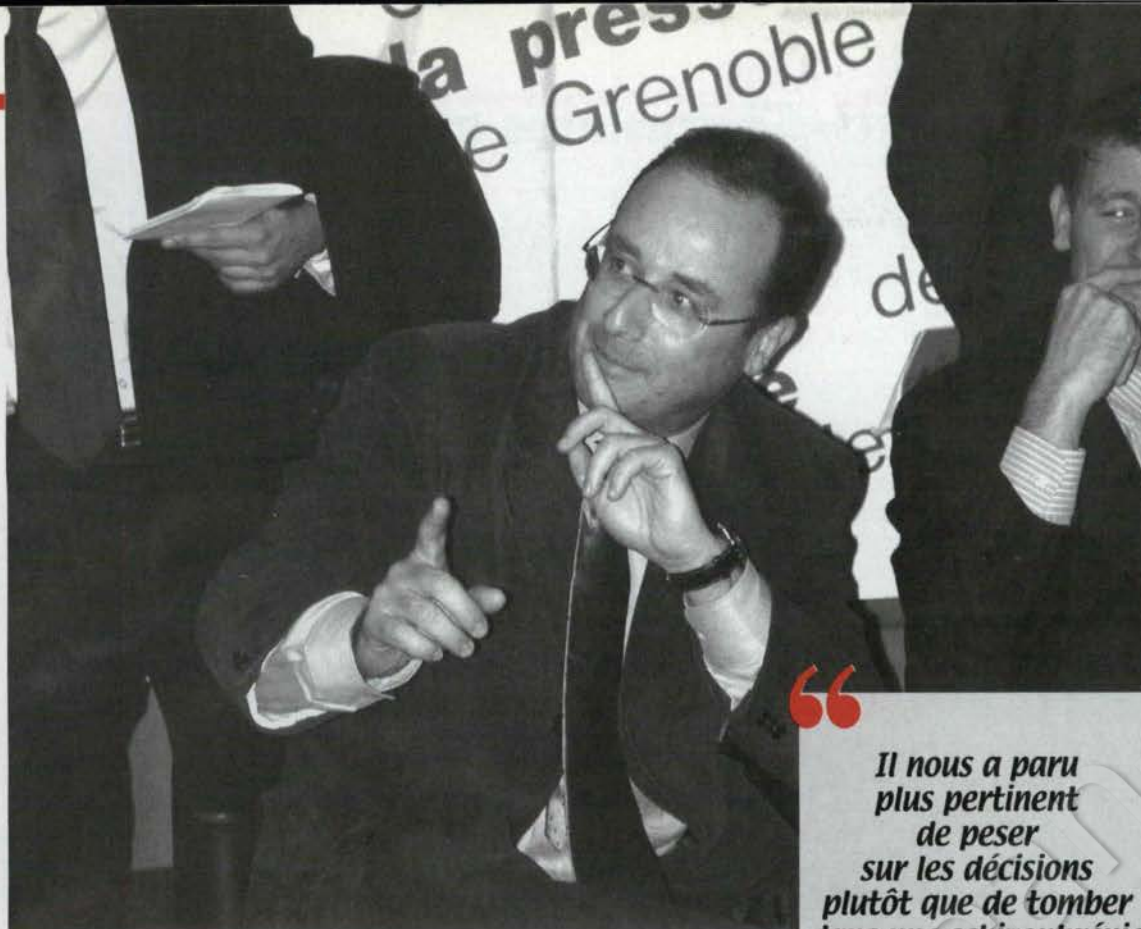
Et si nous nous sommes réus- si sur ce plan c'est tout simplement parce que nous sommes allés au-delà des potentialités de la croissance, avec les emplois jeunes, avec les 35 heures, sans cette volonté de prendre des risques, d'introduire de nouveaux instruments, de rompre avec des méthodes convenues, notre pays n'aurait pas repris aussi vite confiance en lui-même, la croissance n'aurait pas été l'une des plus fortes d'Europe, elle n'aurait pas été aussi riche en emplois.

Certes, pour relativiser l'importance de notre entreprise il nous est souvent opposé le piètre état de la droite. Comment une nouvelle fois nier cette évidence ? Je ne peux, comme vous-mêmes, que constater que cette droite ne s'est jamais remise de sa défaite de 1997. Divisée sur ses choix, incapable de présenter une alternative crédible, ambiguë sur ses alliances, elle n'a jamais été en mesure de jouer son rôle d'opposition.

Pour autant, qui peut prétendre que cette droite nous a facilité les choses ? Souvenons-nous de l'obstruction parlementaire au moment du débat sur le PACS, de l'édulcoration de nos textes au Sénat sur la limitation du cumul des mandats, de l'empêchement d'agir pas simplement d'ailleurs de la droite parlementaire pour réformer le Conseil supérieur de la magistrature et assurer l'indépendance de la justice, sans oublier les contraintes liées à la cohabitation qui font du chef de l'Etat, vous le savez, d'abord celui de l'opposition.

Nous avons donc remporté la bataille de la durée, grâce à la mise en





“ Il nous a paru plus pertinent de peser sur les décisions plutôt que de tomber dans une schizophrénie qui n'est jamais une vertu politique. ”

œuvre d'une ligne qui a concilié le volontarisme sans lequel la gauche se perd, et la crédibilité sans laquelle elle s'efface.

Le Parti socialiste a pris sa part dans cette bataille délicate, nous avons veillé les uns et les autres à la mise en œuvre de nos promesses, sans nous identifier au rôle de greffier vétilleux de nos textes fondateurs. Nous avons apporté par nos propositions, notamment dans le cadre de nos conventions, des idées et des orientations. Nous avons pesé sur les choix avec les groupes parlementaires, nous avons contribué par notre cohérence à la cohésion de la majorité plurielle et nous avons tenu notre rang dans les batailles électorales qui sont survenues depuis 1997.

J'entends là aussi un certain nombre d'observations sur le défaut d'idées ou le manque de débat mais s'agissait-il pour nous de réformer une doctrine que nous avions fixée de 1995 à 1997 ? Convenait-il déjà de préparer un projet alors que nous commençons à peine à mettre en œuvre notre programme ? Fallait-il faire jouer au Parti socialiste le rôle caricatural de la vestale idéologique à côté d'un gouvernement confronté solidairement à l'exercice du pouvoir ? Fallait-il préparer, pour des considérations de pure posture, des propositions que l'on savait impossibles à reprendre par le Premier ministre ? Qui l'aurait compris ? Et pour quels objectifs ?

Il nous a paru plus pertinent de pe-

ser sur les décisions plutôt que de tomber dans une schizophrénie qui n'est jamais une vertu politique.

J'en viens à notre débat du congrès. Nous achevons une période et nous en ouvrons une autre, et ce fut le sens de notre controverse, elle a d'ailleurs moins porté sur l'évaluation de notre bilan, qui a été salué par tous, que sur la façon dont nous devrions désormais le mettre au service de nos priorités.

Permettez-moi d'abord de remercier tous les camarades qui par leurs contributions, leurs motions, leurs amendements, ont animé nos discussions et conduit à l'expression d'un vote qui - une fois n'est pas coutume - a satisfait l'ensemble des protagonistes. D'abord ceux qui ont obtenu une majorité suffisamment forte pour assurer la stabilité du parti, ensuite ceux qui existaient déjà comme stabilité et qui ont progressé depuis Brest, enfin ceux qui n'existaient pas encore sous cette forme et qui ont su traduire les aspirations d'un bon nombre de nos militants soucieux de faire vivre le débat.

Eh bien ! Chers camarades, le vote des socialistes a été comme souvent d'une rare intelligence ou d'une exceptionnelle malice, chacun a pu considérer avoir atteint ses objectifs. Trois sujets majeurs ont été évoqués dans nos échanges et notamment dans la commission des résolutions. D'abord le financement de la protection sociale, il s'agit d'une question, celle de l'élargissement des cotisations à l'ensemble de la valeur ajoutée et non plus les seuls salaires, qui figure dans nos travaux de congrès depuis longtemps, l'idée figurait déjà dans nos propositions de 1997, il faut avouer qu'elle n'a pas fait l'objet d'une application intégrale, notamment dans l'accompagnement des 35 heures, chacun hier en a reconnu la pertinence mais aussi la difficulté.

Nous nous sommes donc les uns et les autres - et je veux ici saluer ce consensus- retrouvés pour fixer cet objectif à l'horizon de la prochaine législature et pour envisager une mise en œuvre par étapes et de façon maîtrisée.

Second sujet : la politique de redistribution et notamment les salaires, refusons la caricature qui voudrait qu'il y ait d'un côté ceux qui se préoccuperaient du seul emploi et négligeraient le pouvoir d'achat des salariés ou des plus modestes et de l'autre ceux qui ne seraient mus que par l'idée du partage, au risque d'altérer la croissance.

Nous avons trop de respect les uns pour les autres pour en rester là. Nous affirmons ensemble qu'il est possible, grâce à la politique économique que nous avons su mener depuis 1997, de créer des emplois et de modifier le partage de la valeur ajoutée entre capital et travail et même si tout ne relève pas de l'action

de l'Etat et qu'il faut quand même rappeler que le rapport de forces au sein de l'entreprise est aussi décisif et que tout ne se décide pas d'en haut.

Nous avons fixé ce cap dans le cadre de la gauche plurielle et je ne vois pas pourquoi les socialistes dans leur congrès devraient aller plus loin que ce que nous avons décidé avec nos partenaires au début de ce mois, au nom d'un principe de calendrier, dans une motion de congrès.

Sur la démocratie sociale enfin, nous avons tous reconnu la nécessité d'en modifier les règles.

Nous avons tous reconnu la nécessité d'en modifier les règles. Nous sommes tous en faveur d'un changement des principes de représentativité.

Nous sommes tous en faveur d'accords majoritaires, une loi devra fixer les principes et les modalités de ce nouveau paritarisme, au risque sinon d'ailleurs de le perdre en chemin.

J'ai proposé que le PS rencontre l'ensemble des organisations syndicales de ce pays pour engager l'indispensable concertation avant d'en arriver aux principes que nous définirons en commun.

Nous avons aussi rappelé hier tous notre condamnation de la refondation sociale du MEDEF, qui n'est ni sociale, ni une refondation.

De ses objectifs, comme de ses formes, est confirmée la suprématie de la loi sur le contrat pour respecter l'ordre public social.

Alors, c'est vrai, nous nous sommes séparés sur un point : sur l'agrément à donner à l'accord UNEDIC.

Nous avons considéré que dès lors que ce qui nous avait mobilisé à juste raison, le caractère obligatoire du PARE, les changements des règles du code du travail en matière de sanctions, la mise en cause du service public de l'emploi, l'utilisation des excédents pour exclusivement baisser les cotisations, tout cela avait été retiré, levé, abandonné sous la pression du gouvernement.

Il faut dire que celui-ci avait obtenu gain de cause, et il n'y avait pas de raison, à nos yeux, de faire comme si rien ne s'était produit, au risque de rendre illisible notre propre action et finalement incompréhensible notre argumentation.

Il n'y aura donc pas de synthèse.

C'est finalement l'honneur de chacun de considérer qu'une différence bien identifiée vaut mieux qu'un accord confus.

Il y aura une majorité et une minorité. Cette situation n'est d'ailleurs pas nouvelle dans notre parti.

Nous n'en avons pas collectivement souffert ni même individuellement, au point même qu'au bout de deux ans, et sans rien renier des différentes analyses, chacune des sensibilités minoritaires avaient fini par accéder à la direction du parti, même si certaines étaient déjà rentrées au gouvernement préalablement, comme quoi le parti peut avoir, sur ce point, aussi du retard par rapport au gouvernement, ou comme d'autres de l'avance par rapport au Parti.

Je suis encore prêt aujourd'hui, au regard de l'importance des échéances à venir, à faire ce travail de rassemblement.

Il y a donc des chances sérieuses que je sois encore votre premier secrétaire pour trois ans, puisque je suis, encore à cette heure, le seul candidat.

D'ici là, il me reviendra, si les militants le décident jeudi prochain, de tenir compte de toutes les aspirations manifestées dans le congrès, de faire vivre le débat et de préparer collectivement notre projet afin d'assurer la mobilisation de tous en 2002 et donc le succès de notre parti et de la Gauche plurielle.

Nous avons voulu faire de ce congrès, la première étape de l'élaboration de notre projet. Ce projet ne doit être ni une répétition de nos engagements, ni un catalogue de mesures nouvelles.

Il doit prendre en considération les défis nouveaux que nous lance le capitalisme mondialisé et l'extension continue de la sphère marchande.

Il doit s'appuyer sur les aspirations des citoyens à plus d'autonomie mais aussi à plus de solidarité. Il doit partir du rôle que doivent jouer ensemble les acteurs publics à l'échelle nationale comme au plan européen et qui sont les seuls instruments légitimes puisque issus du suffrage universel.

Trois principes doivent nous guider pour bâtir l'architecture de notre projet :

L'exigence de long terme : il ne s'agit plus simplement de répondre à l'urgence ou de traiter tel ou tel impératif conjoncturel mais d'inscrire l'action dans la durée. Il nous faudra du temps parce notre œuvre

exigera une confrontation d'ampleur.

Le deuxième principe, c'est la nécessité de penser global. Il n'est plus possible de rester confiné dans le seul cadre national.

Le troisième principe qui doit nous guider pour le projet, c'est de mettre en œuvre les régulations face à la prétention des marchés de dicter leurs normes, leurs références et d'imposer le seul critère de l'argent aux activités humaines. Cette régulation doit être double : elle doit être celle de l'Etat, et des acteurs publics et notamment de l'Europe, mais aussi celle des citoyens à travers de nouveaux droits.

C'est cette conjugaison du pouvoir politique et de l'extension du droit qui peut répondre efficacement à l'ampleur du défi qui nous est posé. C'est cette alliance qu'il faut créer entre les citoyens et leurs représentants, qu'il faut nouer.

La crise de la citoyenneté, l'indifférence civique, l'effacement du politique sont à la fois les révélations de la difficulté d'air mais aussi les freins à une véritable régulation de la puissance des marchés.

A l'occasion de ce congrès, nous avons précisé un grand nombre d'objectifs.

J'en retiens trois : Le plein emploi, pleine citoyenneté, La pleine égalité.

Face au chômage, nous avons peut-être fait le plus difficile, inverser la courbe. Mais, paradoxalement, le plus dur reste à accomplir. Il s'agit de favoriser le retour à ce qui a été longtemps un slogan, un mythe : le plein emploi, mais aussi de permettre l'accès de chacun au bon emploi pour éviter que le bonheur statistique ne cache le malheur individuel, celui des travailleurs pauvres qui ne pointent plus que sporadiquement à l'ANPE, mais ne gagnent plus que partiellement leur vie.

Les socialistes doivent donc avancer de nouvelles propositions : au-delà de la pénalisation financière des entreprises qui recourent abusivement aux formules précaires, il convient d'engager une vaste réforme de la formation permanente pour donner à chacun, à tout moment de sa vie, le droit d'accéder aux qualifications nouvelles dans le cadre d'une éducation conçue sur toute la vie.

Mais dans le même temps, il nous faut répondre aux jeunes qui aspirent légitimement à une autonomie



En compagnie de Robert Hue

financière pour mener leurs études, ou pour faire face à la recherche d'emploi. L'idée – et elle vient du Mouvement de la jeunesse socialiste – serait d'attribuer une allocation-formation permettant aux moins de 25 ans, en contrepartie d'un parcours qualifiant, de construire leur avenir.

C'est quand même une plus belle perspective que la débrouille dans l'attente du RMI.

L'urgence c'est aussi le chômage de très longue durée qui ne peut plus être traité par les mesures traditionnelles. C'est un véritable contrat de retour au travail qui doit être proposé à des personnes afin de les ramener sans doute, sur plusieurs années, vers l'activité.

Le plein emploi, véritable nouvelle frontière pour les socialistes est une façon d'aller vers la pleine citoyenneté.

Nos institutions ont fait la démonstration depuis trop d'années de leur lourdeur et de leur inadaptation à agir vite et dans la transparence.

Les socialistes qui ont fait avancer les idées sur la parité, et il y en a encore beaucoup à faire y compris au Parti socialiste, le mesurent régulièrement. Sur la limitation du cumul des mandats, il y a peut-être encore à faire... l'indépendance de la justice parce qu'il faut aller jusqu'au bout, et le quinquennat, mais cela est déjà fait !

Nous avons d'autres ambitions : l'affirmation du président citoyen mais il y aurait tant à dire, que nous ne le dirons pas.

Le renforcement des droits du Parlement pour rééquilibrer exécutif, législatif, et le lancement du deuxième axe de la décentralisation pour

plus de démocratie, de proximité, plus d'efficacité dans la prise de décision, plus de clarté dans la responsabilité mais aussi plus de solidarité entre les territoires.

Enfin, il faudra bien aller dans nos propositions vers la reconnaissance de principes fondamentaux avec l'exercice du vote aux élections locales pour les résidents étrangers. La lutte contre toutes les formes de discrimination, au nom même du principe de laïcité, et le droit à une justice rapide et impartiale, dotée de moyens accrus pour agir contre toutes les formes de délinquances, des trafics, et aussi pour ne pas faire des prisons, les nouvelles oubliettes de notre société.

La citoyenneté c'est aussi l'introduction de droits nouveaux : en faveur des salariés pour les rendre plus informés des décisions qui les concernent, davantage respectés dans leur travail et présents dans les lieux de décision, de direction des entreprises d'une certaine taille.

La "pleine égalité" passe par la réhabilitation des services collectifs que la dynamique aveugle des marchés rend encore plus nécessaire.

L'éducation et la santé constituent les éléments majeurs du pacte social ; elles révèlent par leurs insuffisances ou leurs progrès l'état d'une société. Et nous devons, là aussi, prendre de nouveaux engagements pour interdire cette forme de reproduction sociale de destins individuels, pour lutter contre l'échec scolaire, pour faire un formidable effort qualitatif et quantitatif et pour donner davantage aux régions, aux départements, aux publics les plus en difficulté.

Voilà le sens de notre projet qui s'esquisse.

Mais pour mener à bien ce rendez-



“

**Cette force
vient du sens
de l'État
de Lionel Jospin**

vous avec les Français de 2.002, il faut un parti vivant dans une Gauche plurielle. Nous abordons les échéances qui viennent avec un atout décisif : la force et l'unité de notre parti.

Sa force, c'est d'être la première formation politique de France en suffrages comme en élus, c'est d'avoir été capable, depuis 1997, de gagner toutes les élections, législatives, régionales, cantonales, européennes où nous sommes arrivés en tête pour la première fois depuis 1979.

Cette force, elle vient des résultats de notre gouvernement. Elle vient du sens de l'État de Lionel Jospin mais aussi de notre image de parti apaisé et uni. Nous en avons fait l'éclatante démonstration au cours de ce congrès et ce rassemblement

n'a pas nui au débat. Il l'a même permis.

Je n'ignore pas, chers camarades, les sensibilités qui nous traversent, celles qui sont nées de ce congrès, d'autres plus anciennes et qui perdurent, certaines plus nouvelles sans être toujours déclarées, peu m'importe au demeurant si ce sont les idées qui en sortent victorieuses mais je veillerai toujours, comme premier secrétaire, à ce que nous ne retombions jamais ni dans les travers d'hier, ni dans les compétitions virtuelles par rapport à des échéances souvent lointaines et l'expérience nous l'a prouvé, généralement imprévisibles.

La démocratie militante d'ailleurs nous prémunit contre toutes ces menaces. Elle nous permet de désigner partout et dans de bonnes conditions nos responsables comme nos candidats mais, si je connais notre force, je mesure aussi nos faiblesses.

Elles ne sont d'ailleurs pas nouvelles. La première tient à notre difficulté d'accueillir ou de retenir dans nos rangs toutes les classes d'âge et toutes les couches sociales. Nous sommes présents dans la jeunesse, grâce à MJS particulièrement dynamique, mais nous connaissons un creux générationnel des 25-35 ans, alors même que cette catégorie

nous est la plus favorable au plan électoral.

Ce paradoxe s'explique par l'impossibilité de mener de front l'entrée dans la vie professionnelle, l'accomplissement de la vie sentimentale et familiale, et l'exigence du militantisme politique, mais aussi par la lourdeur de nos modes de fonctionnement, par l'opacité de nos règles de décisions, par la capacité ou l'incapacité qui est la nôtre de consulter plus régulièrement les militants autrement que par des textes souvent trop lourds et qui gardent de la lecture les milieux les plus populaires.

Ces phénomènes n'expliquent pas tout, mais permettent de comprendre sans la justifier la participation insuffisante à nos grandes consultations militantes. Les débats ne sont pas suffisamment lisibles et interviennent en fin de processus sur des textes plus souvent élaborés d'en haut que partis de la base militante.

C'est pourquoi je propose une nouvelle méthode pour la préparation de notre projet et de notre programme. Elle vise à donner aux militants un rôle majeur. Nous consulterons en amont les fédérations du parti sur les principaux thèmes de notre projet, pour recueillir tout au long de l'année 2001 les avis, les

suggestions, les propositions afin de les soumettre à au moins 4 conseils nationaux programmatiques qui en retiendront l'essentiel et feront les arbitrages nécessaires.

Le vote des militants consacrera à chaque fois la démarche et le texte issu de notre réflexion collective.

Cette méthode présentera l'avantage de revivifier nos conseils fédéraux et surtout notre conseil national où tout le monde veut aller et où personne ne vient !

Mais cette méthode présentera aussi l'avantage de donner aux premiers fédéraux leur rôle d'animateur politique au-delà de la préparation souvent difficile, exigeante de nos rendez-vous électoraux.

À cet égard, j'envisage de réunir régulièrement un conseil des premiers fédéraux afin de les intégrer davantage aux délibérations politiques du plan national.

Mais, au-delà du projet qui mobilisera toute notre énergie, qui exigera un dialogue du parti, pas simplement avec lui-même, mais avec l'ensemble des forces vives de la société, et pas simplement les experts, nous aurons à préparer plusieurs échéances majeures.

Chers camarades, tout au long de ces précédents mois, tout au long de ces débats de congrès, vous fournissez par votre travail militant, par votre présence ici pendant trois jours, la plus belle réponse. Vous donnez surtout votre temps, loin des vôtres, la preuve que l'action publique a une valeur sans pareille et qu'elle est à l'origine de la plus belle des entreprises humaines, l'aventure démocratique.

Votre présence, notre rassemblement dans ce congrès aujourd'hui, c'est l'affirmation de la nécessité ardente d'espaces publics de débat et de notre détermination pour les élargir.

Votre présence est un encouragement à s'engager, s'engager pour la démocratie, s'engager pour le plein emploi, s'engager contre les inégalités, s'engager pour l'Europe, s'engager parce que c'est le réconfort pour ceux qui savent que seule l'action commune, l'action solidaire, l'action militante, l'action fraternelle, bref, l'action politique est porteuse d'égalité et de justice. Et j'ai même, chers camarades, l'immodestie de penser que les socialistes, en poursuivant passionnément leur idéal, servent en définitive la cause même de la démocratie et c'est pourquoi je vous en remercie tout chaleureusement.

Lionel Jospin (extraits)

Je suis déjà venu à Grenoble pour un congrès, en 1973. Je n'ai d'ailleurs pas pu relire mon discours d'alors... car il n'y en avait pas ! Mais j'ai relu mon discours de Brest, en 1997. Nous posons alors les fondations de notre action. Depuis, nous n'avons pas défail, mais construit. L'orientation que nous avions définie à ce moment-là avec les militants, nous ne l'avons pas démentie, mais appliquée.

Ce congrès de l'an 2000 se tient au bon moment. Ce n'est pas un congrès post-victoire, ce n'est pas un congrès préélectoral, il dispose d'un recul suffisant, il a le temps de donner l'élan nécessaire. C'est un congrès d'étape, de réflexion, de rassemblement et d'échange.

Ce congrès est celui d'un parti au clair avec lui-même, en paix et fraternel dans sa vie interne, débattant sans enjeux de pouvoir, apprécié par les Français, moteur dans la Gauche plurielle, influent sur le gouvernement et respecté par le gouvernement, doté, jusqu'à maintenant, d'un premier secrétaire talentueux et apprécié.

Tout cela, à mon sens, la non synthese ne le change pas et, d'ailleurs, ceux qui se sont exprimés au nom des motions l'ont dit.

Je suis là parce que je suis des vôtres, je suis là pour témoigner de l'expérience gouvernementale, de ses acquis et de ses perspectives, je suis là pour apporter mes réponses à des questions qui ont été posées.

Ces trois ans et demi au pouvoir ne m'ont pas éloigné de vous ni de la majorité plurielle. Ces trois ans et demi m'ont encore rapproché des Français. J'ai, avec les ministres qui m'entourent, constamment travaillé pour eux. Ce lien, tous les autres ministres, nos élus, nos responsables et nos militants, l'ont éprouvé et fait vivre.

■ Une relation démocratique vivante ■

Et effectivement, c'est le premier point que je voudrais développer de-

vant vous, nous avons noué une relation démocratique vivante avec les Françaises et les Français.

La vie politique de notre pays nous offre un paradoxe. Le scepticisme à l'égard de la politique, ou du politique, reste présent. Donc, cela nous concerne aussi comme force politique. Et pourtant, le gouvernement et le Parti socialiste se tiennent à un niveau de confiance rarement constaté après trois ans et demi d'action gouvernementale.

Pour préserver ce lien avec les Français, essentiel pour agir en démocratie, nous devons, vous et nous, tenir un langage de vérité, conserver la volonté d'agir, montrer notre vision de l'avenir.

■ Tenir un langage de vérité ■

Ce qui fait la force relative de l'équipe gouvernementale et de la majorité qui la soutient, c'est que nous avons tenu nos engagements, nous avons fait, ou sincèrement essayé de faire quand la réalité se révélait plus dure, ce que nous avions dit. Et cela, les Français le ressentent.

Il faut garder précieusement cette attitude d'honnêteté intellectuelle et de respect démocratique. Nous devons bien mesurer et dire honnêtement à nos compatriotes ce que la situation de notre pays a de contrasté.

Tout n'est pas toujours possible en même temps, et nous devons, avec les Français, faire des choix. Cela suppose de les entendre, cela implique de les traiter en citoyens conscients, sans manipulation, pour tenter de faire vivre une démocratie éclairée et préparer avec eux l'avenir de notre communauté nationale.

Nous devons à nouveau clarifier la question de la cohabitation.

Il semble en effet que ce débat reprend dans la presse et aussi chez certains responsables politiques.

Pour moi, les choses sont simples. Respecter les Français, c'est aussi respecter leurs choix politiques. La cohabitation a résulté des choix des Français, nous la respectons.

Elle n'est pas le meilleur des systèmes.

Jusqu'ici, elle n'a pas empêché le gouvernement de gouverner, de travailler, de réformer. Mais puisque, cette fois-ci, la cohabitation aura été longue, il serait, je crois, vraiment souhaitable qu'à l'issue de cette période, sans doute en 2002, les Français rétablissent la cohérence de l'exécutif qui est la norme en démocratie et une meilleure garantie d'ambition pour le pays et d'efficacité.

Quant aux rendez-vous démocratiques de 2002, ils devront se faire dans la clarté.

Au moment où les candidatures individuelles se multiplient, j'imagine qu'il suffit aux socialistes de dire qu'ils régleront cette question collectivement et selon leurs règles, au moment nécessaire. Là n'est donc pas mon propos.

Mais un débat s'amorce, qui est tout sauf mineur, sur l'ordre et le sens des élections législatives et présidentielle et comme je ne veux esquiver aucune question et que c'est devant le congrès de ma formation politique (et qu'il n'y en aura pas d'autre tout de suite) que ces choses-là doivent être évoquées, j'en dis un mot.

Nous avons des institutions dont nous connaissons l'esprit. Nous avons commencé à les réformer, notamment par le vote des Français en faveur du quinquennat. L'ordre ac-

tuel des élections, tel qu'il est prévu, résulte des hasards de la vie et de la politique. Nombreux sont ceux qui pensent qu'il n'est pas cohérent.

Ce qu'il nous faut souhaiter, c'est que le printemps 2002, celui des grands rendez-vous démocratiques dans lesquels le peuple s'exprime et tranche, ne soit pas un printemps de la confusion et des choix de convenance, mais un printemps de la clarté.

La portée de chaque élection dans notre vie nationale doit être respectée et le déroulement des deux doit pouvoir se faire de façon ordonnée et digne. C'est pourquoi le débat qui s'engage est légitime et doit conduire les uns et les autres, y compris nous-mêmes, à se déterminer le moment venu.

Par cette attitude de vérité, nous contribuons, je l'espère, à la réhabilitation du politique. Mais la politique c'est aussi, et c'est d'abord, une volonté.

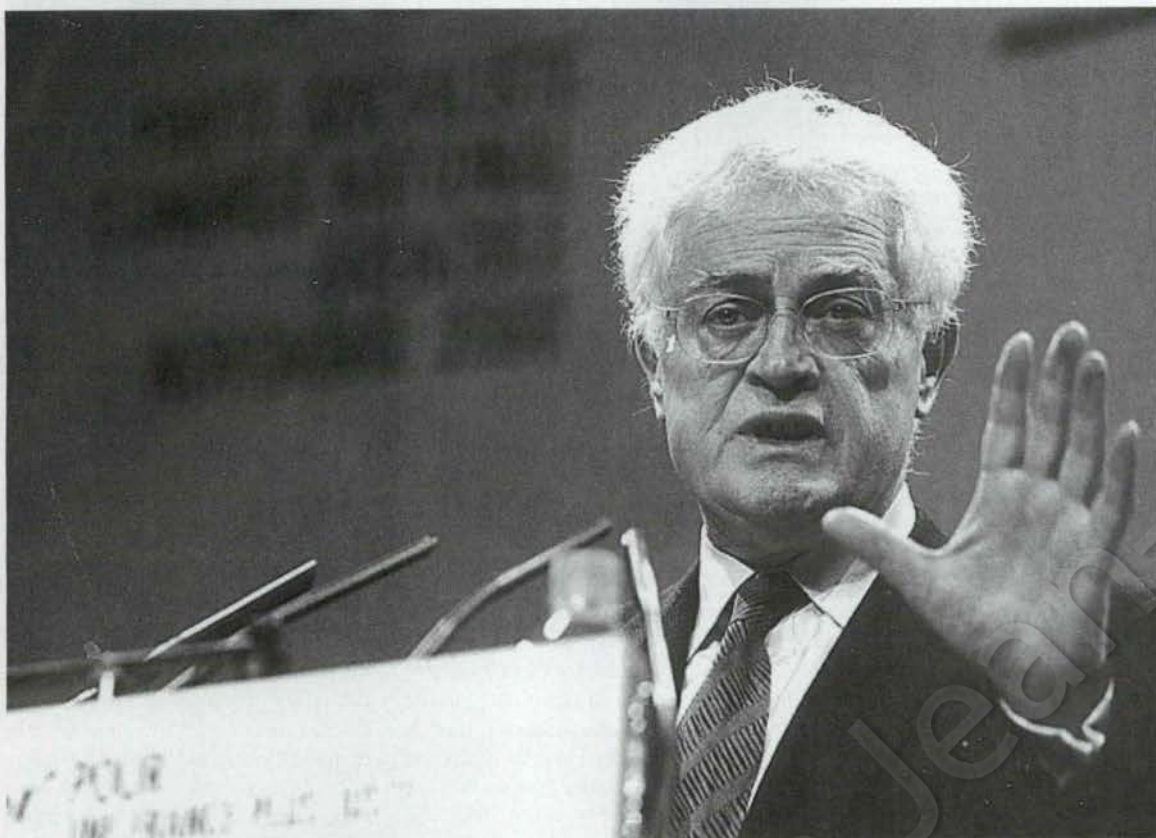
Nous devons donc conserver la volonté d'agir.

■ Nous réussissons sur le chômage ■

Le nombre d'emplois créés en France est plus élevé aujourd'hui qu'au cœur des "Trente glorieuses". Depuis 1997, près de 1 500 000 emplois ont été créés en France. Le chômage a fortement baissé : 870 000 chômeuses et chômeurs en moins. Le taux de chômage a baissé

Discussion avec le secteur Communication





de 12,6 % à 9,5 %. Le chômage de longue durée recule grâce à des programmes spécifiques. Il en va de même du chômage des jeunes. Le cœur du chômage de masse se rétracte.

■ Nous avançons sur l'exclusion ■

Les premiers signes d'un recul de l'exclusion commencent à apparaître : le Secours catholique se réjouit d'un moindre afflux dans ses permanences ; Médecins sans frontières projette de fermer certains de ses centres d'accueil. Pour la première fois depuis la création du RMI, le nombre des allocataires recule.

Cette exclusion, nous nous sommes donné les moyens de la faire reculer : l'impulsion donnée à la croissance d'abord, la loi contre les exclusions, la couverture maladie universelle, les réformes sociales efficaces pour favoriser le retour à l'emploi ont produit de premiers effets. Il faut poursuivre nos efforts dans le sens d'une société du travail et de l'intégration.

■ Nous butons encore sur l'insécurité ■

L'insécurité est une inégalité sociale de plus. Le gouvernement a

pris à bras le corps le problème : la police de proximité, les contrats locaux de sécurité, mais aussi la définition d'une déontologie pour les forces de sécurité vont dans ce sens.

Mais cette bataille est loin d'être gagnée. Le chômage, les discriminations, les destructions sociales et familiales pèsent lourd. Cela, pourtant, ne supprime pas les responsabilités individuelles dans les comportements délictueux. C'est donc un travail de longue haleine de prévention, de dissuasion, de répression mais aussi de réinsertion qui s'accomplit et que nous allons poursuivre.

■ Nous devons montrer aux Français notre vision de l'avenir ■

En France, nous menons une action résolue.

L'horizon s'est éclairci. La société française redevient progressivement mobile. Même si beaucoup de nos concitoyens vivent encore difficilement, demain n'est plus condamné à être plus sombre qu'aujourd'hui.

Nous voulons installer durablement le pays dans le flux de croissance nouvelle, et nous voulons le faire au bénéfice de tous.

Nous voulons travailler à apaiser les tensions, à réduire les inégalités, à rendre la société plus ouverte en

luttant pour l'égalité des chances et contre toutes les discriminations.

Nous voulons aussi une France assurée de son identité qui s'inscrit résolument dans la modernité technologique et économique sans s'y réduire, parce qu'elle entend rester une communauté de valeurs et de destin.

■ Nous nous saisissons du levier européen ■

Le choix de l'euro s'est révélé un choix stratégique, qui a soutenu la croissance au lieu de corseter l'expansion économique. La présidence française est l'occasion de faire progresser des priorités que les Français et les citoyens européens reconnaissent comme leurs. Je n'oublie pas l'indispensable réforme des institutions. Et nous aurons bientôt, face à la perspective de l'élargissement, à proposer un modèle d'organisation politique rénové pour l'Europe.

■ Nous cherchons à réguler l'espace mondial ■

Nous agissons pour que les organisations internationales, en particulier celles des Nations unies, jouent pleinement leur rôle et s'ouvrent aux exigences sociales, environnementales ou sanitaires.

Chers camarades, si notre relation avec les Français repose sur l'écoute que nous portons à leurs attentes, elle est aussi fondée sur le projet que nous mettons en œuvre dans la durée.

■ « Nous gouvernons à gauche dans la durée » ■

C'est le deuxième point que je voudrais évoquer devant vous : nous gouvernons à gauche dans la durée.

Gouverner "à gauche" dans la durée peut paraître à certains aller de soi. Historiquement, cela n'a pas été souvent le cas.

Dès le départ, rompant avec la fameuse, peut-être la fumeuse, théorie des cent jours, nous avons choisi d'inscrire notre action dans la durée. Si, dans les bons résultats économiques d'aujourd'hui, la conjoncture internationale a joué son rôle, n'oublions pas que cette conjoncture s'est dégradée dès l'été 1997 jusqu'au début de l'année 1999, sous l'effet des crises financières répétitives. N'oublions pas non plus qu'avec la même monnaie, les mêmes taux d'intérêt, le même espace, nous avons obtenu des résultats supérieurs à la moyenne des pays européens. Nous avons cherché une synthèse, et trouvé le cheminement le plus juste.

C'est là le sens d'une politique économique et sociale de gauche et moderne.

Une politique qui se fixe les fins qui sont celles de la gauche : la croissance, l'emploi pour tous, la justice sociale, la puissance industrielle de nos entreprises, le pouvoir d'achat. Mais une politique qui sait utiliser au service de ses fins des moyens diversifiés et des programmes volontaristes, comme les 35 heures ou les emplois jeunes.

La croissance étant là et le chômage reculant, sont posées plus vigoureusement la question de la redistribution et celle du pouvoir d'achat.

Personnellement je n'ai jamais opposé croissance et redistribution, emploi et pouvoir d'achat. Je ne vois pas pourquoi il faudrait sacrifier la lutte contre le chômage au pouvoir d'achat ou sacrifier le niveau des salaires à la lutte contre le chômage.

Non seulement la croissance est aujourd'hui plus forte, mais elle est

mieux partagée qu'hier. La masse salariale et le pouvoir d'achat ont augmenté, mais d'abord au service de ceux qui retrouvent avec un emploi un revenu, et n'était-ce pas et n'est-ce pas toujours notre priorité ? Faire reculer le chômage, c'est faire reculer la première cause d'inégalité dans notre pays.

Quelles sont nos responsabilités en matière de pouvoir d'achat ?

Dans le secteur privé dominant en France, le gouvernement n'est pas un acteur direct, il a pourtant pris par ses allègements sur la CSG des mesures indirectement favorables aux salaires modestes ; par les allègements d'impôts, le gouvernement accroît le revenu disponible des Français.

Dans la fonction publique, la responsabilité du gouvernement est directe. En 1998 nous avons conclu un accord fonction publique positif pour les salariés. Une nouvelle négociation se profile, nous souhaitons qu'elle débouche positivement. Il faut quand même mesurer le coût élevé qu'a pour les dépenses publiques l'augmentation des mesures salariales dans la Fonction publique. Je souhaite donc que la discussion qui va s'engager se conclue par un compromis raisonnable.

Notre philosophie est claire : nous sommes pour une société du travail, une société où la lutte contre le chômage reste la priorité absolue du gouvernement, où les droits des chômeurs sont préservés. C'est le sens de la bataille menée sur l'UNEDIC par le gouvernement.

Refuser pendant plusieurs mois d'agréer une convention présentée par les gestionnaires du système, au risque de voir éclater le paritarisme, n'était pas très facile. Nous n'avons pas voulu céder aux ultimatus, nous n'avons pas admis que le contrat commande à la loi, nous n'avons pas accepté un système de sanction obligatoire pour les chômeurs. Nous avons demandé aussi que les finances publiques recueillent une juste part de la contribution apportée au rétablissement des comptes de l'UNEDIC par notre politique, et notamment la baisse du chômage.

Mais aujourd'hui, puisque ce texte est un progrès et non une régression pour les chômeurs, puisque ce projet de convention nous est désormais présenté dans le champ de compétences des gestionnaires sociaux, nous ne ferons pas le choix de pro-

voquer, par à priori politique, l'éclatement du paritarisme et l'étatisation de l'UNEDIC. Ce serait une faute politique.

Le texte de cette convention n'a pas été rédigé par nous. Nous l'avons simplement rendu acceptable. Nous sommes saisis dans les formes normales de l'agrément d'une convention et nous ne pouvons pas nous référer au concept d'accord majoritaire, même si je suis ouvert à l'idée de discuter, peut-être d'abord avec les partenaires syndicaux, pour savoir s'ils sont prêts à aller dans ce sens de la prise en compte d'accords majoritaires. Mais nous ne pouvons pas nous fonder sur ce concept, parce qu'il n'est pas dans la loi.

Pour conclure sur la politique économique et sociale, je voudrais dire que nous sommes sur la bonne trajectoire. Nous n'avons pas de raison de changer de politique, gardons le cap et maintenons l'allure.

Chers camarades, gouverner à gauche c'est savoir ouvrir des espaces de liberté, donner de nouveaux droits aux Français, faire bouger la société.

C'est ce que nous avons fait hier, avec la parité, qui permettra aux élections municipales de mars prochain, dans les communes de plus de 3 500 habitants, à autant de femmes que d'hommes d'entrer dans les conseils municipaux aux postes de responsabilité, avant de se mettre à conquérir d'autres chasses gardées. Avec le PACS, qui est affaire d'égalité et de dignité. Avec le quinquennat, qui nous a permis d'honorer nos promesses de la présidentielle 1995 plus tôt que prévu.

C'est ce que nous faisons aujourd'hui avec l'accès à la pilule du lendemain, le Norlevo, avec la réforme de l'IVG.

C'est ce que nous ferons demain avec la nouvelle étape de la décentralisation, avec la prestation autonomie, avec les nouveaux droits des malades, avec des avancées sur le dossier des retraites, avec la réforme de l'Etat -réforme des marchés publics, réforme des procédures budgétaires-, avec le traitement attentif du nouveau défi de la sécurité alimentaire, avec la révision des lois bioéthique, avec la priorité donnée à la protection de l'environnement. À cet égard, je regrette qu'un accord n'ait pas été trouvé à la Conférence de La Haye sur l'effet de serre.



Dégustation de viande bovine en compagnie de Jean Glavany et François Hollande.

Chers camarades, ce qui doit nous donner confiance dans l'avenir face à l'atonie et aux divisions de la droite, c'est la conscience de la modernité du projet de la majorité plurielle et de l'action des socialistes, c'est le troisième et dernier point que je voudrais évoquer devant vous.

■ La modernité du projet ■

La majorité plurielle est une construction politique moderne. Dans l'histoire de la République, jamais une majorité d'alliance à gauche n'a eu une aussi longue existence.

Cette majorité est pour moi une façon de renouer, par-delà les divisions anciennes de la gauche ou les tentations d'alliances centristes d'hier, avec la vieille aspiration à l'unité des forces populaires. Mais en même temps, cette ancienne Union de la gauche s'est élargie, renouvelée.

La majorité plurielle dure parce qu'elle réussit, elle dure aussi parce que chacune des forces, tout en pouvant affirmer sa personnalité, a fait le choix stratégique de long terme de la solidarité au sein de cette majorité.

La majorité plurielle est notre bien commun. Elle est aussi une responsabilité partagée. J'ai toujours dit que le gouvernement, s'il tirait sa légitimité du vote des Français en 1997, trouvait sa pérennité dans le soutien de la majorité parlementaire. Sans elle, tout s'arrêterait. Mais ce soutien n'a jamais fait défaut, et le gouvernement examinera donc les conclusions qu'il doit tirer du sommet de la majorité plurielle pour nourrir ses décisions.

Ce qui est vrai depuis trois ans et demi le restera pour moi dans l'avenir. Ce choix stratégique, essentiel, fait dans les années d'échec et de reflux, doit rester pour nous, socialistes, une orientation fondamentale en métropole comme en outre-mer.

Mes chers camarades, nous proposons aussi un socialisme adapté à notre temps. Nous participons à l'Internationale ou au Parti des socialistes européens mais, en même temps, nous traçons notre propre chemin.

La troisième voie, si à la mode il y a trois ans, est désormais comprise pour ce qu'elle est : une démarche nationale marquée par l'histoire particulière du Parti travailliste, adaptée peut-être au contexte britannique, marquée fortement par le libéralisme mais, au bout du compte, guère exportable.

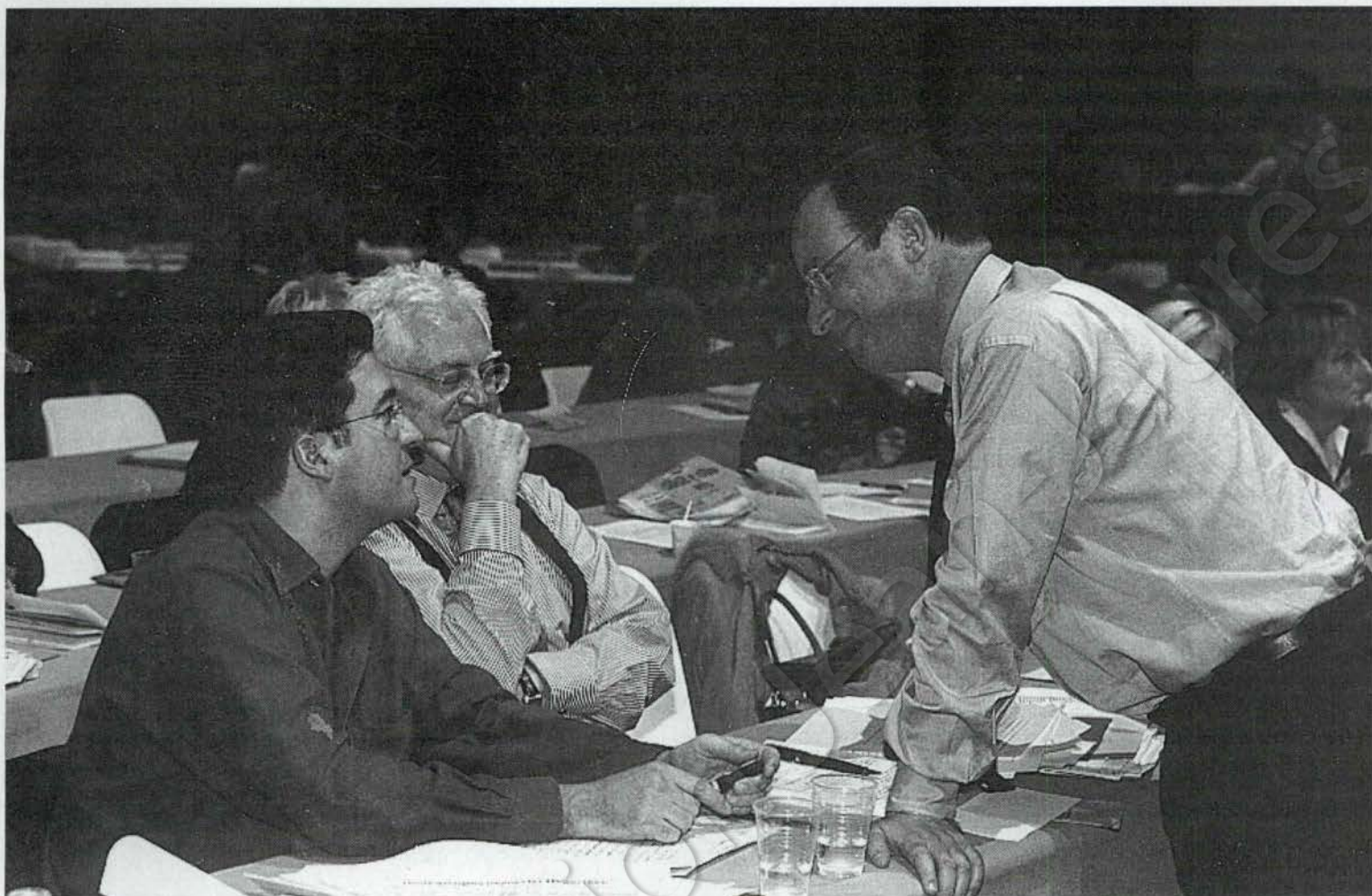
Eh oui, nous menons bien une politique de gauche authentique et aussi une politique qui réussit, car il ne devrait pas être interdit d'être de gauche et de réussir.

■ Nous restons fiers de nos valeurs et de notre identité ■

L'originalité de notre vision politique repose sur trois convictions :

Nous savons que des analyses doivent être modifiées, que des concepts se sont usés. Mais les dépassements que nous avons opérés ne sont pas des reniements. Nous restons fidèles à nos valeurs.

Le premier creuset de l'égalité, c'est l'école. Aujourd'hui, au moins quantitativement, la démocratisation de l'enseignement est achevée. Le chômage de masse recule, les



nouvelles technologies se diffusent au sein de l'Education nationale.

Le combat pour l'égalité des chances et celui de la qualité de l'enseignement doivent, et peuvent, être menés de front, c'est d'ailleurs le sens profond du plan pluriannuel lancé par le gouvernement. Il ne s'agit pas seulement de mettre en œuvre les moyens supplémentaires, mais de maîtriser l'avenir et d'affirmer notre confiance dans l'école de la République.

■ Nous restons fiers de nos valeurs et nous restons critiques face au capitalisme ■

Nous savons bien que nous évoluons en son sein. Mais nous faisons la différence entre l'économie de marché et le capitalisme. Le marché est une technique efficace et souple, mais qui ne vaut que si elle est régulée. Le capitalisme, lui, reste un système générateur d'inégalités, de gaspillages et souvent de domination.

Ce système a donc besoin d'être économiquement régulé, socialement contenu et politiquement maîtrisé. C'est le rôle d'un pouvoir démocratique.

C'est pourquoi l'économie est politique. Elle est affaire de choix et ces choix doivent être collectivement débattus, délibérés et décidés avec le peuple.

La société française reste parcourue de lignes de partage entre groupes sociaux. Ces groupes ont évolué et leurs frontières sont plus mouvantes. Mais nous ne croyons pas à la vision naïve - à moins qu'elle soit intéressée - d'une société sans heurts, sans conflits, sans rapports de forces, où chacun, s'il y met un peu du sien (et s'il n'y met pas du sien, il est coupable), peut devenir un « gagnant ».

La vocation du Parti socialiste est de travailler pour le plus grand nombre. C'est le sens de la « nouvelle alliance » entre classe populaire exclue et classe moyenne que j'avais évoquée et c'est l'axe de l'action du gouvernement.

Mes chers camarades, travailler pour le plus grand nombre doit s'entendre aussi au plan international. Faute de temps, je n'évoquerai que deux points. Nous devons lutter contre les inégalités du monde et contre la violence.

Par la réforme de notre politique

de coopération, nous avons remis le développement au cœur de notre politique étrangère. Par nos choix en faveur du désendettement des pays pauvres, par notre politique de non ingérence mais aussi d'appui à la démocratie et aux droits de l'homme, et, on vient de le mesurer en Côte-d'Ivoire, par l'affirmation de la voix de la France et de l'Europe au Fonds monétaire et à la Banque mondiale, nous contribuons à rappeler l'exigence d'un ordre international plus juste.

Cette bataille pour la justice dans le monde suppose aussi de faire reculer la violence. Comment alors ne pas évoquer le retour désespérant de cette violence au Proche-Orient ? Chaque jour s'égrenent dans nos médias la litanie absurde des nouvelles victimes palestiniennes et israéliennes. Quel crève-cœur pour nous de voir le processus de paix se retourner en un engrenage de guerre ! L'Union européenne, le 20 novembre, sous notre présidence, a appelé au sens des responsabilités et exhorté les dirigeants israéliens et palestiniens à respecter intégralement les engagements qu'ils ont pris

à Charm-el-Cheikh, il y a déjà cinq semaines, et à Gaza le 2 novembre.

Il nous faut absolument apaiser les tensions, appeler à la recherche à nouveau de la paix. Hors d'elle, il n'y aura que la violence plus grave et, au bout, le désespoir. La paix est encore possible si nous le voulons et si les acteurs se ressaisissent.

J'ai écouté avec attention les interventions qui se sont succédé à la tribune de notre congrès. Ces interventions m'ont frappé par leur qualité, par leur force souvent, par leur souci de contribuer utilement à notre nécessaire débat, toujours dans un esprit fraternel.

Je me disais qu'elles étaient le signe de la vitalité de notre parti, qu'elles témoignaient que nous avions reconstruit une formation politique forte, rassemblée, vivante, donnant une image digne de la vie politique.

Nous avons redressé la tête après 1993. Nous avons reconquis la confiance des Françaises et des Français en 1997. Nous devons prolonger cette dynamique pour gagner en 2002. C'est la tâche qui est devant nous.

Ensemble, réussir aujourd'hui

Motion finale

Notre congrès de Grenoble, qui s'annonçait déjà comme un moment important, constitue un rendez-vous majeur. Il nous fournit l'occasion de montrer concrètement aux Français quelle est notre conception de la politique, quelle est notre vision de l'avenir et quelles sont nos nouvelles ambitions.

Faire de la politique, pour les socialistes, c'est, en effet, donner de la force aux idées, de l'envie à l'engagement, du sens à nos actes, de la fierté au militantisme.

Notre congrès doit se situer à ce niveau élevé du débat. Il y va de l'image même du PS. Il y va aussi de l'avenir du socialisme qui n'est pas seulement une résistance au capitalisme mais l'aboutissement même de la démocratie, puisqu'il vise à rendre chaque femme et chaque homme maître de son destin.

NOS OBJECTIFS POUR LE CONGRÈS

Mesurer le chemin parcouru

Trois ans et demi après notre arrivée aux responsabilités, nous pouvons porter collectivement un jugement empreint de fierté sur notre bilan, le respect de notre parole, tout en demeurant exigeants sur ce qui nous reste à faire. Plus d'1,3 million d'emplois ont été créés depuis juin 1997, 800.000 chômeurs ont retrouvé du travail, dont beaucoup de jeunes. Notre pays a renoué avec la croissance. Le retour au plein emploi a cessé d'être un mythe pour devenir une perspective crédible. La loi contre les exclusions, celle sur les 35 heures, la Couverture maladie universelle produisent leurs effets. La parité, le PACS, la limitation du cumul des mandats, la réforme de la Justice —freinée par la droite, le quinquennat contribuent à la modernisation démocratique de notre société.

Bref, une grande part de nos promesses de 1997 ont été tenues ou sont en voie de l'être, alors que

nous connaissons une cohabitation inédite dans sa durée comme dans son origine et que rien ne nous a été épargné depuis 1997. Nous avons su gagner la durée grâce à la crédibilité fondée sur la réussite de notre action et grâce à la majorité plurielle qui a su, jusque-là, résister aux épreuves. Nous avons pu ainsi franchir avec succès les échéances électorales de 1998 (régionales et cantonales) et de 1999 (européennes).

Nous n'avons pas pour autant surmonté toutes les difficultés. Nous avons su rééquilibrer la construction européenne en faveur de la croissance, même si nous n'avons pas su en arrêter toutes les dérives libérales. Nous avons favorisé la création d'emplois, cependant la précarité demeure encore trop présente. Nous avons renforcé les acquis sociaux, mais la réduction des inégalités demeure un combat de chaque instant. Nous avons renoué le pacte républicain sans aller jusqu'au bout de nos intentions.

Voilà pourquoi nous n'en avons pas fini avec les engagements que nous avons pris devant les Français.

Voilà pourquoi il nous reste beaucoup à faire.

Répondre aux nouveaux enjeux

En quelques années, le pays a changé, et nous n'y sommes pas pour rien. La confiance est revenue. Le moral des ménages s'est amélioré. L'économie est repartie sur des bases solides. L'idée de progrès s'est de nouveau imposée. La prospérité est là, même si elle prend trop souvent encore des formes insolentes pour celles et ceux qui passent à côté. La France sort incontestablement de la crise, mais les Français ne sortent pas indemnes de 25 ans de secousses économiques et sociales. Les blessures s'appellent exclusions, chômage de longue durée, écarts grandissants entre les revenus et le patrimoine, fractures territoriales. De nombreuses régions portent les cicatrices de la désindustrialisation et du vieillissement démographique, quand d'autres souffrent de la saturation urbaine, de la pollution et des violences qui éclatent aux périphéries des villes pour ne pas dire dans leur cœur.

Le dernier quart de siècle a également été marqué par une montée de l'individualisme et du corporatisme comme par la perte de repères civiques, dont l'une des formes —et pas nécessairement la principale— se traduit par l'abstention aux élections. Et gardons-nous de croire que, parce que l'extrême droite n'est plus unie dans un par-

ti, les slogans qu'elle a portés et scandés pendant deux décennies ont mécaniquement disparu.

Nous sommes donc confrontés à une double demande : celle de la répartition des fruits de la croissance et de la redistribution des richesses après tant d'années de sacrifices et de rigueur, et celle du traitement des maux qui continuent de frapper durement notre société. C'est par la solidarité que nous pouvons répondre aux attentes parfois contradictoires qui nous sont adressées.

La lutte contre le chômage est un élément de la redistribution et l'amélioration du pouvoir d'achat soutient la croissance et l'emploi. Tout se tient.

Relever les défis de la mondialisation

Le monde vit à la fois une révolution industrielle, avec la rencontre de l'informatique, des télécommunications et de l'audiovisuel, un nouvel âge du capitalisme, avec le poids croissant de la finance sur l'économie et un renforcement de la puissance américaine avec l'hégémonie économique et monétaire qui l'accompagne et l'uniformisation culturelle qui la traduit.

Cette configuration de la globalisation est lourde de menaces : la société de l'information qui offre l'opportunité de nouveaux échanges engendre une nouvelle inégalité dans l'accès au savoir et à la connaissance. L'ampleur et la volatilité des flux financiers fragilisent l'économie réelle. Les modes de production et de consommation, faute d'être maîtrisés, altèrent les équilibres de la planète et la logique productiviste appliquée à l'agriculture présente des risques pour la santé humaine.

Dans cette nouvelle période, l'action doit se situer au niveau approprié : les institutions internationales comme l'Europe doivent être mises au service de cette impérieuse régulation.

C'est l'une des raisons majeures de notre engagement européen. Il s'agit de maîtriser la mondialisation par la mise en œuvre d'un projet démocratique à l'échelle du continent.

Notre objectif n'est pas seulement de mettre en place un marché et une monnaie, mais de créer une véritable puissance publique européenne pour conforter les missions fondamentales des Etats : la garantie de l'égalité des chances et de la cohésion sociale, la réduction des risques, l'affirmation de nouvelles sécurités et de nouveaux droits.

pour convaincre demain

Combattre la droite

La droite, depuis 1997, n'a pas retrouvé la confiance des Français. Incapable de porter un discours cohérent, tiraillée entre les libéraux d'un côté et les populistes de l'autre, épuisée par ses querelles internes, dépassée par l'évolution de la société, déboussolée par le comportement d'un président uniquement mû par ses intérêts propres, l'opposition paraît hors d'état d'incarner l'alternance, alors même que la permanence de son électorat et la jonction qu'elle a opérée avec celui de l'extrême droite, lui donne la possibilité de l'obtenir.

La pire faute pour les socialistes serait donc de miser sur les faiblesses de la droite et d'oublier son poids électoral. C'est d'abord sur nos résultats et sur notre projet que nous pourrions convaincre nos concitoyens de poursuivre avec nous le chemin de la réforme.

Préparer le projet pour 2002

Au moment où, de nouveau, le doute s'installe sur la politique, ou du moins sur son image, et où la droite n'a pas d'autre programme que celui du MEDEF, il faut redoubler d'efforts sur l'élaboration du contrat que nous aurons à proposer au pays.

Notre bilan fonde le projet. Mais il ne peut s'y substituer. Il revient donc aux socialistes de continuer à "défricher", selon le mot de Lionel Jospin, c'est-à-dire à inventer l'avenir, à proposer de nouvelles conquêtes sociales, à fixer de nouveaux caps, bref à prendre de nouveaux engagements.

Nous devons y mettre la part de volonté sans laquelle il n'y a pas d'avancée significative dans la voie des réformes et la part de réalisme sans laquelle il n'y a pas de progrès durable.

Nous devons emprunter à l'utopie qui permet l'espérance et au "socialisme du possible" qui la transforme en actes.

Notre congrès n'est donc pas un exercice de style, un moment rituel ou une joute entre motions. C'est la première étape de l'élaboration du programme que nous présenterons aux Français, en liaison avec les composantes de la Gauche plurielle.

Nous serons jugés en 2002 à la fois sur l'importance des réformes que nous aurons engagées

pendant toute la législature, mais aussi sur la dynamique de nos propositions. A nous de comprendre les mouvements de la société et les attentes de la population. A nous d'apporter les réponses appropriées et de faire les choix du progrès. Ce qui suppose l'écoute indispensable, l'anticipation nécessaire et la définition d'une pensée pour éclairer l'avenir.

Un congrès exemplaire

Depuis quelques années, et après les expériences cruelles qui nous ont fait tant de mal, les socialistes ont su se rassembler. C'est notre force par rapport à une droite qui porte plus de querelles que d'idées. Et il règne entre nous un mode de relations, une cordialité dans l'échange qui nous garantissent de faire un congrès dans les meilleures conditions.

Il nous appartient néanmoins d'éviter entre nous les faux débats comme les caricatures pour préserver la crédibilité et l'attractivité de notre parti. **Nous devons écarter les deux écueils sur lesquels le socialisme démocratique a souvent trébuché : l'incantation coupée du réel et le conformisme à l'air du temps. La ligne que nous proposons est celle d'une gauche ferme dans ses convictions et ouverte dans ses méthodes, d'une gauche qui tient ce qu'elle promet et d'une gauche qui -en étendant la Démocratie jusqu'au bout- place le citoyen au cœur de la République.**

Notre congrès ne sera un succès que si nous parvenons d'abord à susciter l'intervention directe des militants, dans leur section ou leur fédération, à travers leurs propres réflexions, afin d'enrichir notre motion. Il faudra ensuite maîtriser nos débats internes, comme nous l'avons fait lors du congrès de Brest où il y avait déjà trois motions, et lors des trois conventions nationales tenues depuis 1997. Enfin, il nous faudra porter attention à ceux qui nous font confiance et qui attendent de nous un langage clair, des orientations mobilisatrices et une dynamique unitaire.

De la qualité de notre congrès dépendra -pour beaucoup- la cohésion de la majorité plurielle. Nous en constituons à la fois le pôle de stabilité et le moteur politique. Cette situation nous confère des responsabilités particulières : nous devons respecter chacune des composantes de la gauche qui apporte à l'ensemble une dimension qui n'appartient à aucune autre, mais nous devons aussi veiller à maîtriser le débat autour de nous pour en

faire une synthèse susceptible de se traduire en actes politiques. **La cohérence du Parti socialiste fait donc la cohésion de la majorité plurielle. Son ancrage à gauche lui donne aussi son sens.**

De notre réussite politique dépendra aussi l'orientation du socialisme européen. La tâche des progressistes ne peut se résumer à un accompagnement social du marché, comme le suggèrent les tenants de la "troisième voie" avec Tony Blair : elle est de proposer et d'imposer des formes nouvelles de régulation, de démocratie et de solidarité.

Elle est de réhabiliter l'action collective et la "politique", comme nous avons commencé à le faire depuis 1997 avec Lionel Jospin.

Cette motion affirme ces priorités.

ÉLABORER UN NOUVEAU CONTRAT AVEC LES FRANÇAIS

En 1997, nous propositions les 35 heures, les emplois jeunes, la relance de la croissance, la rénovation du pacte républicain. Aujourd'hui, le cap n'a pas changé, mais nous accélérons l'allure et nous franchissons une nouvelle étape. Nous devons prendre de nouveaux engagements : organiser la société de plein emploi, partager les fruits de la croissance, ouvrir de nouveaux droits, élargir la démocratie politique comme sociale. Bref, donner plus de travail, plus de pouvoir d'achat et plus de libertés.

Une société de plein emploi

La France -en retrouvant un des niveaux de croissance les plus élevés d'Europe voit enfin le chômage baisser mois après mois. Son taux a diminué de plus de trois points depuis l'été 1997. Jamais les créations d'emplois n'ont été aussi nombreuses, bien au-delà du rythme des années 60, pourtant considérées comme "glorieuses". C'est le fruit de l'action du gouvernement de Lionel Jospin et des politiques volontaristes qu'il a su mettre en œuvre.

Pour autant, il faut admettre que ces résultats restent encore trop peu visibles pour nombre de salariés et de travailleurs précaires, ainsi que pour ceux qui demeurent exclus.

C'est pourquoi **il nous faut continuer à faire du chômage notre premier adversaire et de la lutte contre les inégalités notre priorité.** Cela suppose de conforter la croissance mais aussi de la rendre plus juste et plus riche en emplois.

Pour favoriser la création d'emplois, il faut diminuer la charge du financement de la protection sociale pesant sur les salaires et augmenter la contribution des profits. C'est pourquoi nous proposons de transférer l'assiette des cotisations patronales à l'ensemble de la valeur ajoutée. Inscrite dans notre programme de 1997, cette réforme n'a pu être mise en œuvre au cours de la précédente législature. Elle doit constituer un objectif pour la prochaine, sachant que l'importance des effets de transferts d'une telle réforme suppose qu'elle soit maîtrisée et mise en œuvre par étapes.

■ Plus de travail pour plus de dignité

Le plein emploi n'apparaît plus comme un souvenir ou un leurre mais comme une perspective à l'horizon de la fin de cette décennie. Plusieurs modèles nous sont proposés pour l'atteindre.

Celui du MEDEF, inspiré des Etats-Unis, fait de la baisse du coût du travail, du salaire direct comme des charges sociales l'instrument d'une société où chacun a un "job", mais pas nécessairement un bon emploi rémunéré par un juste salaire. Le chômage est alors temporairement masqué par le temps partiel, l'intermittence et le sous-emploi. La précarité devient la règle et la stabilité l'exception. Le projet avancé par le patronat de généraliser les CDD au détriment des CDI, comme d'individualiser toujours davantage les rémunérations n'a pas d'autre inspiration.

Notre projet est aux antipodes de ce modèle. Car, pour nous, **c'est désormais autant le "plein emploi" que le "bon emploi" qui doivent servir d'objectifs aux pouvoirs publics.**

Nous sommes pour une société qui offre à chacune et à chacun sa place dans le monde du travail, une place toujours plus adaptée à ses goûts et ses talents. Cette aspiration appelle des solutions nouvelles en matière de traitement du chômage de longue durée, d'adaptation aux nouvelles technologies, de formation des actifs, de réduction de la précarité et d'insertion des jeunes.

Garantir le retour au travail

La gauche, en créant le RMI ou en améliorant la couverture sociale des chômeurs de longue durée, a voulu affirmer de nouveaux droits, assurer une solidarité et rompre avec une logique d'assistan-

ce. L'objectif reste une insertion professionnelle, seule voie vers la dignité personnelle.

Des mesures ont déjà été prises dans ce domaine, et le programme "Trace" en est la meilleure illustration.

Ces mesures permettent qu'aujourd'hui le chômage de longue durée baisse plus vite que le chômage global. Pour accentuer ce mouvement, nous pouvons agir dans plusieurs directions :

▲ **En proposant un "contrat de retour au travail" pour les chômeurs de longue durée.** Mobilisant des aides déjà existantes, mais aussi des moyens nouveaux, ces contrats – valables aussi bien dans le secteur marchand que non marchand – doivent garantir un revenu pérenne aux personnes concernées, prévoir les itinéraires d'insertion et de formation pour une période de plusieurs années sur la base d'un suivi personnalisé par le service public de l'emploi.

▲ **En mettant en place les mécanismes qui favorisent le retour à l'emploi des personnes percevant les minima sociaux.** La réduction de la CSG pour les salariés gagnant moins de 1,3 fois le SMIC va dans ce sens et prolonge l'action entreprise sur les aides au logement et la taxe d'habitation. Il faudra amplifier cet effort en élargissant les possibilités d'exercer une activité pour tous les allocataires et en favorisant le recours aux associations d'insertion.

▲ **En créant une véritable obligation d'insérer pour toutes les entreprises.** Cette action destinée aux personnes les plus éloignées du marché du travail est un impératif moral, social et politique. En fonction de sa taille, l'entreprise pourrait accueillir en son sein une ou plusieurs personnes dites "prioritaires". Les dépenses liées à cette insertion pourraient être comptabilisées au titre de la formation, ce qui permettrait de réorienter une partie de ces sommes vers le bas de la hiérarchie alors qu'elles sont aujourd'hui principalement captées par l'encadrement.

▲ **En aidant les structures dites de l'insertion par l'économie ou de l'économie solidaire** pour favoriser le retour vers l'activité des personnes les plus éloignées de l'emploi.

▲ **En améliorant les processus de cessations d'activité.** L'allongement de l'espérance de vie a des répercussions fortes sur la vie familiale, notamment en "ajoutant une génération" à la famille constituée jusqu'à aujourd'hui autour de trois générations enfants – parents – grands parents... Il nous faut donc repenser l'organisation des différents temps de la vie notamment en tenant compte de la vie après la retraite qui doit rester active et épanouissante : une véritable troisième vie pour le troisième âge...

C'est pourquoi, nous devons envisager la période de départ à la retraite, non plus comme une

rupture, mais comme une transition entre une activité essentiellement professionnelle et productive vers une activité plus sociale et consommatrice. Ce passage permettrait ainsi une meilleure transmission des savoirs et des savoir-faire. Chaque salarié pourrait bénéficier, tout comme l'on fait un bilan professionnel à l'entrée dans l'entreprise, d'une préparation à la nouvelle vie.

Ainsi pourrait-il s'orienter vers des activités citoyennes, qui lui permettraient de participer à la vie active dans les collectivités locales, des fondations, des associations, les syndicats et pour-quoi pas des PME/PMI, où il pourrait jouer un rôle de tuteur, pour mieux préparer la relève. Les systèmes de cessations progressives d'activité seraient aussi l'occasion de favoriser l'intégration des nouveaux embauchés.

Créer un contrat d'autonomie pour la jeunesse

Les emplois jeunes dans le secteur non marchand ont été un puissant levier d'intégration professionnelle. La plupart d'entre eux ont répondu à des besoins en termes de services ressentis par la population, mais non satisfaits auparavant. Ils ont vocation à se pérenniser. Il faut en faire l'évaluation, donner à chacun la formation indispensable et ouvrir une part de ces emplois à une nouvelle génération.

Mais beaucoup de jeunes, marqués par la crise et l'angoisse du chômage, aspirent à un renouvellement des modalités de leur insertion dans la société et sur le marché du travail. Cette génération demande ainsi un droit à l'autonomie qui ne se réduise pas aux seules questions matérielles mais donne plus largement à chacun la capacité de construire son avenir professionnel et son projet de vie.

Notre devoir est d'y répondre. **Nous proposons donc un contrat d'autonomie, qui prendra la forme d'une allocation pour les jeunes** leur ouvrant droit, à la sortie du système scolaire, à un emploi aidé ou à une formation qualifiante, ainsi qu'à un accès au logement permettant responsabilité et indépendance dans les choix.

Lutter contre la précarité

Au cours des 15 dernières années, les entreprises mais aussi les employeurs publics ont recouru à des formes d'emplois éloignées de la stabilité du contrat à durée indéterminée ou du statut de la fonction publique : c'est ainsi que CDD, temps partiel subi (en particulier par les femmes), intérim, CES se sont multipliés. Cette situation ne peut plus être tolérée, dès lors que ces formules deviennent une méthode courante de gestion de la main d'œuvre. La généralisation de la précarité que continuent à subir les salariés de notre pays n'est pas acceptable alors même que l'horizon économique se dégage.

Le libre jeu du marché conduit nécessairement au développement du travail jetable. La réduction de la précarité du travail doit reposer sur la négociation et l'engagement des partenaires sociaux mais aussi sur la loi par laquelle on peut combattre concrètement ce phénomène.

Cette loi devra notamment prévoir la pénalisation financière des entreprises qui abusent du recours au CDD et à l'intérim, par exemple au travers de mécanismes de modulation des cotisations sociales. De même, elle devra attribuer de nouveaux pouvoirs d'information et d'alerte aux comités d'entreprise.

Parallèlement, il convient d'éviter toute discrimination sur les droits sociaux selon la nature de l'emploi occupé : les droits des salariés employés en CDD ou en intérim, en matière de formation, de représentation ou d'indemnisation doivent être renforcés.

Introduire un nouveau droit à la formation

L'avenir de la croissance et le retour du plein emploi supposent un effort sans précédent en faveur de la formation professionnelle. Ce doit être à la fois un droit reconnu à chaque salarié pour accéder aux qualifications nouvelles et assurer ainsi promotion, mobilité et reconversion et un devoir pour les entreprises et les acteurs publics afin de valoriser au mieux le "capital humain".

L'élévation du niveau de formation est une exigence sociale, mais aussi un formidable facteur de développement économique. Il convient donc de mettre en place, à côté de l'assurance maladie et de l'assurance-chômage, un droit à la formation garantissant une deuxième chance (60 000 jeunes sortent chaque année du système éducatif sans aucun diplôme), un apprentissage gratuit aux nouvelles technologies et la possibilité à tout moment de la vie active d'un temps consacré à la réorientation et à la promotion professionnelle.

Ce droit à la formation serait individuel, transférable et garanti collectivement. Il serait financé par les entreprises, sur le fondement de l'obligation légale actuelle, et par des abondements de l'Etat et des régions.

Il s'inscrit dans le grand projet de l'éducation sur toute la vie qui veut que rien ne soit joué d'avance et que chacun puisse, à tout moment, bénéficier d'une prestation sous forme de qualification et de savoir.

■ Plus de croissance pour plus d'égalité

Un cycle de prospérité s'installe, plus durable et plus soutenu que la reprise avortée de la première

moitié des années 80. Cette robustesse est la résultante heureuse de plusieurs facteurs : la mise en œuvre de l'Union monétaire européenne, qui a réduit la spéculation, la diffusion des nouvelles technologies qui créent de nouveaux emplois, la faiblesse de l'inflation, sans oublier la remise en ordre des finances publiques, qui autorise désormais des baisses de prélèvements.

Mais, des nuages demeurent : la flambée des prix du pétrole et des matières premières fait resurgir des spectres anciens ; la remontée des taux d'intérêt peut, si elle n'est pas maîtrisée politiquement, affecter les décisions des consommateurs et des investisseurs ; l'instabilité du système monétaire international valorise, de façon irrationnelle, le dollar au détriment de l'euro ; enfin certains goulots d'étranglement révèlent les insuffisances de notre système de formation professionnelle.

Aussi, notre responsabilité consiste-t-elle, dans cette conjoncture encore hésitante, à conforter la croissance en agissant à la fois sur les conditions de la production, c'est-à-dire sur l'offre, et sur la répartition de ses fruits, à savoir la demande. **Il ne s'agit pas de s'intéresser juste à la croissance mais d'assurer une croissance juste.**

Et c'est la combinaison des mesures de modernisation de notre système économique avec les dispositifs de soutien de la consommation qui donne à la gauche un avantage décisif par rapport aux libéraux, qui nient la pertinence de l'intervention publique pour s'en remettre aux seules forces du marché.

Redistribuer pour produire davantage

L'une des clefs de l'avenir de la croissance reste l'adéquation de la demande à la dynamique de l'offre. A quoi servent les innovations et les nouveaux produits, s'il n'y a pas suffisamment de consommateurs pour les acheter ?

Forts de cette conviction, nous avons été capables de libérer l'activité en 1997, en redonnant de la vigueur à la demande (hausse du SMIC, des allocations et des minima sociaux). Depuis notre arrivée aux responsabilités, le pouvoir d'achat des ménages a progressé de plus de 2,5 % par an, tandis que dans le même temps un nombre toujours plus élevé de salariés accèdent aux 35 heures sans perte de salaire. Ce qui est une autre façon de partager les fruits de la croissance.

Il faut amplifier ce mouvement pour nourrir encore le sentiment de confiance dans l'avenir qu'éprouvent les Français et qui est à l'origine même du dynamisme actuel.

Plusieurs instruments doivent être utilisés :

● **La stimulation de la négociation salariale** : dès lors que les gains de productivité s'accroissent, que les profits des entreprises

atteignent des niveaux élevés et qu'ici et là apparaissent des pénuries de main d'œuvre, **l'intérêt de tous est d'organiser aux échelons appropriés une discussion sur les rémunérations pour partager les gains collectifs nés de la croissance. Maintenant que les 35 heures sont en voie de généralisation dans les entreprises de plus de 20 salariés, une conférence sur les revenus et les salaires retrouve sa pertinence pour discuter l'ensemble des questions, et notamment celle des bas salaires. Regroupant gouvernement, syndicats et patronat, cette conférence doit permettre de stimuler et d'encadrer les négociations salariales au niveau des branches et des entreprises et d'améliorer les conditions de vie et d'emploi des salariés, en particulier celles des femmes. Pour la fonction publique, nous proposons d'inscrire les négociations salariales dans un cadre pluriannuel.**

● **La généralisation des mécanismes d'intéressement et de participation** à tous les salariés et à toutes les entreprises, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui, au détriment de celles et de ceux qui travaillent dans les PME ou qui se situent au bas de l'échelle des revenus. Ce dispositif doit être étroitement contrôlé par les salariés et relié au financement des retraites par répartition.

● **La justice fiscale** : Depuis 1997, grâce à l'amélioration des finances publiques, nous avons rendu l'impôt plus juste : la CSG a été étendue à l'ensemble des revenus du capital et s'est substituée à toutes les cotisations salariales maladie, la part de la taxe professionnelle pesant sur les salaires va être progressivement supprimée, comme l'a déjà été la part régionale de la taxe d'habitation. Plus récemment, la TVA sur les travaux dans les logements a été abaissée à 5,5 % et le taux normal de la TVA a été diminué d'un point. Enfin, la CSG va être allégée sur les salaires inférieurs à 1,3 SMIC et l'impôt sur le revenu sera lui aussi réduit.

Mais, cette baisse des prélèvements —qui correspond à la restitution aux Français des recettes supplémentaires tirées de la croissance— doit être liée dans les années à venir à la garantie que les dépenses liées au fonctionnement des services publics sont correctement couvertes. Elle doit répondre au souci de donner du pouvoir d'achat aux revenus modestes et moyens. Trois priorités doivent être poursuivies :

● **La baisse ciblée de TVA sur les services aux personnes.**

● **L'élargissement de l'allègement de la CSG à tous les salariés percevant jusqu'à 10 000 francs par mois.**



- **La refonte de la fiscalité locale, afin de donner aux collectivités des impôts modernes, justes et qui leur soient propres.**

Cette politique fiscale est donc cohérente avec notre souci d'une meilleure redistribution et d'un soutien de la demande. Un point d'impôt, à la hausse comme à la baisse, n'a jamais défini une identité de gauche. Elle s'inscrit dans le cadre d'une politique de finances publiques permettant à la fois le financement de nos priorités budgétaires, la réduction des déficits et de la dette et l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages.

- **L'amélioration des revenus des plus faibles** : La croissance met en lumière des disparités de situations de plus en plus mal supportées par ceux qui voient leur pouvoir d'achat au mieux stagner, alors même que leurs revenus sont constitués, pour l'essentiel, de transferts sociaux (retraites, minima sociaux). **Un plan de revalorisation des petites retraites** doit être mis en place sur les trois prochaines années, en cohérence avec ce qui va être voté dans le projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale.

Le SMIC doit être plus fortement lié à la croissance qu'il ne l'est aujourd'hui, avec un **mécanisme de garantie en cas de retournement conjoncturel**. Quant aux **minima sociaux**, ils doivent être, dans le même temps, rendus encore davantage compatibles avec l'exercice d'une activité, notamment dans le cadre du "contrat de retour au travail" et revalorisés pour dépasser progressivement le niveau du seuil de pauvreté.

Encourager l'initiative et l'innovation

La Gauche reconnaît le rôle de l'entreprise. C'est en son sein que les découvertes se transforment en innovations, les connaissances nouvelles en nouveaux biens et en nouveaux services. Mais, trop souvent, les créateurs sont bridés par un système financier allergique au risque et le développement des PME est entravé par un système fiscal plus adapté aux grandes firmes, qui parviennent à s'en affranchir par le caractère multinational de leurs activités.

Voilà pourquoi il faut amplifier tous les dispositifs d'encouragement à l'initiative et à la création d'activités, en développant les fonds de capital-risque, en utilisant mieux l'épargne locale et en mobilisant davantage les aides publiques à l'innovation. Il s'agit d'inciter au démarrage d'activités nouvelles, que ce soit dans l'économie marchande ou dans l'économie sociale. Le secteur bancaire devra être mis à contribution et les dispositifs fiscaux simplifiés et allégés pour les PME.

Mais l'Etat doit également créer un environnement favorable à la croissance :

- **En rétablissant la Recherche au rang des premières priorités nationales**, la science, la technologie et l'innovation au cœur des processus de développement qui façonneront la société du XXIème Siècle.

Dans ce contexte, l'effort financier doit être progressivement relevé si la France veut tenir son rang à l'échelle mondiale (les dépenses de recherche représentent 2,17% du PIB contre 2,84% aux Etats-Unis). Le service public de recherche et de formation a un rôle essentiel à jouer : il convient de réaffirmer ses missions d'intérêt général, associant liberté scientifique et évaluation politique et de garantir l'évolution à long terme de ses moyens humains et techniques.

- **En accélérant la diffusion des nouvelles technologies dans les entreprises**, les administrations, les établissements scolaires et les foyers. Il y a là un formidable gisement de productivité, de compétitivité et de création d'emplois. Cela suppose **d'imposer des normes aux opérateurs, afin que l'ensemble du territoire national bénéficie des retombées des innovations dans les communications** et que l'ensemble des utilisateurs potentiels puisse accéder à ces nouveaux produits. **Le développement des nouvelles technologies de l'information et de la communication doit éviter toute fracture numérique et assurer le plus vite possible l'égalité des hommes, des territoires et des entreprises.**

- **En renforçant l'attractivité de notre territoire aux yeux des investisseurs et des professionnels hautement qualifiés.** Contrairement à ce que répètent à satiété les libéraux, les choix de localisation ne sont pas indexés mécaniquement à la fiscalité. Entrent avant tout en ligne de compte de nombreux facteurs, tels que le niveau de la consommation, la qualité de la main d'œuvre, la densité des réseaux de communication, les équipements collectifs et le cadre de vie.

Au total, pas plus que la stagnation, la croissance n'est une fatalité ou un bienfait qui nous serait octroyé par une conjoncture internationale généreuse. Elle est et sera le produit de notre action. Son rythme dépendra des décisions que nous saurons prendre pour le long terme et de la vigueur du soutien de la demande.

Le modèle que nous proposons est celui d'une croissance forte, fondée sur la formation, la connaissance, le développement durable et la réduction des inégalités entre les individus comme entre les territoires. En ce sens, nos choix économiques correspondent à un projet démocratique.

Une République vivante

La République est le socle sur lequel les socialistes fondent leur projet politique : ses valeurs, ses principes, sa devise inspirent leur action.

Mais les socialistes ont pour la République un attachement qui les porte à aller bien au-delà du respect scrupuleux et de la référence obligée : ils entendent poursuivre la démocratisation du fonctionnement de nos institutions et aspirent à élargir le pacte républicain à de nouveaux domaines de la vie en société, en luttant contre toutes les discriminations. Ils veulent la mettre en situation de résister victorieusement aux menaces de l'intolérance et du communautarisme, notamment à l'école, dans le respect du principe de laïcité. Ils veulent que ces principes gagnent aussi le monde de l'entreprise.

C'est pourquoi nous considérons qu'il est nécessaire, dans le droit fil de ce que furent toujours notre inspiration et notre action, de donner un prolongement aux réformes démocratiques que nous avons engagées.

■ Élargir la démocratie politique

Des institutions renouées :

Depuis 1997, nous avons contribué à mettre nos institutions en concordance avec le temps démocratique. La parité, la limitation du cumul des mandats, la réforme des modes de scrutin pour les conseils régionaux et pour les sénateurs, le quinquennat constituent déjà des étapes importantes, même si -dans certains domaines- la majorité sénatoriale s'est employée à limiter l'ampleur de ces avancées, ce qui justifiera de les reprendre le moment venu.

Cinq objectifs restent pour nous prioritaires :

- **L'affirmation du président citoyen** avec le souci de protéger la fonction, mais la volonté de ne pas garder une immunité absolue, héritée d'une autre époque.
- **Les droits du Parlement**, avec le renforcement de ses moyens de contrôle et d'évaluation et une plus grande initiative en matière budgétaire.
- **La démocratie de proximité**, avec l'élection au suffrage universel des conseillers des structures intercommunales, la réforme du mode de scrutin pour les conseils généraux, l'harmonisation à 5 ans de la durée des mandats et une plus stricte limitation de leur cumul. Ce qui suppose le vote d'un véritable statut de l'élu permettant de rendre compatible l'exercice effectif des responsabilités locales avec la vie personnelle et professionnelle.

- L'approfondissement de la décentralisation, avec la clarification des compétences entre les niveaux d'échelons, le transfert de nouvelles responsabilités pour mieux assurer certaines fonctions collectives et la modernisation de la fiscalité locale. La loi d'orientation pour l'outre-mer contient les outils décisifs pour le développement économique et social des territoires et des départements d'outre-mer. Pour parachever l'action engagée depuis 1997 par le gouvernement, le Parti socialiste soutient l'alignement du RMI par rapport à la métropole d'ici à la fin de la présente législature.
- Le droit de vote de tous les étrangers aux élections locales sous condition de résidence, parce que nous ne pouvons accepter durablement une différenciation entre européens et étrangers extra communautaires qui vivent dans notre pays depuis de longues années.

Enfin, la République est capable de démontrer sa force par son ouverture, dans le respect de ses principes :

En Corse, depuis 25 ans, les gouvernements successifs ont été confrontés au problème de la violence. A deux reprises, les socialistes ont défendu pour cette île des réformes statutaires reconnaissant sa place dans la République. La droite, qui ne les a jamais vraiment acceptées, a préféré se livrer à des négociations occultes, sans parvenir à rétablir la paix civile. Face à cette violence, mais aussi à l'affaiblissement de l'esprit public, au climat de corruption et d'affairisme, le gouvernement de Lionel Jospin a engagé une démarche nouvelle afin de trouver une issue politique. Pour la première fois, des décisions ont été menées dans la transparence, avec l'ensemble des formations politiques représentées à l'Assemblée territoriale, et se sont conclues par un vote à une très large majorité sur un accord politique global et progressif.

Rien, dans les mesures annoncées, n'altère ni n'affaiblit les fondements de notre République. Les propositions du gouvernement ont su à la fois prendre en compte les spécificités de la Corse et respecter les principes de l'unité républicaine. Ainsi, la capacité d'adaptation des lois votées par le Parlement est limitée aux domaines de compétences de la collectivité territoriale déjà existante et ne concerne en rien les fonctions régaliennes de l'Etat.

Le Parlement conserve le pouvoir de revenir sur les délibérations votées par l'Assemblée de Corse par ailleurs soumises au contrôle des juridictions administratives. Sur la question de la langue corse, c'est le principe d'une initiation en primaire qui a été retenu et non d'une obligation.

Les socialistes seront vigilants pour que rien ne se fasse en dehors du respect des principes de l'école de la République.

Enfin, l'essentiel reste que seuls le retour préalable et durable à la paix civile et l'abandon de la violence conditionnent toute évolution institutionnelle. Aucune autre politique alternative n'a d'ailleurs été proposée par rapport au processus défini par Lionel Jospin.

Un Etat efficace et garant du service public :

Notre société a besoin de l'Etat. Pour prévenir les risques d'aujourd'hui comme pour préparer l'avenir. Pour élargir les libertés comme pour préserver la sécurité. Pour assurer l'égalité comme pour stimuler l'activité. Pour défendre la laïcité qui garantit les libertés de chacun tout en permettant les conditions de la vie collective. Mais l'Etat ne peut rester immuable dans son organisation et ses modes de fonctionnement quand tout bouge autour de lui.

En ce début de siècle, l'Etat républicain a pour objectif premier de donner à chacun les moyens de s'épanouir au sein de la société. La loi républicaine et l'égal accès de tous au service public - santé, éducation, justice, sécurité - sont à la base de toute vie démocratique. L'équilibre du corps social et la préservation de ses composantes exigent, à l'heure des affrontements économiques, qu'il y ait un pouvoir de médiation, de régulation, d'arbitrage, de protection de l'essentiel, c'est-à-dire des valeurs démocratiques.

C'est parce que nous avons cette idée de l'Etat qu'il faut constamment le réformer.

- **Défendre le service public**, car l'existence et la qualité des biens publics engagent le modèle social que nous voulons : une société qui ne soit pas régie principalement par les règles du marché. Les citoyens doivent trouver dans le service public les ressources et les appuis qui permettent de lutter contre les insécurités de toutes natures. A cette fin, **nous proposons la mise en place, dans un délai fixé par la loi, de contrats territoriaux de service public** qui concerneront l'ensemble des services publics aussi bien administratifs qu'industriels et commerciaux et qui assureront durablement leur présence. Bénéficiant d'une aide financière de l'Etat, ces contrats laisseront aux acteurs locaux le soin de définir la structure la plus appropriée à leurs besoins et l'aire géographique la mieux adaptée.

- **Réformer les règles budgétaires de l'Etat** pour passer d'une logique de moyens et de contrôles a priori, à une logique de fonctionnement par objectifs et par résultats ; ensuite pour gérer à moyen terme les effectifs -et non plus annuellement- dans le cadre de la loi de finances, afin d'anticiper les évolutions et de tenir compte de l'évo-

lution des missions. La diffusion des technologies de l'information et de la communication facilitera cette réorganisation des méthodes de travail.

Cela exige que les fonctionnaires et les agents publics trouvent pleinement sens et fierté à leur métier. A l'Etat de leur donner également des perspectives d'avenir, en proposant des carrières plus ouvertes, valorisant la formation et la mobilité, en diversifiant beaucoup plus qu'aujourd'hui l'accès à la haute fonction publique, dont chacun sait l'étroitesse du recrutement au sein des couches les plus privilégiées de la population.

Un nouvel acte de la décentralisation

Les socialistes ont été à l'origine de toutes les grandes réformes qui ont engagé la France sur la voie de la décentralisation : les lois Defferre de 1982 et 1983, la loi sur l'administration territoriale de la République de 1992 et, depuis 1997, les lois Voynet et Chevènement.

- **Réduire la fracture territoriale pour permettre à toutes les collectivités locales** d'assurer leur développement et leur épanouissement. Aujourd'hui nous mesurons pleinement les conséquences de la crise qui, conjuguée à un urbanisme déshumanisé, a pendant 25 ans morcelé notre pays, isolé les populations en souffrance sociale et renforcé les peurs et les égoïsmes. Ainsi l'exclusion, le chômage, l'échec scolaire, l'insécurité se concentrent sur des zones en déshérence, alors que d'autres territoires cumulent, dans le même temps, l'activité et les compétences nécessaires à l'initiative et l'innovation.

Notre ambition est d'assurer le renforcement de la solidarité nationale par une politique d'aménagement du territoire dotée de moyens supplémentaires et d'une réforme des dotations de l'Etat aux collectivités locales.

Parallèlement, la décentralisation doit connaître une seconde étape fondée sur de nouveaux transferts de responsabilités aux collectivités locales, sur une clarification des compétences et sur l'autonomie fiscale à partir d'une spécialisation de l'impôt. La clarification des finances locales doit s'accompagner d'un retour à des blocs de compétences cohérents, entre la commune et les structures intercommunales, qui produisent des services publics de proximité, le département, qui produit des services publics de solidarité et la région enfin, échelon d'aménagement et de développement économique et culturel. Mais ce nouvel acte de la décentralisation doit aussi favoriser le renouveau de la démocratie locale.

Ainsi, devront être engagées l'élection au suffrage universel des structures intercommunales, la démocratisation du statut de Paris, Lyon et Marseille, ainsi que les dispositions d'accès pluraliste à l'information locale.

Sur ces principes généraux et au-delà de décisions ponctuelles, nous proposons de préparer une loi fondant un véritable acte II de la décentralisation. Ce texte définira notamment les domaines de compétences qui pourront être rattachés aux collectivités territoriales volontaires, en particulier aux régions, dans le cadre d'une procédure contrôlée d'expérimentation.

● Remodeler la ville et le monde rural pour mieux vivre ensemble :

La politique de la ville doit intégrer une approche renouvelée de l'urbanisme qui doit favoriser la mixité sociale et urbaine contre la spécialisation des espaces, qui doit prendre en compte la qualité de l'environnement, le développement des transports publics et garantir partout, en particulier dans les quartiers en difficultés, une présence renforcée des services publics.

Ainsi, nous devons, dans le cadre de la garantie du retour à l'emploi, prendre des mesures spécifiques par l'insertion en direction des quartiers en difficultés qui restent encore à l'écart de la reprise économique.

Il faudra aussi renforcer la solidarité par l'augmentation de la Dotation solidarité urbaine (DSU) et engager, dans le cadre des investissements publics, une contractualisation avec les Offices HLM pour assurer la réalité de la réhabilitation des logements et de la mixité sociale.

Le monde rural connaît des mutations profondes et une grande diversité. Des pôles dynamiques émergent, d'autres continuent leur déclin : nous ne pouvons pas l'accepter. La revitalisation passe ainsi par la redynamisation des "petites villes centres", la mise en œuvre d'une politique agricole qui doit s'inscrire dans le cadre de la loi l'orientation avec la mise en place des contrats territoriaux d'exploitation, le soutien à l'artisanat et aux petites entreprises et le soutien aux services publics de proximité. Nous proposons ainsi la création de 10 000 emplois jeunes dans le secteur agricole, afin de soutenir la reprise des exploitations en facilitant l'installation de jeunes agriculteurs et de 10 000 autres réservés aux activités de services qui permettront l'implantation, le développement et la reprise de commerces et d'entreprises artisanales.

■ Promouvoir une société de citoyens

Un nouveau contrat pour l'école de la République :

L'école est au cœur de la promesse républicaine. Elle doit en refléter les valeurs. C'est pourquoi, nous attachons une grande importance à son caractère laïque. Aujourd'hui, elle se trouve confrontée à des défis qui ont la même ampleur que ceux qu'ont relevé les républicains du siècle dernier.

Les socialistes ont, depuis 1981, toujours fait de l'éducation une priorité budgétaire. Les comparaisons avec les années de pouvoir de la droite parlent d'elles-mêmes. Des réformes importantes ont déjà été menées et sont en cours.

Il nous faut maintenant dire nettement nos choix pour les années à venir. L'école du 21^e siècle doit former des femmes et des hommes aptes à maîtriser les savoirs fondamentaux, à comprendre leur environnement, à être des citoyens. Elle doit aussi préparer les futurs actifs à se servir des technologies d'avenir et à assurer les reconversions professionnelles qui peuvent survenir. Elle doit être conçue dans la perspective de ce qui sera une formation tout au long de la vie professionnelle. C'est donc le goût et la capacité à apprendre qu'il faut développer.

L'école doit donner à chacun une solide formation initiale et récuser toute spécialisation précoce. C'est pourquoi nous attachons une grande importance au collège unique. Concrètement, il faut diversifier les réponses scolaires pour répondre à l'hétérogénéité des élèves et des étudiants, en multipliant les passerelles. Il est primordial de réhabiliter et de continuer à rénover l'enseignement technique professionnel sous statut scolaire. Il faut continuer à donner des moyens supplémentaires à ceux qui en ont le plus besoin en assurant, notamment, aux personnels des ZEP une formation appropriée et un soutien collectif.

Il est important de créer des établissements de la deuxième chance destinés aux élèves en grave échec scolaire. Il faut bannir la violence à l'école par une politique globale de sécurité.

Cela demande de renforcer la présence des adultes dans les établissements : les enseignants, évidemment, les surveillants et les maîtres d'internat ; mais aussi la présence des assistantes sociales, des infirmières en même temps que les emplois jeunes dont il faut pérenniser les fonctions.

Il faut édifier des établissements à taille humaine dotés des équipements nécessaires au développement des activités para scolaires. Un effort important est en cours pour équiper tous les établissements scolaires et les centres de formation permanente en micro-ordinateurs connectés sur le

net. Il faut amplifier cet effort pour que tous les établissements soient équipés et connectés.

Mais, il faut aussi soutenir le développement des industries françaises des programmes pédagogiques multi-médias accessibles sur le web et promouvoir un site internet non lucratif fondé sur des missions de service public.

Une telle politique, dont les principaux axes sont tracés, suppose de mettre en œuvre un nouveau contrat pour l'école définissant, avec l'ensemble des parties prenantes (personnels éducatifs, administratifs, parents, élus...) les objectifs, les moyens et les réformes nécessaires dans le cadre d'un calendrier précis.

La lutte contre les discriminations :

La laïcité, c'est le refus des communautarismes comme des ségrégations. L'égalité, c'est la négation des distinctions fondées sur le sexe, la couleur de peau, la religion ou les cultures. La liberté, c'est pouvoir choisir son projet de vie dans le respect des autres. La fraternité, c'est intégrer les plus modestes, les plus fragiles.

Au nom de ces valeurs, nous devons combattre toutes les discriminations : à l'embauche comme dans l'accès aux loisirs, qu'elles concernent des jeunes issus de l'immigration, des personnes âgées ou des personnes handicapées. De la même manière, nous devons lutter contre le sexisme et l'homophobie, en renforçant les dispositions légales. La loi de modernisation sociale qui sera débattue au Parlement met en place des outils nouveaux. Contre tout manquement à la loi, l'engagement que nous prenons est que les discriminations seront identifiées et réprimées. C'est le rôle du futur conseil contre les discriminations qui devra être doté de tous les moyens nécessaires pour l'accomplissement de sa mission.

Le droit à la Justice :

L'autorité judiciaire a été l'objet, ces trois dernières années, de profondes réformes : renforcement de la présomption d'innocence, limitation du nombre et de la durée des détentions provisoires, responsabilité des magistrats.

Il faut, parallèlement, garantir l'indépendance des magistrats. La pratique suivie depuis trois ans tranche fortement avec la politique suivie précédemment, qui s'illustrait par l'intervention systématique du Garde des Sceaux sur les dossiers délicats. Rien ne nous assure que la droite, qui a fait échouer la réforme constitutionnelle du Conseil supérieur de la magistrature, s'imposerait l'obligation d'impartialité dans l'hypothèse où elle reviendrait au pouvoir. Cette obligation, nous devons l'inscrire dans notre droit, en parachevant la réforme de la magistrature.

Par ailleurs, les commissions d'enquête mises en place par l'Assemblée nationale et le Sénat,

sur la situation des prisons ont aussi dressé le constat d'un demi-siècle de carences. Pour les socialistes, **les prisons ne sauraient demeurer les oubliettes de la société** : l'incarcération doit, au contraire, favoriser la réinsertion sociale.

Nous nous engageons donc à améliorer nettement la situation matérielle des établissements de détention et à renforcer les actions de formation permettant aux détenus d'avoir, à leur sortie, un autre choix que le retour à la délinquance.

Enfin, la loi doit être la même pour tous : elle ne doit pas frapper les faibles plus sévèrement que les puissants. **Nous devons donc veiller à ce que la délinquance financière, le blanchiment de l'argent, les trafics de toute nature soient poursuivis avec sévérité.** A cette fin, nous devons développer avec nos partenaires européens un espace judiciaire commun, qui empêchera les fraudeurs de s'abriter derrière les frontières. Nous devons également donner à la magistrature plus de moyens humains et accroître encore sa formation en matière économique et financière.

Le droit à la sécurité,

car il n'y a pas de civisme sans un Etat de droit respecté. L'insécurité est une inégalité majeure qui frappe d'abord les plus démunis, les territoires et les lieux de vie fragilisés. Notre ambition est une exigence de justice sociale qui s'inscrit dans un équilibre entre la prévention, la dissuasion, la sanction et les réparations dues aux victimes. **Les moyens indispensables qui ont été dégagés doivent être amplifiés** pour poursuivre la mise en place partout de la police de proximité, pour multiplier les maisons de justice et du droit, généraliser les centres départementaux d'accès aux droits, renforcer le rôle de la prévention judiciaire de la jeunesse, avec la création de structures d'accueil diversifiées et adaptées. La prison n'est pas la solution pour un mineur. Mais cela doit aller de pair avec la mobilisation de tous ceux qui par leur présence et leur activité peuvent concourir à une politique globale de sécurité territorialisée. Les contrats locaux de sécurité commencent à concrétiser la coopération nécessaire entre les administrations, les élus et les associations. L'application de la règle doit être réaffirmée comme la mission première des administrations.

Pour la Démocratie sociale

Le rôle de l'Etat reste fondamental, mais il ne peut agir seul. De la qualité de ses relations avec les acteurs sociaux, le milieu associatif sans oublier les collectivités locales dépend l'efficacité des interventions publiques. Dans le même temps, les entreprises doivent donner aux salariés la place qui leur revient. Ce sont ces deux mouvements et ces deux articulations qui doivent être repensés autour de l'idée de partenariat.

La rénovation du paritarisme

Elle suppose d'abord de faire un constat clair. La négociation collective s'est installée difficilement et progressivement dans notre pays. La mauvaise volonté du patronat comme les divisions syndicales expliquent que l'Etat ait joué et joue encore un rôle important dans le champ social. Ce caractère " triangulaire " de nos relations sociales, produit de l'Histoire, peut être un atout. Car l'Etat est le garant des droits fondamentaux.

Il doit assurer la cohésion sociale et territoriale. Il défend une exigence d'égalité. Le contexte économique et social nouveau n'ôte rien de ces nécessités. Il impose cependant de mieux prendre en compte les réalités nouvelles de l'organisation du travail. Et pour cela, nous avons besoin d'une négociation collective régulière et démultipliée dans un cadre clair.

Il faut d'abord réaffirmer avec force le rôle premier de la loi. Sa légitimité est sans équivalent car elle se fonde sur la souveraineté du suffrage universel.

Garante de la primauté de l'intérêt général, elle reste le moyen privilégié — sans être l'unique — pour amorcer le changement et impulser le progrès. Il ne peut être question d'en limiter la portée, notamment pour définir l'ordre public social. Néanmoins, la loi n'a pas vocation à tout prévoir.

Ainsi, le dialogue entre partenaires sociaux doit disposer des espaces nécessaires pour initier des réformes ou les mettre en œuvre au plus près des réalités des entreprises et des besoins des salariés, comme l'a montré la négociation sur la réduction du temps de travail.

La condition néanmoins qui doit être posée à la validité des accords collectifs dans les domaines essentiels du paritarisme doit être la signature des organisations représentant majoritairement les salariés. Sinon, la démocratie sociale restera affaiblie faute d'un engagement clair et assumé des acteurs eux-mêmes. Mais nous ne pouvons plus encadrer avec les règles de représentation des syndicats issues des années 50. **Il faut, après une concertation approfondie avec les organisations syndicales, revoir les critères de représentativité dans le secteur privé comme dans le secteur public,** avec le double souci de la stabilité des relations professionnelles, sans laquelle il n'y a pas de responsabilité et de la reconnaissance du poids de chacun, sans laquelle il n'y a pas de démocratie.

Il faudra aussi renforcer les moyens financiers des syndicats, afin de leur permettre de mieux s'organiser face à la puissance des interlocuteurs patronaux, mais sans introduire de mécanismes pouvant remettre en cause leur indépendance.

Enfin, il est indispensable d'assurer la re-

présentation syndicale dans toutes les entreprises. La loi sur les 35 heures a fait de la question de l'organisation du travail un axe majeur de la négociation et a permis l'affirmation du fait syndical dans nombre d'entreprises. A tout le moins, la procédure du mandatement doit être préconisée.

Cette articulation entre la loi et le contrat, conjuguée à l'émergence d'une véritable démocratie sociale fondée sur le principe majoritaire, favorisera l'apparition d'un véritable paritarisme de responsabilité qui suppose lui-même une meilleure ligne de partage entre ce qui relève des cotisations sociales — et donc des partenaires sociaux — et ce qui procède du financement public — et donc de l'intervention de l'Etat.

Le partenariat dans l'entreprise

L'adhésion et la mobilisation des ouvriers, des employés et des cadres sont tout aussi nécessaires au succès économique que celle des financiers et des dirigeants d'entreprise. Or, elles ne peuvent être acquises par la précarisation de l'emploi, la stagnation des salaires et le retour à l'insécurité sociale.

Elles peuvent, en revanche, être obtenues par la mutualisation des aléas liés au changement, et une juste participation des salariés aux fruits de la croissance. **Il s'agit de parvenir à une sécurisation des parcours individuels par une gestion plus attentive des transitions :** transitions liées aux événements de la vie familiale et aux passages entre les différents âges de la vie entre périodes de formation et d'activité, transitions entre différents employeurs. Promouvoir la " société de partenaires " c'est prendre en compte les intérêts de tous les acteurs de l'entreprise : actionnaires, encadrement, salariés, fournisseurs, consommateurs... par opposition à la " société des actionnaires ", qui ne connaît que les intérêts des propriétaires du capital. **Elle appelle la présence - dans les grandes firmes - d'une forte représentation des salariés dans les organes de direction (conseils d'administration ou conseils de surveillance).**

Des nouveaux droits pour les salariés

La période récente a fait apparaître, au-delà du recours abusif aux formules précaires, des comportements patronaux susceptibles de remettre gravement en cause le droit du travail.

- **La protection contre les licenciements :** L'affaire Michelin, l'année dernière, a une nouvelle fois rappelé l'insuffisance des moyens légaux en matière de contrôle des plans sociaux et d'information des salariés. La prochaine loi de modernisation sociale devra donner aux organisations syndicales davantage de moyens pour contester, pas sim-

plement sur la forme mais aussi sur le fond, les plans de suppressions d'emplois, notamment quand l'entreprise dégage de substantiels profits. Les comités d'entreprise doivent être informés de tout projet de délocalisation.

De même, aucun plan social ne pourra être accepté sans que toutes les formules de réduction du temps de travail n'aient été épuisées.

Enfin, il faut prévoir une obligation de reclassement en cas de licenciement abusif car, trop souvent, les décisions du conseil de prud'hommes et des tribunaux n'ont de conséquences qu'indemnitaires au détriment du droit à l'emploi.

● **Le Respect dans le travail** : Le phénomène de harcèlement moral a été identifié en Europe comme un des traits marquants des rapports dans l'entreprise dans les décennies passées. De nombreuses législations occidentales ont déjà introduit des mécanismes juridiques permettant de lutter contre les violences perverses au quotidien que subissent nombre de salariés. En France, les révélations récentes sur certaines pratiques managériales de grands groupes multinationaux doivent nous amener à la plus grande vigilance sur le sujet et à **trouver rapidement un dispositif législatif sur le harcèlement moral**, s'inspirant de ceux qui existent pour lutter contre les discriminations et le harcèlement sexuel.

● **La lutte contre les discriminations** à l'embauche : c'est le sens de la proposition de loi socialiste qui sera prochainement discutée au Parlement. Elle vise tout d'abord à étendre la notion de discrimination à l'embauche à l'ensemble de la carrière professionnelle (stages de formation compris).

Elle renverse la charge de la preuve en imposant à l'employeur de démontrer le caractère objectif des motifs de son refus d'embauche. Enfin, elle donne le droit aux organisations syndicales d'ester en justice pour le compte d'une personne victime d'une telle discrimination.

Il nous semble aussi nécessaire d'améliorer le contrôle de l'application du droit du travail au sein des entreprises en renforçant encore les moyens de l'inspection du travail.

Mieux vivre au quotidien : les nouveaux droits

Le développement de nos sociétés industrielles a occasionné de nombreux dommages. Si nous voulons éviter qu'ils deviennent irréversibles, il nous faut dès aujourd'hui poser les bases d'un développement durable, respectueux

des grandes ressources naturelles, réduisant partout les nuisances qui touchent quotidiennement la vie de nos concitoyens.

Dans le même temps, le progrès des technologies et la différenciation des modes de vie font naître dans la population de nouvelles aspirations auxquelles la puissance publique se doit d'apporter des réponses.

La qualité de l'air et de l'eau, la lutte contre le bruit, la violence routière mais aussi la qualité sanitaire des aliments, l'urbanisme mal maîtrisé, les difficultés d'accès aux loisirs, à la culture et aux technologies doivent être considérés comme des sujets politiques à part entière. Il en est de même pour tous les problèmes d'organisation quotidienne de la vie des familles (garde d'enfants, dépendance, situation de handicap...).

■ Le droit à une meilleure qualité de vie

L'exigence de la précaution et de la prévention :

Les innovations comportent toujours une part de nouveaux risques. Or, le libre jeu du marché, régi par des préoccupations de court terme et des intérêts particuliers, ne permet pas de prendre en compte toutes les conséquences que le progrès scientifique engendre dans le long terme ni d'assumer les dommages lorsqu'ils surviennent. Ce constat légitime l'action de la puissance publique à qui il appartient de fixer des règles et de les faire respecter. Il ne s'agit pas de refuser le progrès, mais de n'accepter de nouveaux risques que de manière proportionnée aux avantages possibles pour la population et sur la base d'un débat démocratique transparent, approfondi et pluraliste. **La maîtrise du progrès scientifique est un impératif majeur, en particulier en matière de biotechnologies.**

Les mécanismes de régulation des activités économiques doivent en outre donner toutes leurs places à la prévention. L'exemple récent de la marée noire de l'Erika montre à quel point des attitudes irresponsables, la course effrénée au profit sans règles suffisantes de sécurité, l'insuffisante rigueur dans les procédures de contrôle et de sécurité peuvent avoir des effets dévastateurs, avec un coût très élevé pour la collectivité. Dans bien des domaines, les transports, les inondations, les grands fléaux de santé publique, la prévention est beaucoup moins coûteuse et plus efficace que la réparation a posteriori.

La garantie d'un environnement de qualité :

La protection de l'environnement, qui repose d'abord sur le principe "pollueur-payeur", ne

saurait reposer exclusivement sur l'outil fiscal. Elle doit représenter non une charge ou un inconvénient, mais au contraire de nouvelles possibilités d'amélioration de leur cadre de vie.

Nous voulons œuvrer en particulier pour un littoral aménagé et préserver les atouts naturels de nos côtes. Nous voulons contribuer à notre autonomie et à notre sécurité.

C'est pourquoi, nous proposons de fixer à horizon de la prochaine décennie des objectifs ambitieux :

● **La protection acoustique des zones les plus affectées** par les bruits excessifs liés à des grandes infrastructures (aéroports, autoroutes...);

● **Le renforcement des règles de protection de l'espace maritime avec le renforcement de la sécurité de navigation**, en créant un corps européen de garde-côtes, en déterminant des normes élevées au sein de l'Union européenne concernant l'état des navires, comme la compétence des équipages, en mettant en place un guidage contrôlé pour surveiller la route des navires et en renforçant le corps des inspecteurs contrôleurs à bord des navires. La lutte contre les pavillons de complaisance, par l'interdiction de l'accès aux eaux européennes aux navires "hors normes" doit permettre d'établir un nouvel ordre économique du monde maritime, où le tiers monde aura sa vraie place et d'assurer le redressement de notre flotte marchande;

● **La mise aux normes de la qualité de l'eau dans toutes nos rivières ;**

● **La réduction de moitié du niveau moyen de la pollution de l'air** dans les agglomérations, obligeant à des réformes majeures des politiques d'urbanisme et à un durcissement progressif des plans de déplacement urbain, en privilégiant les transports en commun.

Pour économiser les ressources naturelles, lutter contre les fléaux tels les accidents de la route, les incendies de forêt ou la consommation excessive de tabac, le comportement individuel et l'éducation jouent en outre un grand rôle. Lorsque chacun modifie ses comportements, il contribue au bien-être collectif. Le défi de l'environnement est donc à la fois une question de solidarité et de responsabilité.

La priorité à la diversification en matière énergétique :

Elle passe par un effort massif en faveur des économies d'énergies et du développement des énergies renouvelables, qui présentent peu d'inconvénients en matière d'environnement et per-

mettent de réduire les charges de chauffage pour les plus modestes. Nous proposons, à cet égard, que soit mis en place un programme massif d'isolation et de réhabilitation énergétique dans les logements sociaux. Afin de permettre un réel développement des énergies renouvelables, il convient de renforcer leurs budgets de recherche.

Les variations très fortes des prix des hydrocarbures justifient pleinement la poursuite d'une stratégie d'utilisation équilibrée des différentes sources d'énergie disponibles, dont l'énergie nucléaire, dès lors naturellement que leurs activités s'exercent de manière transparente et contrôlée. Il sera en tout cas important que la politique énergétique, source potentielle de divergences dans la majorité plurielle, fasse l'objet d'un débat public large et approfondi, permettant de définir collectivement nos objectifs à moyen terme.

■ Le droit au transport

Le droit au transport, c'est d'abord le droit à la mobilité et donc, pour beaucoup, le droit au travail et à l'épanouissement dans leur vie personnelle. Pourtant, nous savons que ce droit ne peut s'exercer sans limites, en raison des atteintes à l'environnement que les solutions exclusivement routières entraînent.

Pour ces raisons, nous proposons une action articulée autour de six axes :

- Favoriser l'usage du vélo par davantage d'aménagements cyclables ;
- Parvenir à une harmonisation européenne de la fiscalité pétrolière.
- Favoriser le transfert des marchandises de la route vers le rail, en doublant les tonnages du fret ferroviaire, en développant le transport combiné, en créant de véritables autoroutes ferroviaires sur les axes les plus chargés (traversée Nord-Sud de la France, traversées alpine et pyrénéenne).
- Donner la priorité aux transports collectifs dans les villes, en aidant les investissements des collectivités locales et en développant des solutions originales type tram-train bien adaptées à l'urbanisation actuelle.
- Encourager l'utilisation des véhicules propres (électricité, piles à combustibles) par une fiscalité adaptée réduisant leur coût pour les automobilistes et des aides aux collectivités locales.
- Rapprocher les législations au niveau européen pour que cessent les concurrences sauvages destructrices et les atteintes au service public.

■ Le droit à l'intégration des personnes handicapées

Une politique globale en faveur des personnes handicapées et des associations qui concourent à leur intégration doit être encouragée, soutenue, relayée et adaptée à tous les échelons territoriaux.

Conscient des difficultés que peuvent rencontrer les personnes handicapées dans leur vie sociale, professionnelle et publique, l'Etat accentuera son action en matière de droits à un cadre de vie adapté, aux garanties sociales et d'accès au savoir.

En matière de droit au travail, le premier des facteurs d'intégration, l'Etat et les collectivités locales s'engageront sur un programme pluriannuel court pour atteindre, dans la fonction publique, le taux de 6% d'emplois de personnes handicapées prévu par la loi.

Par ailleurs, des handicapés lourds, les personnes polyhandicapées et leur famille continuent de vivre des situations très difficiles et sans issue. Nous devons faire en sorte que des structures de proximité soient mises en place pour venir en aide à ces oubliés de la vie.

■ Le droit à la culture

Dans un contexte de globalisation des échanges qui menace d'homogénéiser les produits culturels, il est plus que jamais nécessaire que l'Etat et l'Europe défendent et promeuvent le droit à la diversité culturelle. Le soutien à la création sous toutes ses formes est un objectif essentiel des politiques publiques.

Dans le secteur de l'audiovisuel, nous devons lutter contre le risque d'uniformisation, en réaffirmant le rôle et en garantissant les moyens du service public, seul capable, s'il remplit bien sa mission, de constituer l'alternative au marché.

Si le développement des nouvelles technologies offre de nouveaux horizons, nous n'accepterons pas qu'il remette en cause les droits d'auteurs, fondement même de la création.

La lutte pour l'égalité d'accès à la culture doit rester, plus que jamais, une priorité de l'action publique :

- Encourager les équipements culturels de proximité.
- Développer une politique d'éducation artistique et d'accès de tous aux pratiques culturelles tout au long de la scolarité.
- Encourager et soutenir les artistes amateurs.

- Multiplier la création d'espaces culture multi-média sur l'ensemble de notre territoire.

■ Le Droit à la santé

Droits des malades :

Jusque dans les années 80, la société française, relayée par une certaine conception du pouvoir médical, maintenait les patients dans un rôle purement passif. L'information des malades était à la discrétion des médecins, l'intervention des usagers dans le système de santé dérisoire. L'irruption du Sida, au début des années 80, a changé la donne avec la formation d'associations de malades. L'exigence d'information, de participation aux choix stratégiques en terme sanitaire fit des personnes infectées par le virus du sida des partenaires à part entière de la prévention et de la lutte contre ce fléau.

Aussi, le renforcement des droits des usagers de la santé dans le futur projet de loi de modernisation du système de santé viendra officialiser un nouvel état de fait. Ainsi, l'accès direct au dossier médical, le droit à l'information, la reconnaissance de la place et du rôle des associations de malades et d'usagers de la santé sont dorénavant un enjeu de la politique de santé. D'autre part, il est nécessaire de prendre en charge ce que l'on appelle "l'aléa thérapeutique" par la création d'un fonds spécifique.

Nous réaffirmons la place centrale du service public hospitalier dans le dispositif de soins, en refusant qu'il ne se transforme en dernier lieu d'accueil de la misère sociale.

Droit à la sécurité sanitaire :

Le risque zéro, on le sait, n'existe pas. Pour autant, les Français ne peuvent admettre que des failles dans le système de sécurité sanitaire conduisent à des crises aussi graves que celles de la vache folle ou de l'amiante. Les hormones de croissance et les OGM ont créé de nouvelles peurs. Pour faire face à ces risques nouveaux, nous réaffirmons la nécessité du respect du principe de précaution. Il faut édicter des règles, assurer un contrôle confié aux agences de sécurité sanitaires (santé, aliment, environnement) et permettre les expertises nécessaires en toute transparence. Cela doit s'accompagner d'une politique de prévention forte s'appuyant sur la recherche.

■ Des droits nouveaux pour les familles

Dans un contexte d'éclatement des solidarités et d'instabilité des couples, nous devons promouvoir une politique qui s'adresse aux familles dans leur diversité et qui privilégie l'en-

fant : quelque soit le statut juridique de la famille, les enfants doivent avoir les mêmes droits. La famille contemporaine offre de nombreux visages. Notre politique doit avoir la parité comme objectif, car la charge familiale, et en particulier l'éducation des enfants, continue d'être un frein à l'égalité homme-femme dans l'accès aux responsabilités, quelles soient professionnelles ou politiques. Elle doit également renforcer les modes de garde avec l'effort engagé par le gouvernement pour la construction de nouvelles crèches et l'extension des horaires d'ouverture.

Il s'agit de :

- Généraliser la pré-scolarisation dès l'âge de deux ans.
- Elargir les possibilités ouvertes en termes de congé paternité.
- Instaurer un service de soins à domicile pour les retours précoces de maternité.

Le droit à la famille doit lui-même s'adapter à l'évolution des mœurs et au souci de donner à l'enfant des droits propres. Les règles de la filiation, du divorce et de l'adoption doivent être mises en conformité avec ces principes.

■ Les droits des consommateurs

La mondialisation des marchés a multiplié l'offre de biens et de services. La masse d'information en circulation entraîne une réduction de la transparence et une difficulté réelle pour le consommateur à déterminer ses choix.

Nous devons faire évoluer, par une politique volontaire, le rapport de force en faveur des consommateurs en en faisant un acteur économique à part entière. Ainsi, nous devons :

- Contribuer activement à la formation, à l'information et à l'organisation des mouvements **associatifs de consommateurs et des organismes qu'ils animent (INC, CTRC).**
- Assurer la traçabilité et l'identification des produits alimentaires et industriels (leur origine, leur composition, leur qualité). Ceci constitue un maillon essentiel de la sécurité de l'alimentation et de l'utilisation des biens de consommation. Pour cela, il convient d'instituer un droit de regard et d'intervention des délégués CE/CHSCT dans les méthodes de fabrication (transformation alimentaire, construction automobile...) et de garantir leur indépendance et leur protection.
- Protéger les consommateurs les plus faibles par une garantie légitime de leurs

intérêts économiques. Aujourd'hui, 2,8 millions de personnes n'ont pas le droit d'utilisation de chèques : nous ne pouvons l'accepter. **Nous proposons ainsi la mise en œuvre d'un service bancaire de base, s'imposant à tous les acteurs du service bancaire, et non pas seulement aux acteurs publics comme La Poste ou la Caisse d'Epargne.**

Les socialistes ont toujours élargi l'espace public en ouvrant de nouveaux droits en en déplaçant régulièrement la frontière de la démocratie. Ils en réaffirment aujourd'hui la nécessité pour contribuer à placer des contre-pouvoirs face à la concentration du pouvoir économique.

AGIR A L'ÉCHELLE DE L'EUROPE ET DU MONDE

La mondialisation libérale lance aux socialistes deux grands défis : le premier est de mettre en œuvre le nouvel internationalisme. Il doit être fondé sur la régulation, le co-développement et l'impératif écologique. Le second est d'édifier cette "Europe puissance" sans laquelle nos pays pourraient devenir des enjeux et non plus des acteurs de l'Histoire.

Une Europe au service de la croissance et de l'emploi

L'Europe est à la fois un acteur et un terrain privilégié du combat pour de nouvelles régulations économiques. L'avènement de l'euro traduit, de ce point de vue, un choix politique majeur. Le partage de la souveraineté monétaire ne couronne en effet pas simplement le processus d'intégration économique et financier initié par les pères fondateurs de l'Europe ; il met aussi fin aux attaques spéculatives des marchés contre les diverses monnaies européennes, il libère les gouvernements nationaux de l'obsession permanente des taux de change intra-européens.

Naturellement, ces marges de manœuvre pour un "nouveau keynésianisme" à l'échelle européenne resteront théoriques si la volonté politique de les utiliser fait défaut.

Cet enjeu renvoie à la nécessité impérieuse d'une meilleure coordination des politiques économiques. Reprenant la proposition que nous avons formulée lors de la campagne des élec-

tions européennes de 1999, nous demandons que soient inscrits dans le statut de la Banque centrale européenne les objectifs de croissance et de création d'emplois, au même titre que la stabilité des prix. La BCE ne saurait être indépendante des besoins de l'économie et des peuples.

C'est pourquoi, les socialistes français continueront de militer pour que l'Euro-groupe acquière un véritable statut dans le système institutionnel communautaire. Il pourrait prendre la forme d'une coopération renforcée – formule que la conférence intergouvernementale en cours vise notamment à améliorer. Responsables du taux de change de l'euro, les autorités politiques, issues du suffrage universel, doivent pouvoir donner également leur avis, au cours d'un échange constructif, sur la politique des taux d'intérêt menées par la BCE.

Une politique économique et sociale européenne au service de la croissance, de l'emploi et du progrès social va naturellement au-delà d'une gestion macro-économique efficace et avisée de l'Union et de la "zone euro". Nous devons tout mettre en œuvre pour faire avancer un projet européen progressiste – économique, social, environnemental, culturel etc. notamment en soutenant les propositions suivantes :

- Décider, à l'échelle de l'Union, d'un plan d'harmonisation de la fiscalité sur les revenus du capital et les bénéfices des sociétés, éradiquer les paradis fiscaux de l'Union.
- Définir une véritable politique industrielle européenne, forger et faire reconnaître une conception européenne des services publics, à rebours de la tendance de la Commission européenne à s'enfermer dans la seule surveillance des règles de la concurrence.
- Fixer des critères de convergence pour l'emploi engageant les Etats, favoriser la négociation entre partenaires sociaux européens, en particulier en cas de restructurations et de fusions, et en vue de conventions collectives européennes.
- Négocier un traité social européen de même portée que les textes économiques et monétaires, qui comprenne des critères et un calendrier de convergence social, instaurer un salaire minimum européen, réduire la durée du travail en Europe.
- Renforcer la protection du consommateur, notamment en créant une agence européenne de l'alimentation.

C'est un combat que nous devons mener pendant et après la Présidence française de l'Union européenne.

Une Europe politique

Les socialistes n'ont pas ménagé leurs efforts pour favoriser la mise en place d'une Europe plus sociale, plus solidaire, plus proche des besoins des peuples.

Aujourd'hui, la création de l'euro constitue un tournant historique. Tout en couronnant quatre décennies d'intégration économique et monétaire, il permet d'envisager la conduite de nouvelles politiques de croissance en Europe. Dans le même temps, la perspective, désormais incontournable, de l'élargissement impose une réforme des institutions. **A tous égards, le temps de l'Europe politique est donc clairement venu.**

Au moment où s'ouvre notre congrès, la France préside aux destinées de l'Union. Les priorités de la présidence française s'inscrivent précisément dans le droit chemin de cet engagement pour une Europe plus politique, une Europe plus démocratique et citoyenne, avec la volonté de mener à bien la réforme des institutions pour éviter la paralysie qui menace déjà et risque d'être aggravée avec l'élargissement.

Dans l'immédiat, un fonctionnement plus efficace et plus démocratique des institutions européennes passe par une généralisation du vote à la majorité qualifiée et du processus de co-décision associant pleinement le Parlement européen, par une nouvelle pondération des voix au sein du conseil tenant mieux compte du poids démographique de chaque Etat, par une commission plus resserrée, avec un président appartenant à la majorité politique issue des élections européennes, ou encore par le développement des coopérations renforcées permettant aux Etats qui le souhaitent d'aller plus vite et plus loin. Il passe aussi par l'adoption d'une charte des droits fondamentaux dotée d'une portée à la fois politique et juridique, s'intégrant en préambule dans les traités.

La perspective d'une Europe à 25 ou à 30 oblige à trouver de nouvelles voies pour approfondir l'intégration politique.

Nous nous reconnaissons, de ce point de vue, dans la notion "d'avant-garde" de nature fédérale, regroupant les pays prêts à mettre en commun dès aujourd'hui de nouveaux champs de compétence. Respectueuse de l'identité de l'Union comme du processus d'élargissement, cette solution serait la plus soucieuse des intérêts des Etats membres qui ne veulent ou ne peuvent tous avancer au même rythme.

L'idée de "fédération d'Etats-nation", défendue par le Parti socialiste, demeure de ce point de vue particulièrement pertinente dans le débat actuel sur l'avenir de l'Europe politique. Elle constitue une réponse équilibrée, à la fois ambitieuse et réaliste, au défi qui nous est aujourd'hui posé.

Refusant les impasses d'un souverainisme nostalgique, le projet de "fédération d'Etats-nation" assume clairement la part importante de fédéralisme à introduire aujourd'hui dans la construction européenne, à travers la mise en commun de nouvelles compétences, l'extension du vote à la majorité qualifiée, l'approfondissement de la démocratie européenne. Il n'ignore pas pour autant la légitimité des vieilles nations, espaces toujours vivants de démocratie et de solidarités, supports d'une précieuse diversité culturelle, qui interdit d'envisager sérieusement l'instauration prématurée d'une sorte d'Etat-nation européen, reproduisant à l'identique les institutions qui existent dans chacun de nos pays. Cela ne doit cependant pas nous empêcher de mettre en œuvre un espace européen qui protège l'ensemble des citoyens, leur garantit leurs libertés et permet une lutte efficace contre la délinquance financière. La construction d'un espace judiciaire européen est l'un des chantiers majeurs des années à venir.

Loin d'opposer citoyenneté européenne et citoyenneté nationale, nous proposons ainsi au contraire d'assurer leur complémentarité dans une vision dynamique de la construction européenne. Dans le respect de l'identité de chacun, nous devons aujourd'hui travailler au renforcement d'un "vouloir vivre ensemble" qui offre à l'Europe la possibilité de porter ses valeurs communes et son modèle social à l'échelle du monde.

Réguler les mouvements de capitaux au plan international

Une meilleure régulation passe d'abord par une plus grande transparence des marchés des changes et des marchés financiers. Elle doit s'imposer à l'ensemble des institutions financières, qu'elles soient publiques ou privées, et se placer dans le cadre d'un important renforcement du pouvoir politique et des processus de décisions au sein du FMI.

Les entrées et les sorties massives de capitaux peuvent avoir des conséquences désastreuses, notamment pour un pays émergent. Lorsqu'ils entrent trop vite, ils conduisent à un surendettement des agents nationaux, et se portent sur des projets peu rentables ou très risqués. En se retirant hâtivement, ils précipitent la chute de certains pays et la misère de la population.

Il s'agit donc d'exercer une influence sur les mouvements des capitaux de court terme. Le mérite de la **taxe Tobin** est d'avoir ouvert le débat, son taux (0,05 %) est bien inférieur aux variations journalières des cours et surtout aux frais obligatoires perçus par les places financières. Chacun le sait pourtant, un tel outil – dont les objectifs sont éminemment justes – sera difficile à mettre en œuvre s'il ne bénéficie pas d'un large accord in-

ternational, en particulier au sein de l'OCDE. A nous de mener fermement le débat dans l'Union européenne et dans l'Internationale socialiste pour arriver à une décision appliquée au moins par les pays de l'OCDE.

Dans le cas des pays émergents, l'objectif est d'agir en amont, pour empêcher les entrées massives de capitaux courts, donc en période d'euphorie et non de crise. Les dispositifs expérimentés au Chili et en Malaisie – un dépôt obligatoire à la Banque centrale d'un certain pourcentage du montant des investissements – ont fait leurs preuves.

La proportion prise par les menaces d'effondrement du système financier qu'a fait peser la crise des pays émergents, puis celle d'importants fonds spéculatifs, ne laisse pas aussi de poser la question de l'institutionnalisation d'un prêteur en dernier ressort.

Pour maîtriser les crises et prévenir les effets en chaîne, celui-ci – FMI ou club de banques centrales, BCE au sein de l'Union – doit pouvoir injecter les liquidités nécessaires, c'est-à-dire émettre une monnaie internationale sans les restrictions drastiques qui s'imposent actuellement aux droits de tirages spéciaux du FMI.

Cette préoccupation justifie également la création d'un **Conseil de sécurité économique mondial**, chargé de veiller à la cohérence des grandes négociations internationales, qu'elles concernent la monnaie, le commerce, l'environnement ou les normes sociales.

Enfin, une action internationale résolue doit permettre de résorber ces "trous noirs" de la finance internationale qui sont les paradis bancaires et fiscaux. Leur opacité leur confère un rôle déterminant dans le fonctionnement de l'économie mondiale du crime, mais aussi dans le développement de la spéculation financière. Il revient à l'Union européenne de militer dans les instances internationales en faveur de l'édiction de normes minimales de taxation et d'information, partout dans le monde, mais aussi, pour que cet impératif ne demeure à l'état de vœu pieux, de prendre l'initiative, en tant que grande puissance financière, de soumettre à un contrôle rigoureux et une imposition forfaitaire les mouvements de capitaux – directs ou indirects – avec ceux des pays en cause qui refusent de coopérer.

Organiser la solidarité à l'échelle du globe

Toutes les institutions internationales le constatent : les inégalités s'accroissent à l'échelle planétaire. 1,2 milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour. **Les pays pauvres sont asphyxiés** par la dette et le manque d'investisse-

ments. Le sida les frappe sévèrement. Des conflits meurtriers déchirent l'Afrique faisant oublier des avancées démocratiques engagées au début des années 90.

Un double défi doit être relevé : améliorer les conditions de vie de ces populations tout en aidant au respect des Droits de l'homme et des libertés démocratiques. La France a une responsabilité particulière.

Elle doit la faire partager par ses partenaires européens. La qualité des relations avec les pays du Sud est essentielle pour faire prévaloir dans les grandes négociations mondiales la nécessité de régulations fortes.

Nous récusons les thèses libérales qui prétendent que le développement peut résulter du seul accroissement des échanges. Face à elles, nous entendons affirmer l'identité européenne, dont la caractéristique, en matière de développement, est de lier constamment ouverture et solidarité, échanges et régulations.

Nous préconisons des mécanismes de solidarité et d'incitation qui contribuent aux transformations structurelles et favorisent l'investissement.

Depuis 1997, le gouvernement de Lionel Jospin a introduit des inflexions majeur dans la politique française de développement : fin de l'interventionnisme direct en Afrique, volonté d'ouverture à l'ensemble de ce continent, doublement de l'effort français en matière de réduction de la dette, réforme de la coopération (désormais intégrée au sein du ministère des affaires étrangères), contrats de partenariat avec les pays en développement.

Pour aller plus avant dans la relations Nord - Sud,

plusieurs propositions peuvent être faites :

● **Annuler la dette publique des " pays pauvres "**. L'Internationale Socialiste a fait de l'annulation de la dette un thème d'action que notre parti entend porter aujourd'hui. Cette résolution du problème de la dette a pour objectif de donner aux pays pauvres endettés les capacités d'un développement durable.

● **Mieux contribuer à l'établissement ou au renforcement des Etats démocratiques.** C'est un objectif difficile. Il faut éviter l'ingérence. Les commissions mixtes organisées régulièrement avec les Etats africains notamment doivent être l'occasion de renforcer les Etats démocratiques, d'accompagner leur décentralisation et favoriser l'émergence de sociétés civiles mieux structurées. Il faut parallèlement isoler les régimes dictato-

riaux. L'octroi des aides budgétaires doit être conditionné aux progrès démocratiques.

● **Traduire par des accords nouveaux l'évolution des problèmes de sécurité sur le continent africain, et notamment l'irruption des trafics illicites qui alimentent le commerce des armes.** Notre approche est de renforcer les capacités africaines de maintien de la paix. Il faut encourager les accords régionaux de sécurité qui peuvent être des cadres adaptés pour préparer des dispositifs régionaux de prévention et de gestion des conflits.

● **Consacrer d'ici à cinq ans 0,7% du PIB à l'aide au développement.** Il faut l'accompagner de règles contractuelles plus exigeantes en investissements : infrastructures lourdes de communication et de télécommunications, accès généralisé à l'eau potable et à l'énergie, préservation de l'environnement. L'utilisation de moyens modernes, notamment les satellites météorologiques européens, pourra y contribuer.

● **Donner un contenu politique à la francophonie.** Composante de notre politique extérieure, la francophonie doit servir la diversité culturelle et contribuer aux progrès en matière de démocratie et de droits de l'Homme.

● **Engager un grand plan sanitaire pour lutter contre les grands fléaux** (sida, malaria...), notamment en Afrique.

● **Instaurer l'impératif de cohérence dans nos relations avec le Sud.** L'aide au développement ne suffit pas. Notre engagement en faveur des pays du Sud doit également se traduire dans les grandes politiques qui déterminent nos relations économiques extérieures et celles de l'Union européenne : politique commerciale, politique agricole, politique de l'environnement.

C'est au prix de cette cohérence que nous parviendrons à transformer la mondialisation en une ouverture partagée et à lutter contre la pire des inégalités : l'inégalité devant les chances du développement.

Protéger la planète

Les dangers des atteintes à l'environnement pour la santé et le bien-être des hommes et pour l'avenir de la planète sont mieux connus : changements climatiques, réduction de la biodiversité, pollutions de l'air et de l'eau.

Notre objectif est de concilier le développement économique, la cohésion sociale et la lutte contre les pollutions, les nuisances, la dégrada-

tion des ressources naturelles. Le développement durable est une question majeure de solidarité vis-à-vis des pays du sud, des générations futures et plus généralement des plus démunis, qui sont les plus touchés par les nuisances.

C'est pourquoi, il est nécessaire de prévoir la création de nouveaux modes de régulation internationaux pour l'environnement.

Nous sommes résolument favorables à la création d'une autorité mondiale de l'environnement, capable de fixer des règles cohérentes et de les faire respecter, qui peut permettre de lutter efficacement contre des phénomènes qui sont, eux aussi, planétaires.

Il est, de la même façon, essentiel que la communauté internationale se donne les moyens de faire respecter les engagements pris à Kyoto en matière d'effet de serre. Les pays les plus pollués, en particulier les Etats-Unis, ne doivent plus pouvoir en rester à un laisser-aller qui constitue un véritable dumping environnemental. Les pays du Sud doivent avoir les moyens d'accélérer leur développement sur la base de technologies propres. La prochaine conférence de La Haye doit être l'occasion de faire une avancée importante sur ces sujets.

UN PARTI SOCIALISTE VIVANT ET UNI

Trois ans après notre victoire de 1997, le Parti socialiste a su préserver son influence dans l'opinion publique; mais il demeure lui-même victime de l'image négative de la politique dans notre pays.

Du point de vue de son fonctionnement interne, le PS a su démocratiser son organisation et s'ouvrir vers l'extérieur. Ainsi, la consultation de tous les militants est devenue plus fréquente avec la désignation, au suffrage universel des adhérents, de tous nos responsables et de tous nos candidats et avec la procédure des conventions nationales qui permettent de débattre collectivement, au moins une fois par an, en dehors de nos rendez-vous de congrès.

Mais, des insatisfactions demeurent : lourdeur des textes soumis au vote, inadaptation de nos règles pour l'intervention militante, disparité dans le fonctionnement des sections. De même, nous parvenons mal à renouveler les générations et à accueillir les nouveaux adhérents.

Tout(e) militant(e) qui souhaite accéder à des responsabilités politiques, quelle que soit sa formation initiale, doit pouvoir se former au sein du parti. L'université permanente créée en 1998, ouvre de réelles perspectives et jette les bases d'une politique de formation à la mesure d'un grand parti. Elle doit être développée, installée dans la durée et a vocation à être décentralisée au niveau des fédérations. C'est une des conditions de la démocratie interne.

Militer autrement

Nous devons nous interroger sur nos formes de militantisme pour mieux prendre en compte la diversité des parcours, les types d'engagements souhaités et particulièrement les rythmes de vie de celles et ceux qui nous rejoignent : c'est encore trop souvent le temps des élus qui sert de référence à la vie militante alors que celle-ci est de nature bénévole.

Et si nous devons continuer à élaborer et défendre un projet global, il faut l'articuler avec des actions plus concrètes, plus ciblées et plus quotidiennes.

■ La parité dans les faits

Des progrès significatifs ont été accomplis dans la désignation des candidates lors des élections législatives de 1997, aux élections régionales de 1998 puis dans la loi sur la parité.

Pourtant, nous sommes encore loin du compte. En l'absence de volontarisme, chacun sait que les déséquilibres ne se corrigeront pas spontanément. Ainsi, le PS doit-il poser comme principe pour les élections législatives de 2002 la présence d'au moins 40 % de candidates (contre 30 % en 1997). La progression vers la parité pour les élections législatives doit être graduelle, celle-ci devant être atteinte en 2007. Les prochaines municipales donneront à de nombreuses femmes l'occasion d'une première expérience électorale et aux fédérations les forces sur lesquelles s'appuyer pour présenter des candidatures de femmes aux scrutins majoritaires, et notamment aux élections cantonales.

■ La diversité est une richesse

Il est de notre responsabilité de mieux représenter la diversité de notre électorat. C'est ainsi que le PS a vocation à élargir sa représentation, afin qu'elle traduise la diversité de la société. Il doit, pour ce faire, renouveler ses méthodes de communication, renforcer ses réseaux de sympathisants (pouvant participer aux débats), lever les contraintes ou les pesanteurs à l'adhésion. Les jeunes doivent aussi trouver plus naturellement leur place.

Les Français d'origine étrangère, les citoyens communautaires, doivent être encouragés à la prise de responsabilité. Nos listes électorales doivent s'ouvrir pour mieux assurer la proximité avec nos concitoyens.

■ Un nouveau rôle pour le secteur "entreprises"

Les "Groupes socialistes d'entreprises" (GSE) doivent être renouvelés pour offrir aux militants un cadre où ils puissent mieux conjuguer défense de nos idées et action de terrain.

Le secteur "entreprises" a, au cours de son histoire, représenté un apport constant à la réflexion et aux programmes électoraux de notre parti. Il faut aujourd'hui lui donner un rôle nouveau.

Pour permettre de redéfinir et dynamiser notre secteur "entreprises", une convention nationale "être socialiste dans le monde de l'entreprise" pourra être organisée.

De la même manière, le Parti socialiste doit développer ses liens avec l'ensemble des secteurs associatif, mutualiste et coopératif, par la valorisation de la présence des militants dans ces organisations et en développant avec elles des relations étroites au niveau fédéral comme au niveau national. Le conseil économique social et culturel, constitué après le congrès de Brest, a déjà permis de fructueuses confrontations et pourra appuyer cette ambition d'être plus présent dans tous les secteurs de la société.

■ Militer sur des thèmes

Pour certains sympathisants, l'adhésion géographique n'a pas la même force que pour les militants qui vivent au rythme de leur commune ou de leur département. Pour ceux-là, nous devrions réfléchir à la création de sections thématiques susceptibles d'emporter leurs réticences et offrant un cadre à de nouvelles formes de militantisme. Ces sections, placées sous la responsabilité d'un secrétaire national et des secrétaires fédéraux au niveau départemental, pourraient contribuer à irriguer le parti de propositions nouvelles.

■ Approfondir la démocratie militante grâce aux nouvelles technologies

Nous pouvons utiliser les nouvelles technologies au sein de notre parti pour rapprocher le "national" et les fédérations.

● **Un espace Internet commun à tous les socialistes** : La formule la plus simple serait l'ouverture d'un espace qui pourrait prendre la forme d'un portail "parti socialiste" qui "porte" l'ensemble des sections et fédérations.

Ceci favoriserait une meilleure lisibilité de l'activité des socialistes à travers une adresse unique (parti socialiste) et favoriserait les échanges (notamment par la création de liens) entre les sites.

D'autres pratiques peuvent illustrer les changements qualitatifs que pourrait produire le net :

● **La création d'une liste de diffusion** permettant le débat permanent entre les secrétaires fédéraux et le national.

● **Des rendez-vous réguliers avec le premier secrétaire ou les secrétaires nationaux via le net** pourraient être organisés (message télévisé via une web cam) pour permettre à ces derniers de répondre en direct à tous les messages des militants ou sympathisants.

● **Une meilleure diffusion de nos idées et de notre histoire** : Internet peut permettre de rassembler les sources d'information et d'archives aujourd'hui disséminées et pas ou peu utilisées.

● **Les nouvelles formes de dialogue avec nos concitoyens** : Le web va devenir plus rapidement qu'on ne le croit un instrument politique de première importance. Le parti, lors de la refonte de son site, devra adopter une position offensive et afficher tout à la fois sa force, sa diversité, sa réactivité, sa proximité avec les problèmes concrets des Français et sa capacité à engager de nouvelles formes de dialogues par le biais des nouvelles technologies (bulletin électronique, forums thématiques, questions - réponses en direct entre responsables politiques et internautes...).

● **La création d'une commission "Nouvelles technologies" au sein du Parti Socialiste.**

■ Changer le Parti socialiste européen

C'est aujourd'hui un cartel de chefs de parti et de gouvernement. Il doit devenir une véritable organisation avec une démocratie militante et des votes sur ses orientations. Dans le même temps, des échanges doivent être développés entre les partis du PSE au niveau des fédérations et des sections.

Un parti de débat : le nouveau rôle du conseil national

Dans une position institutionnelle de parti majoritaire que l'on sait difficile à tenir sous la Ve République, et encore davantage en cohabitation, le PS a depuis trois ans et demi -tout en soutenant



loyalement l'action du gouvernement- continué à faire des propositions concrètes dans le cadre de ses conventions et pris toute sa part en amont des débats gouvernementaux.

Certes, le parti n'a pu -à chaque fois et sur tous les arbitrages- faire prévaloir son point de vue. Mais il a pu affirmer ses priorités et être associé aux principaux choix gouvernementaux. **Pour l'essentiel d'ailleurs, notre programme de 1997 a été presque intégralement appliqué.**

Nous entrerons, à partir de 2001, dans une période nouvelle liée à la préparation des échéances majeures de 2002. Le rôle du parti va s'en trouver encore renforcé. Au-delà de la désignation de nos candidats, il s'agira de préparer notre programme d'abord par un débat entre socialistes puis par une négociation avec nos partenaires de la Gauche plurielle.

Entre le congrès de Grenoble et la fin de la législature, il appartiendra au parti socialiste de définir, dans le cadre des orientations adoptées pendant le congrès, les propositions qui seront ensuite soumises à approbation de nos concitoyens lors des élections législatives de 2002. Le temps nous est d'ores et déjà compté.

Ainsi le conseil national doit être transformé dans son fonctionnement pour devenir un véritable lieu d'élaboration collective de notre projet. Dans les prochains mois seront créées des commissions thématiques, chargées de réfléchir à nos orientations dans des secteurs déterminés et de préparer les débats de conseils nationaux. Elles devront s'appuyer sur les contributions des militants et des fédérations. A cet effet, des **conférences départementales des militants et sympathisants** devront se tenir pour faire de notre programme pour 2002 le fruit de la mobilisation de notre intelligence collective.

A l'automne 2001, une convention nationale extraordinaire synthétisera l'ensemble de ces propositions et les soumettra au vote des militants.

Alors pourra commencer le dialogue avec le pays, sur la base du contrat que nous espérons conclure avec lui pour les prochaines années.

Un parti moteur de la Gauche plurielle

Si la droite est empoisonnée par ses contradictions, la gauche vit comme une chance sa diversité.

Nos concitoyens apprécient la pluralité au gouvernement et dans la majorité, parce qu'ils la considèrent comme un gage d'équilibre, d'échanges et de démocratie. Au gouvernement, le Premier ministre a su imposer un mode de délibérations différent, plus collectif et respectueux des apports de chacun pour aboutir à des décisions collégiales sur des sujets importants. C'est aussi ce qui se fait au sein du Parlement entre les différents groupes de la Gauche plurielle. Il doit en être de même dans les relations entre nos partis.

Bien sûr, les difficultés, voire les divergences, ne manquent pas. Mais pourquoi ne pas voir dans ces spécificités un atout, à la condition d'aboutir à des prises de position communes ? Pourquoi nier les identités, les caricaturer au lieu d'en faire une force dans la complémentarité ? **Aucun des partis qui fonde la gauche ne peut prétendre diriger seul le pays. De cette évidence électorale et de cette complémentarité, naît la nécessité du travail collectif.**

Le choix de 1997 est un choix majoritaire. La Gauche plurielle se préfère utile au gouvernement plutôt qu'incantatoire dans l'opposition.

Il n'est pas toujours facile de faire place à nos partenaires. Mais comment ne pas comprendre que c'est à nous, socialistes, qu'il incombe de veiller à l'équilibre et à l'harmonie de la Gauche plurielle. C'est l'intérêt de tous, et bien sûr le nôtre, et -au bout du compte- celui des Français que nous voulons représenter.

La majorité plurielle n'est pas une tactique opportune sur fond de dissolution, elle est une stratégie qui doit être entretenue avec méthode :

- Parce qu'il est naturel et sain que les acteurs de la Gauche plurielle dialoguent de formation à formation et entre tous les partenaires rassemblés, **il faut mettre en œuvre un sommet de la Gauche plurielle chaque fois que cela semble nécessaire.**

● Parce que la Gauche plurielle n'est pas la seule affaire des " états majors " nationaux, **ces rencontres doivent prendre la forme d'assises décentralisées.**

● Parce que la Gauche plurielle a expérimenté avec succès la présentation de candidatures communes aux élections législatives de 1997 et aux régionales de 1998, **nous devons nous présenter, devant les Français, unis et rassemblés sur notre bilan et sur un programme pour les élections municipales de 2001 et les législatives de 2002.**

CONCLUSION

Le congrès de Grenoble se tient plus de trois ans après notre victoire de 1997. Dans cette période, le gouvernement de Lionel Jospin a engagé de grandes réformes et obtenu des résultats considérables, notamment dans la lutte contre le chômage. Le Parti socialiste a été un des acteurs principaux de cette transformation du pays.

Aujourd'hui, notre tâche c'est de consolider la croissance et d'assurer la répartition de ses fruits, c'est de créer toujours plus d'emplois et de poursuivre la réduction des inégalités. Bref de **changer le présent.**

Mais, l'enjeu majeur de notre congrès c'est d'engager la préparation de notre projet. Celui qui nous permettra de convaincre les Français, au-delà de l'appréciation de notre bilan, de nous accorder à nouveau leur confiance pour **construire l'avenir.**

Notre rendez-vous de Grenoble doit être un moment utile : pour les socialistes d'abord, qui ne doivent pas s'arrêter aux commentaires de l'actualité mais s'attacher à fixer clairement leurs priorités et leur identité ; pour la Gauche plurielle ensuite, qui doit trouver dans nos propositions la trame du contrat que nous présenterons ensemble en 2002 ; pour les Français enfin, qui doivent retrouver -dans notre conception de la politique- les éléments d'une confiance renouvelée dans la démocratie.

N°169

Renforcez le Parti socialiste, rejoignez ses rangs

À renvoyer au Parti socialiste, 10, rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07 - Tél. : 01 45 56 77 00 - Fax : 01 47 05 15 78

Nom : Prénom :

Adresse : Code postal :

- ☐ Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- ☐ Je désire adhérer au Parti socialiste
- ☐ Je verse..... francs pour soutenir l'action du PS chèque à l'ordre de AFPS

Selon les dispositions de la loi du 19 janvier 1995, ces sommes ouvrent droit à réduction d'impôt. Une attestation fiscale vous sera adressée.